Variations 18/04/06 13:40 Page 1

Variations
Revue internationale de théorie critique

Mouvement social et politiques de la transgression

Parangon/Vs

Errata

Nous avons omis de préciser que le numéro d'automne de *Variations, La Théorie critique : héritages hérétiques* a été dirigé par Lucia Sagradini et Jan Spurk.

En page 17, nous avons attribué le tire d'un livre de Pierre Clastre, *La Société contre l'État*, à Miguel Abensour, qui a publié *La Démocratie contre l'État*, Marx et le moment machiavélien, PUF, 1997, réed. Le Félin, Paris, 2003.

Le titre exact du livre de Michael Löwy (p. 87) est : *Walter Benjamin Avertissement d'incendie. Une lecture des thèses « Sur le concept d'histoire »,* PUF, 2001.

Variations

Fondateur : Jean-Marie Vincent (1934-2004)
Directeur de publication : Denis Berger
Responsable de la rédaction : Alex Neumann
Comité de rédaction : Denis Berger, Annie Dequeker, Philippe Maingault, Alex Neumann, Lucia Sagradini, Emmanuel Valat.
Comité de lecture : Gilbert Achcar (Berlin), Toni Andréani, Estelle Ferrarese (Louvain la Neuve), Maud Ingarao, Michal Koslovski (Varsovie), Eustache Kouvélakis, Michael Löwy, Michelle Riot-Sarcey, Maria Emilia Tijoux (Santiago de Chile), Michel Vakaloulis.

© Parangon/Vs, Lyon, 2006
www.editions-parangon.com

Sommaire

Éditorial. Le printemps de l'émancipation — — — — — — — — — — — 5
Jean-Marie Vincent. *Variations ?* — — — — — — — — — — — — — — 9

Dossier
Ret Marut. *Au sujet d'un livre absent, mais omniprésent* — — — — — — 11
John Holloway. *Un mouvement contre-et-au-delà. À propos du débat sur mon livre* Changer le monde sans prendre le pouvoir — — — — — — 15
Patrick Cingolani. *Destins de la multitude, ou événements de la politique À propos des deux derniers livres de Hardt et Negri* — — — — — — — — 31
Alex Neumann. *Les 35 heures, entre mouvement social et adhésion plébiscitaire* — — — — — — — — — — — — — — — — — — 45
Adrien Thomas. *En apesanteur. La CGT face à la privatisation d'EDF-GDF* — 63
Michal Koslovski. *Les chemins obscurs de la Solidarité* — — — — — — — 73

Hors-champ
Laurent Plet. *Raison politique et dialectique négative chez Adorno* — — 81
Laure Couillaud. *L'explosion de l'intime. Au sujet de la dramaturge Sarah Kane* — 98
Mikkel Bolt-Rasmussen. *L'Internationale situationniste : dynamiques de récupération et d'appropriation dans l'exposition Destruction de RSG-6* — — — — 111

Notes de lecture
Julien Bordier. *Jacques Rancière. La Haine de la démocratie* — — — — — 129
Philippe Maingault. *Mike Davis, Au-delà de Blade Runner. Los Angeles ou l'imagination du désastre* — — — — — — — — — — — — 136

Éditorial
Le printemps de l'émancipation

Les barricades estudiantines se dressent une nouvelle fois, fièrement et dignement, contre un pouvoir déclinant, empêtré dans son mépris bourgeois. Drapeaux rouges ou noirs fleurissent au milieu des jonquilles, alors que les salariés sont invités à entrer dans la danse. L'unique analogie percutante du mouvement du printemps 2006 avec le mois de mai 1968 réside sans doute ici : le mouvement de la jeunesse a donné le signal aux fonctionnaires et prolétaires de passer à l'action.

Henri Lefebvre, fondateur du département de sociologie de Nanterre fut le premier, sinon le seul à saisir cette relation dialectique entre le mouvement étudiant et la grève généralisée. Dès l'été 1968, il avait compris que l'insurrection du Quartier latin n'était pas une mise en scène folklorique de la Révolution, mais un signe adressé aux salariés d'investir la brèche ouverte et d'entrer en grève [1]. Lefebvre comprenait la dimension subjective du mouvement social, là où d'autres ne voulaient voir qu'une crise d'adolescence et n'entendaient que la grogne des chiens de rue. Aujourd'hui, comme hier, gaullistes et socialistes de gouvernement s'inquiètent du désordre républicain et des troubles publics, alors que la charge émancipatrice du mouvement se déploie précisément dans la transgression des règles établies de la politique étatique. L'appropriation de l'espace public s'amorce par la prise de parole incontrôlée et la démocratie directe, en 2006 encore.

Paradoxalement, la puissance créative du mouvement actuel pousse à la retraite les figures soixante-huitardes qui voulaient incarner ces modes d'action. Alors que le sectarisme ouvriériste d'Alain Krivine ne trouve plus de majorité dans ses propres rangs, le gestionnaire de la république, Lionel Jospin, cherche les mots pour faire oublier sa défaite en rase campagne. Serge July, lui, ne dit plus rien depuis qu'il a insulté sans succès la souveraineté populaire et la gauche critique lors du référendum européen. La politique de la transgression du mouvement ne s'arrête pas devant ces symboles d'une autorité morale révolue. Les représentants de l'État chiraquien ont quant à eux exigé le strict respect de la démocratie représentative, qu'ils n'ont cessé de piétiner en refusant

Variations 18/04/06 13:40 Page 6

d'entériner le statut pénal du chef de l'État, en violant la loi Fillon sur la concertation sociale, en ignorant la sanction des urnes aux régionales, cantonales, européennes et lors du référendum présidentiel de mai 2005. Faut-il rappeler que Jacques Chirac a mobilisé moins de 15 % des inscrits lors du premier tour de la présidentielle de 2002 ?

Le Contrat pour la Précarité et l'Exploitation (CPE) a cristallisé toutes les raisons de se révolter contre une société dont les structures néoféodales cherchent à conserver les privilèges des patrons d'industrie, de presse et de parti. Nulle distinction sociale ne saurait nier cette convergence de la critique, qui fait défiler les lycéens de Clichy-sous-Bois aux côtés de jeunes sorbonnards, derrière les intermittents, les postiers, les chômeurs et les métallos. Le pari de la stratégie néoconservatrice, qui espérait que la précarisation des situations de vie fonde une atomisation apolitique des individus, a fait long feu. L'éclipse de la classe ouvrière industrielle et de sa conscience de classe imaginaire a cédé la place à une puissante conscience de casse qui fait confluer les résistances. Les vingt dernières années de régression sociale et culturelle ont provoqué des ravages dans une partie des jeunes, lesquels peinent à exprimer la souffrance et les désirs qui les déchirent, mais il n'est manifestement pas trop tard. Les jeunes hommes des banlieues réduits au silence se sont insurgés de manière violente contre les discriminations et répressions postcoloniales dont ils font l'objet, tandis que les jeunes femmes y élèvent leur voix contre un ordre moral et machiste dont le ministre de l'Intérieur se porte garant. L'actuel directeur de l'École de Francfort, Axel Honneth, interprète ainsi la révolte des banlieues de novembre comme un encouragement à la rébellion de toute la jeunesse[2]. Ce retrait du CPE témoigne de la puissance du mouvement social, qui ouvre le champ des possibles.

De manifestations communes en assemblées générales, il devient clair que le CPE n'est que la pointe émergée de la restructuration du marché du travail et de la société. L'invocation pieuse du Code du travail ne constitue pas une réplique efficace à ce processus extrêmement violent, car de très nombreux secteurs et groupes sont déjà régis par des règles d'exception, en France et ailleurs. Au sein de l'Hexagone, l'énorme secteur des PME, qui dépend le plus souvent des commandes des grandes entreprises, constitue un désert syndical, où s'applique déjà le CNE, frère jumeau du CPE, alors que les 35 heures n'y existent pas. Le groupe massif des RMIstes et des demandeurs d'emploi fournit une main d'œuvre occasionnelle, qui navigue entre les petits boulots et le recours aux allocations. Les femmes salariées cumulent les contrats les plus précaires,

Variations 18/04/06 13:40 Page 7

en plus des emplois à temps partiel. Les jeunes diplômés sont triturés par un régime composé de stages mal rémunérés, de multiples contrats aidés dont les sigles varient, de contrats à durée déterminée, etc. Les universités elles-mêmes recourent à des légions d'enseignants et de chercheurs vacataires, payés au lance-pierre. Dans les grandes entreprises – présentées comme des îlots protégés par les mass médias – la flexibilité des horaires désorganise la vie quotidienne, tandis que le stress au travail, le harcèlement moral et la répression syndicale se répandent. Même la fonction publique emploie de plus en plus de salariés contractuels et précaires.

Le mouvement syndical – qui est particulièrement mal implanté chez les jeunes, les salariés précaires et les PME – pourrait saisir la chance du mouvement d'ensemble contre le CPE pour sortir de ses bastions de la fonction publique. À condition de se souvenir que le CDI était perçu comme un instrument de subordination par les grévistes des années soixante et soixante-dix, cherchant à s'émanciper d'une vie faite de travail. La jeunesse scolarisée ne revendique pas le CDI, mais la dignité et l'autonomie. En ce sens, l'échec du mouvement ouvrier historique ne doit pas peser, tel un cauchemar, sur le cerveau des jeunes générations. Le mouvement social ne cherche pas à se soumettre à la contrainte traditionnelle, mais à inventer de nouvelles règles du jeu.

Le présent numéro de *Variations* explore l'élan transgressif des mouvements contemporains, en avançant des idées qui sortent des discours sociaux-démocrates lénifiants et des schémas marxistes-léninistes peu imaginatifs.

Nous publions pour la première fois en français l'épilogue du livre de John Holloway *Changer le monde sans prendre le pouvoir,* qui a marqué le mouvement altermondialiste. Dans son texte, l'auteur aborde la question décisive « Que faire ? », en évitant de tomber dans les pièges de l'action instrumentale des partis traditionnels. Les principaux arguments de son livre sont introduits par Ret Marut.

Patrick Cingolani revient sur les thèses de Negri et Hardt au sujet de la multitude et de l'Empire, en saluant la place accordée à la subjectivité des salariés, mais en regrettant le penchant vers la clôture systémique et totalisante de leur théorie. Bien que notre revue ne défende pas l'unicité léniniste de la théorie et de la pratique, nos lecteurs ne peuvent ignorer que Toni Negri s'est fait l'avocat de la Constitution européenne, proposée par Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac, ce qui éclaire sous un jour nouveau la construction conceptuelle du penseur italien.

Alex Neumann, qui a coordonné ce numéro de *Variations*, prolonge ces réflexions historiques vers une critique radicale de la manière dont le gouver-

Variations 18/04/06 13:40 Page 8

nement de gauche plurielle a tenté d'organiser le plébiscite en faveur de sa politique, en partant de l'exemple des 35 heures. Il mobilise des concepts issus des premiers travaux de Jürgen Habermas, permettant de retrouver le sens premier de la Théorie critique.

Adrien Thomas examine les structures sociales et étatiques qui entravent l'inscription du syndicalisme dans un mouvement social permanent, en montrant les apories de la CGT de l'énergie.

Michal Koslovski rappelle et interprète la dynamique du syndicat Solidarnosç, issu d'un puissant mouvement social dont les non-dits politiques peuvent expliquer sa conversion en groupuscule conservateur. À l'opposé du mouvement hexagonal printanier, il dépeint un modèle européen néolibéral à l'exemple de la Pologne.

Deux recensions, au sujet de la *Haine de la démocratie* et de *Los Angeles ou l'imagination du désastre,* complètent cette discussion.

En hors champ, nous soumettons au débat des contributions originales concernant la dialectique négative d'Adorno (Laurent Plet), une performance situationniste scandinave (Mikkel Bolt-Rasmussen) et le théâtre de Sarah Kane (Laure Couillaud).

Le comité de rédaction de *Variations* lance un appel à contribution pour le numéro d'automne 2006 sur le thème : « Subjectivité libre et critique de la répression ».

[1] Henri Lefebvre, *L'Irruption de Nanterre au sommet*, Anthropos, Paris, 1968.

[2] Axel Honneth, « Le CPE bat en brèche les attentes de reconnaissance du travailleur », *Le Monde*, 2 avril 2006. Au sujet de la révolte des banlieues, voir aussi le numéro spécial de la revue *Lignes* de mars 2006, de même que la coédition Regards-La Dispute (2006).

Variations ?

Notre revue entre dans sa cinquième année d'activité. En lieu et place d'une commémoration, nous soumettons au débat l'orientation suggérée par son fondateur, Jean-Marie Vincent, en publiant à nouveau son éditorial de 2001. La liste des auteurs de Variations publiés depuis cette date signale le cheminement de la revue, qui poursuit son héritage hérétique.

Plusieurs rédacteurs de cette nouvelle revue ont appartenu à l'équipe de *Futur antérieur* depuis sa fondation en 1990. Pendant près de neuf ans, le travail effectué au sein de *Futur antérieur* a été fructueux malgré des points de vue souvent divergents et, il faut le dire, au fond, en raison de ces divergences. *Futur antérieur* était l'exemple même d'une revue non conformiste et pluraliste.

Pour autant, le travail effectué doit être poursuivi et élargi parce que le monde de l'an 2000 n'est pas plus acceptable que celui de 1990. On assiste, certes, aujourd'hui à une montée de critiques contre le capitalisme dominé par les marchés financiers. On voit même se multiplier les actions contre les conséquences redoutables de la mondialisation néolibérale. Mais les réponses données jusqu'à présent sont-elles à la hauteur du défi lancé par les fonctionnaires arrogants du Capital et les mouvements incontrôlés de la valorisation ? Si l'on ne se berce pas d'illusions, la réponse ne peut être que négative.

Les critiques restent par trop morales et pénètrent difficilement les mécanismes nouveaux du Capital. Une des tâches du présent est donc d'aiguiser la pensée critique, et de lui donner de la lucidité en l'empêchant de succomber aux mirages d'une libération imminente grâce aux technologies nouvelles. Penser la société d'aujourd'hui est une tâche ardue qui implique une prise de distance de tous les instants par rapport aux habitudes de la pensée médiatisée, toujours à l'affût de la conjoncture et de l'approbation de ceux qui font l'opinion.

Cela ne signifie pas se retirer dans une tour d'ivoire en jouissant de son splendide isolement. L'équipe très ouverte de *Variations* entend bien s'intéresser à tout ce qui met pratiquement en question l'ordre social à tous les niveaux, politique, économique, social, culturel. Elle se préoccupera en particulier de

Variations 18/04/06 13:40 Page 10

montrer les implications théoriques de ce qui ressort des pratiques nouvelles, mais aussi de cerner les percées théoriques qui peuvent permettre de renouveler les pratiques en profondeur.

Variations cherchera à faire un bilan sans complaisance du « socialisme réel » comme entreprise d'émancipation avortée, mais en même temps s'efforcera de montrer les impasses des théories du totalitarisme, incapables de saisir les ressemblances et les différences entre le nazisme et les régimes issus de la révolution d'Octobre et, par là même, incapables de comprendre des caractéristiques très importantes du monde contemporain.

Sur le plan théorique, il n'y a évidemment pas de sauveur suprême, pas de théorie qui ouvre toutes les portes, mais *Variations* entend bien réagir contre ceux qui jettent Marx aux orties et, avec lui, les questions qu'il a posées. La revue prendra au contraire Marx au sérieux, suffisamment au sérieux pour le lire autrement, pour dialoguer avec lui en le critiquant, tout cela pour le prolonger au-delà de ce qu'il a pu dire. Le travail collectif de la rédaction sera un travail de modification des champs théoriques, d'éclaircissement des contextes sociaux et politiques et de rupture avec les processus cognitifs routiniers. Nous essaierons de forger de nouveaux instruments de connaissance pour transformer les relations sociales. La revue traquera les illusions, les fausses perspectives pour s'atteler à la tâche de mettre au jour tout ce qui déborde ou excède le fonctionnement du capitalisme et sa valorisation.

Loin de l'économisme ambiant, elle s'efforcera d'aborder de façon systématique, au-delà de la nécessaire critique sociale, la culture (arts, philosophie, psychanalyse) et les mécanismes qui la bloquent, mais aussi, parallèlement, les mouvements de rébellion contre la marchandisation qui la traverse.

Jean-Marie Vincent, 2001

Les auteurs de Variations (2001-2006)

Miguel Abensour, Gilbert Achcar, Toni Andréani, Antoine Artous, Denis Berger, Alain Bertho, Jean-Claude Besson-Girard, Mikkel Bolt-Rasmussen, Alex Callinicos, Vincenco Cicchelli, Catherine Cicchelli-Pugeault, Patrick Cingolani, Alex Demiroviç, Martin Dieckmann, Keith Dixon, Estelle Ferrarese, Nancy Fraser, Bertrand Geay, André Gorz, Wilfried Graf, Tran Hai Hac, Claudine Haroche, Detlef Hensche, John Holloway, Michel Husson, Michal Koslowski, Eustache Kouvélakis, Frédéric Lebaron, Marc Leroy, Claudie Lesselier, Michael Löwy, Stéphane Le Lay, Henri Maler, Philippe Marlière, John Mason, Gerassimos Moschonas, Oskar Negt, Alex Neumann, Roberto Nigro, Jean Claude Paye, Gian Carlo Pizzi, Laurent Plet, Costanzo Preve, Raffaele Rauty, Lucia Sagradini, Maria Eleonora Sanna, Claude Serfati, Gérard da Silva, Jan Spurk, Nicole-Édith Thévenin, Adrien Thomas, Stavros Tombazos, Hans-Jürgen Urban, Emmanuel Valat, Jean-Marie Vincent.

Au sujet d'un livre absent, mais omniprésent

Ret Marut *

John Holloway, *Change the World without Taking Power. The Meaning of Revolution Today,* Pluto Press, Londres, nouvelle édition revue et augmentée, 2005.

Étrange sort de ce livre de théorie critique qui, après avoir marqué de son empreinte les débats du mouvement altermondialiste, vient de connaître une nouvelle édition dans l'espace anglophone, et dont les traductions en langues étrangères sont trop nombreuses pour être citées *in extenso*. Prenons pour exemple la prestigieuse édition allemande, qui fait converger l'exigence scientifique et l'engagement critique [1]. Quant aux lecteurs hispanophones, ils ont bénéficié de l'ancrage mexicain et zapatiste de l'auteur, d'origine écossaise, professeur à l'université de Puebla. Seule la gauche hexagonale se voit toujours privée de son apport original, percutant et stimulant. Après une querelle, aussi fulgurante qu'insatisfaisante, dans les pages de la revue *Contretemps* en 2003, et suite à quelques textes publiés par *Le Monde diplomatique, Variations* livre, pour la première fois en français, des bonnes feuilles du livre de Holloway, correspondant à la majeure partie de son épilogue.

Les raisons de se révolter, donc de s'approprier le livre, sont nombreuses : son actualité persistante, son rang de classique avant l'heure, comparable à *Empire* de Hardt et Negri, mais plus encore la mobilisation de la Théorie critique de l'École de Francfort qu'il propose. Holloway recourt, avec verve et cohérence, non seulement aux concepts de Karl Marx, mais aussi de Theodor W. Adorno et Walter Benjamin.

Là réside l'une des explications possibles du retard de publication dont souffre en France *Change the World without Taking Power*, sans doute confronté à ces mêmes maux hexagonaux qui ont déjà entravé la réception de l'École de Francfort : stigmates de la culture stalinienne, sectarismes gauchistes, résistance

* Ret Marut est chercheur en sciences humaines, membre de l'Institut d'études politiques de Caracas.

Variations 18/04/06 13:40 Page 12

des forces conservatrices, repli francophone sur les sentiers battus de la république postcoloniale. La révolte des banlieues ne vient-elle pas de prouver à grande échelle que les bâtards de Voltaire demandent de sortir du faux consensus qui distingue la Ve République ?

En effet, le chemin de Holloway mène à la désacralisation abrupte de l'État et des cultures politiques pieuses, qui voudraient encore faire croire que le changement passe par le contrôle du pouvoir étatique. Pareille critique de l'État, qui animait aussi le fondateur de *Variations* Jean-Marie Vincent, est traditionnellement conspuée par les réactionnaires de parti, issus du gaullisme, par les colons d'hier et d'aujourd'hui, ainsi que par les staliniens impénitents en manque de maîtrise bureaucratique. Il peut en revanche sembler plus étonnant que Daniel Bensaïd, intellectuel socialisé par le guévaro-trotskysme, se sente obligé de sortir les arguments massue, en qualifiant les écrits d'Holloway d'œuvre qui nous « désarme face à l'adversaire de classe ». Si les exercices électoralistes des partis de gauche et d'extrême gauche n'étaient pas aussi désarmants, nous serions tentés d'entrer dans le débat, mais face au bilan de l'ensemble des bureaucraties issues du mouvement ouvrier, nous nous avouons incapables de résister au pouvoir d'attraction critique de l'argumentation d'Holloway. Encore faut-il se donner la peine de le lire jusqu'au bout.

Pour les lecteurs de *Variations*, nous retraçons ses arguments clés à grands pas :

Au commencement de l'émancipation fut le cri, un cri d'indignation face au monde marchand, administratif, violent et barbare, qui nous mutile quotidiennement. *Ya basta!, Not in our Name* ou encore *Nous voulons autre chose!* sont autant de traductions possibles de ce cri qui sonne comme un refus fondateur. À ceux qui prétendent que crier ne change rien, Holloway répond que refuser le fait accompli signifie déjà amorcer une autre mise en relation possible des êtres humains, faisant jaillir un horizon utopique qu'on croyait mort et qui permet de penser le dépassement de l'ordre existant. Pour rendre possible un autre monde, il importe de refuser celui qui existe. Ici, Holloway rencontre le travail de la négativité dont parle Adorno.

Ce dépassement ne passera pas sous les fourches caudines de l'État, comme nous le savons aujourd'hui. Holloway rappelle les traditions du marxisme doctrinaire, lesquelles ont toutes abouti à une même impasse étatiste, de la première social-démocratie à la gauche gestionnaire actuelle, en passant par le léninisme et la lutte armée pour le contrôle de l'État, sans même parler des affres du stalinisme soviétique. L'orientation théorique centrale demeure bloquée par la focalisation sur l'État comme instrument politique, y compris chez les meilleurs comme Rosa Luxemburg, George Lukaçs et Antonio Gramsci.

Variations 18/04/06 13:40 Page 13

« D'abord nous prenons le pouvoir, ensuite nous mènerons le changement », semblait leur devise commune. La grande méprise du marxisme révolutionnaire était de ne pas saisir l'État comme un ensemble de relations sociales répondant aux formes fétichistes engendrées par la circulation marchande.

Si l'on part de cette compréhension du pouvoir, fondé sur la soumission du salariat et sur la séparation du travail et de l'action, alors le pouvoir ne se présente plus comme un simple objet, mais comme une relation sociale. Selon Holloway, « nos actes individuels ne sont validés socialement que dans la mesure où ils sont reconnus en tant que contributions au flux social », marchand et administratif, mais cette même relation peut être corrodée de l'intérieur, par les acteurs eux-mêmes. La séparation de l'économique et du politique, qui s'impose comme une conséquence de la séparation du travail salarié et de l'action autonome des acteurs, perd ainsi son fondement sacrosaint. D'où l'importance cruciale du refus et de notre capacité d'agir en dehors des cadres imposés.

En d'autres termes, il s'agit de mettre en question les représentations sociales et politiques engendrées par le fétichisme de la marchandise et de l'État. L'auteur souligne que le concept marxien de fétichisme constitue la clé de voûte de son argumentation. Dans la mesure où les salariés, n'étant eux-mêmes que la partie variable du capital, perdent toute maîtrise sur le flux des marchandises, ces dernières ne peuvent plus être vues comme des objets qui ont été fabriqués et transportés grâce à des actes particuliers. Elles passent alors pour l'incarnation de la valeur sociale, ce qui fait que les gens courent après l'argent, les biens de consommation, les objets de prestige, etc., au lieu d'établir des relations authentiques et immédiates entre eux. Ainsi, l'objet marchand se transforme-t-il en sujet, lequel semble animer la société. Les mass médias véhiculent à leur tour ces échanges chosifiés. Dans le cadre établi par le capitalisme, le fait que les échanges sociaux passent par les choses se pose comme une évidence, au lieu d'être critiqué. Voilà le fondement des représentations fétichistes, qui vont du travail à la politique et de la science traditionnelle aux idéologies.

Ces visions et représentations fétichistes correspondent à la manière dont le flux marchand agence les relations sociales, elles peuvent donc être comprises comme étant des illusions ou des abstractions réelles. La distinction introduite par Lukaçs entre, d'un côté, la psychologie descriptible des salariés et, de l'autre, la conscience de classe souhaitable du prolétariat, est par conséquent inopérante et désuète. Pour passer le pont entre les deux rives opposées, il faut inventer un *deus ex machina* : le Parti, avec ses dirigeants éclairés. Le processus d'émancipation s'est toujours perdu dans cette construction de type léniniste ou social-démocrate.

Variations 18/04/06 13:40 Page 14

Holloway tire des conclusions critiques et radicales de l'argumentation que nous venons de résumer. Si les relations sociales du capitalisme constituent des formes fétichistes, il ne peut y avoir de conscience révolutionnaire pure : « Notre subjectivité s'inscrit dans la société au sein de laquelle nous vivons, telles des mouches captées par une toile. » En revanche, ces subjectivités comportent des moments de résistance à la marchandisation, au monde administré et aux assignations identitaires que le processus de valorisation produit. Par conséquent, la « classe ouvrière » n'est pas une entité que l'on peut définir positivement, mais plutôt un espace au sein duquel le processus d'émancipation collectif cherche à se déployer. En ce sens, la question de savoir si les féministes, les Indiens zapatistes, les chercheurs universitaires ou les chômeurs appartiennent à « la » classe ouvrière perd tout sens, puisque sa formation dépend des acteurs qui participent à la lutte. La lutte de classes n'est pas une confrontation entre des groupes sociologiques particuliers, mais un processus d'auto-émancipation permanent. La lutte se tourne aussi contre les classifications positivistes qui prétendent définir les classes sociales : « La classe laborieuse ne peut pas s'émanciper *en tant que* classe laborieuse. C'est seulement lorsque nous ne nous considérons plus en tant que classe laborieuse que la question de l'émancipation peut être posée ».

Que faire ? Comment lutter contre l'assignation identitaire qui nous oppresse, sans pour autant nous soumettre aux instruments de domination étatiques qui réglementent ces classifications ? D'abord, en refusant d'adhérer au monde existant, même si nous ne pouvons le quitter en l'état sans renoncer à la vie. Holloway cite un proverbe éthiopien : « Lorsque le seigneur passe, le paysan lucide s'incline et pète en silence », sans doute en pensant à la prochaine jacquerie. Ensuite, en posant la question d'une autre mise en relation des acteurs et des résistants que celle que le monde existant impose, c'est-à-dire en abordant directement la question du mode d'organisation et d'action, au lieu de singer les maîtres. Cette question embarrasse manifestement les maîtres à penser. C'est à eux que Holloway répond dans le texte qui suit.

[1] *Die Welt verändern ohne die Macht zu ergreifen*, Westfälisches Dampfboot, Münster, 2001.

Un mouvement « contre-et-au-delà ». À propos du débat sur mon livre *Changer le monde sans prendre le pouvoir*[1]

John Holloway*

I

Que faire ici et maintenant ?

De toutes les réflexions et critiques qui ont eu lieu au cours de deux années de discussions[2], cette question est bien celle qui s'avère la plus lancinante.

Que le capitalisme soit une catastrophe pour l'humanité devient chaque jour plus évident. Bush, Blair, Irak, Israël-Palestine, Soudan, massacres et tortures. Nos cris sont devenus plus forts depuis deux ans. « Je suis enragé et vraiment frustré parce que je ne sais pas où diriger toute cette colère. » Cette lettre d'un ami exprime la frustration de millions de personnes.

La colère est silencieuse, mais elle est aussi parfois bruyante. C'est l'amertume, la frustration, mais c'est aussi l'Argentine, la Bolivie, le mouvement antiguerre et leurs millions de manifestants. Un mouvement des mouvements, des mouvements discordants.

La question est urgente. Les situations en Irak, en Palestine, au Soudan, en Colombie sont des réalités actuelles, et cela nous inquiète par rapport à l'avenir de l'humanité. Que pouvons-nous faire pour arrêter ce désastre et éviter son extension ? Comment pouvons-nous changer le monde ? Comment trouvons-nous l'espoir ? Poser la question des rapports entre le pouvoir et la révolution n'est pas seulement une réflexion abstraite (relative à un futur lointain), mais cela concerne bien la question : « Comment pensons-nous et agissons-nous aujourd'hui ? »

Les réponses traditionnelles sont en crise. Blair et Lula, chacun à sa manière, ont à nouveau prouvé que voter pour un parti de « gauche » n'amène que désillusion. Les partis révolutionnaires léninistes n'offrent pas non plus de perspectives de changement : non seulement du fait de leur histoire, une histoire de répression et d'oppression, mais aussi parce que la conceptualisation d'une

* John Holloway est enseignant-chercheur à l'université de Puebla/Mexico.

Variations 18/04/06 13:40 Page 16

prise de pouvoir qui serait révolutionnaire ne fait plus vraiment sens s'il n'y a pas de parti révolutionnaire dans le monde (avec peut-être une exception au Népal ?) disposant de la moindre possibilité de prendre le pouvoir.

Et alors quoi ? La violence peut avoir un pouvoir d'attraction, ou tout du moins être compréhensible. Il n'est pas difficile de comprendre les actions des kamikazes. Il ne fait aucun doute que des millions de personnes dans le monde se réjouiraient si Bush ou Blair étaient assassinés demain. Et pourtant, ce n'est pas la solution : de tels actes de violence ne font rien pour créer un monde meilleur.

Ni l'État ni la violence du terrorisme. Mais où allons-nous ?

Certains lecteurs auraient voulu trouver une réponse dans mon livre *Changer le monde sans prendre le pouvoir,* et ils ont été déçus. Il n'y a pas de réponse, il ne peut pas y avoir UNE réponse.

Certains ont avancé comme argument que critiquer la réponse traditionnelle à la question de la révolution (prendre le pouvoir et changer la société) sans proposer d'alternative ne provoquerait qu'une démobilisation des luttes sociales, ou aboutirait (de façon volontaire ou non) à une prolifération de groupuscules politiques qui ne nous conduiraient nulle part. Ils ont tort : le livre ne crée pas une crise du concept traditionnel de révolution, mais il plaide pour que cette crise soit reconnue comme une base permettant de recommencer à discuter de la révolution. La crise du concept était déjà là : c'est en refusant de la reconnaître que l'on produit de la démobilisation et que l'on rend impossible toute discussion honnête par rapport à l'idée de changer le monde. Le niveau des débats autour du livre reflète la crise des formes traditionnelles du combat anticapitaliste.

Comment alors ? La question cruciale est toujours là. Pour autant, l'absence de réponse signifie-t-elle que nous devons rester chez nous et nous lamenter ? Pour certains contradicteurs, c'est ce qu'impliquent les arguments développés dans le livre. Rejeter l'idée de la prise du pouvoir équivaut pour eux à rejeter la nécessité d'une organisation[3]. Rien n'est plus éloigné de la vérité : rejeter l'idée de prendre le pouvoir signifie aussi poser la question de l'organisation.

Des questions, des questions, mais où est la réponse ? Le désir de réponse explique en partie la réaction consistant à chercher un homme providentiel (qui nous dira où aller), mais c'est aussi le reflet de notre situation désespérée : que faire ici et maintenant ?

Ce qui suit est une tentative d'aller plus loin (mais pour autant n'apporte pas une réponse) et, en même temps, de répondre à certaines critiques.

Variations 18/04/06 13:40 Page 17

II

Quelle est l'alternative à la lutte visant le contrôle de l'État ?

Il y a une alternative à l'État. Indubitablement, l'État est simplement le mouvement qui consiste à supprimer cette alternative. L'alternative est la dynamique vers une autodétermination sociale.

L'autodétermination sociale n'existe pas et ne peut pas exister dans une société capitaliste : le capital sous toutes ses formes est la négation de l'autodétermination. De plus, l'autodétermination individuelle n'existe pas et ne peut exister dans aucune société : notre action est si imbriquée avec celle des autres que l'autodétermination individuelle n'est qu'une illusion.

Il reste la dynamique vers l'autodétermination sociale. Cela commence par le refus d'être déterminé par les autres : « Non, nous ne ferons pas ce que l'on nous dit de faire. » Le point de départ, c'est le refus, l'insoumission, l'insubordination, la désobéissance. Non. Mais la négativité implique de se projeter au-delà de la simple négation : refuser d'être déterminé par les autres conduit vers l'autodétermination. Dans le meilleur des cas, la phrase s'allonge : « Non, nous ne ferons pas ce que l'on nous dit de faire, nous ferons ce nous pensons être correct : nous ferons ce que nous pensons nécessaire, agréable ou approprié. » Le Non entraîne le Oui, en fait plusieurs Oui, mais ces Oui sont enracinés dans le Non à la société existante, et ils se fondent sur une grammaire de la négativité. Les Oui doivent être entendus comme un Non plus profond, une négation de la négation qui n'est pas positive, mais bien plus négative que la négation première[4].

Le Non qui porte en lui tous ces Oui est un mouvement qui va contre-et-au-delà. Le mouvement vers l'autodétermination est un mouvement contre cette société basée sur la négation de l'autodétermination, et c'est en même temps une projection au-delà de cette société – une projection permettant de rêver, de parler, d'agir.

Contre-et-au-delà doivent être maintenus ensemble. La théorie révolutionnaire traditionnelle affirme que le « contre » doit précéder l'« au-delà » : tout d'abord nous nous battons contre le capitalisme puis nous irons au-delà et nous jouirons de la terre promise. Cet argument était autrefois tenable dans la perspective d'une victoire certaine. Mais nous n'avons plus cette certitude, et la dynamique exclusive du contre (dans une logique de confrontation)[5] tend à reproduire la logique de ce à quoi nous sommes confrontés. De plus, nous ne pouvons pas attendre un futur qui risque de ne jamais advenir. Il est nécessaire de produire dès maintenant un mouvement au-delà, au sens où nous devons

Variations 18/04/06 13:40 Page 18

créer une logique différente, une nouvelle façon de parler, une organisation différente de nos manières d'agir. La dynamique vers l'autodétermination ne peut pas être entendue dans les termes traditionnels suivants : « Premièrement, nous détruisons le capitalisme, puis nous créons une société autodéterminée. » La dynamique vers l'autodétermination ne peut être que le mouvement positif de l'autodétermination contre une société qui la nie. Nous, le mouvement vers l'autodétermination, menons le jeu.

Le « contre » ne peut être séparé de « l'au-delà », tout comme « l'au-delà » ne peut être séparé du « contre » : l'affirmation de l'autodétermination signifie nécessairement aller contre le capitalisme. Le capital signifie le règne de la valeur, de l'argent et de relations sociales chosifiées que nous ne contrôlons pas. L'affirmation d'un « au-delà » nous porte nécessairement vers un conflit avec le capital (dans ses formes variées). La confrontation est inévitable même si nous en rejetons la logique. La réalisation de tous nos Oui ne peut être séparée d'un combat contre le Non, de la même façon que le Non, pour prendre force et signification, ne peut être séparé du combat permettant de réaliser nos Oui.

Ceci (le Non à une détermination extérieure et le Oui à la détermination de nos propres vies) n'est pas encore l'autodétermination, parce que dans un monde où l'action de tous est imbriquée, la seule autodétermination possible est celle qui implique chaque être humain. La seule autodétermination possible est celle qui est consciente de la détermination sociale du flux social de l'action. Ce qui existe dès lors n'est pas l'autodétermination, mais une dynamique vers l'autodétermination : pas de totalité, mais une *aspiration à la totalité*[6]. Si nous nous référons à l'autodétermination sociale à travers le simple terme de communisme, alors il est clair que le communisme (à présent et enfin) doit être compris seulement comme un mouvement, une dynamique, une aspiration, et que nous pouvons dire avec Marx[7] que « le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel. Les conditions de ce mouvement résultent des prémisses actuellement existantes[8] ».

La dynamique vers une autodétermination sociale est un mouvement contre-et-au-delà (au-delà-et-contre) les barrières auxquelles il est confronté. Il n'y a pas d'autonomie, pas d'autodétermination possible au sein du capitalisme. L'autonomie (au sens de l'autodétermination) ne peut être comprise qu'au sens d'un projet qui continuellement nous mène contre-et-au-delà de la limite du capitalisme. Le communisme est un mouvement à venir, une agitation vivante, un débordement, une rupture et une transcendance[9] par rapport

Variations 18/04/06 13:40 Page 19

aux barrières, un dépassement des identités, un irrépressible projet créateur d'humanité[10], un écoulement de rivière dans une nouvelle terre, se brisant parfois contre les rochers, s'écoulant autour avant de les immerger, se trompant parfois, prenant des tournants imprévus, mais ne cessant jamais son cours, allant toujours de l'avant dans un torrent discordant de métaphores mélangées. Ce flux ne peut être programmé, il n'a pas de but précis, il suit plutôt une étoile utopique, une étoile née de tant de projets et de rêves, de tous les projets au-delà de notre contre, de tous les Oui que contiennent notre Non à un monde inhumain. La rébellion ne peut rester contenue, mais elle nous conduit au-delà et en avant vers la révolution, vers une complète transformation de l'action humaine, laquelle est le véritable socle de l'autodétermination sociale.

Nous partons, dès lors, des craquèlements et fissures de la domination capitaliste. Nous partons des Non, des refus, des insubordinations, des projets contre-et-au-delà qui existent partout. Le monde regorge de tels craquèlements et de tels refus. Partout, les gens disent de façon individuelle ou collective : « Non, nous ne ferons pas ce que le capitalisme (le système) nous dit de faire, nous bâtirons nos vies comme nous pensons qu'elles doivent être. » Parfois, ces fissures du système sont si petites que même les rebelles n'ont pas conscience de leur propre rébellion, parfois ce sont des groupes entiers qui sont impliqués dans des projets de résistance, parfois ils sont aussi importants que la jungle. Cependant, plus nous focalisons sur eux, plus nous voyons un monde qui n'est pas seulement perverti par le système de domination capitaliste, mais qui est déchiré par ces fissures, ces refus, ces résistances et ces combats. Ces fissures sont toujours contradictoires, il est facile de les critiquer et d'en rire ; elles doivent être contradictoires parce qu'elles sont enracinées dans les antagonismes de la société capitaliste. Notre mouvement contre-et-au-delà est toujours dans un contre-et-au-delà chargé des limites et des stupidités de cette société. Ce qui compte, ce ne sont pas les limitations actuelles, mais la direction que prennent ces mouvements, la poussée contre-et-au-delà, la dynamique vers l'autodétermination sociale. Le problème pratique et théorique est comment penser, articuler et participer à ce mouvement contre-et-au-delà.

Certains argumentent parfois que dans la transition du capitalisme au communisme, contrairement à la transition du féodalisme au capitalisme, la nouvelle forme d'organisation ne peut pas se développer dans les interstices de l'ancienne, et que la transformation ne peut avoir lieu qu'en une seule fois. Il est désormais clair qu'il n'y a pas d'alternative : la transformation en une seule fois du capitalisme mondial en socialisme mondial ou en communisme n'est pas pensable, la seule façon possible de penser un changement radical de la société réside donc dans les interstices. Même si l'on partait de l'hypothèse

Variations 18/04/06 13:40 Page 20

d'une prise de pouvoir d'État, les États qui en découleraient ne seraient au mieux que des brèches potentielles dans le tissu de la domination capitaliste. Dès lors, la question n'est pas de savoir si l'on réfléchit à la révolution de manière interstitielle ou non, mais quelle est la meilleure façon de penser ces interstices et de les organiser. En d'autres termes, il n'y a pas d'alternative autre que celle de partir des fissures de la domination capitaliste, et de penser de quelle manière ces rébellions peuvent mener contre-et-au-delà des formes capitalistes des relations sociales.

La théorie révolutionnaire fait partie de ce courant de résistance contre-et-au-delà, elle correspond à ce sentiment du chemin à parcourir, des obstacles à détruire, elle est une tentative pour voir dans le noir : elle ne présente pas la ligne à suivre, mais elle est une part de ce mouvement contradictoire que porte le mouvement lui-même [11]. Une théorie qui mène vers l'autodétermination est, quelles que soient ces contradictions, en premier lieu critique – une critique de ce qui nie l'autodétermination, une critique de la fétichisation des relations sociales qui cachent l'idée même d'une possible autodétermination, une critique du fétichisme qui constamment tente d'étouffer toute dynamique vers l'autodétermination.

La dynamique vers l'autodétermination n'est pas instrumentale : nous ne partons pas d'un but pour en déduire le chemin qu'il faudrait suivre pour l'atteindre. C'est plutôt un mouvement vers le dehors, un chemin construit dans le mouvement de la marche – d'une marche dans le noir, guidée seulement par la lumière d'une étoile utopique faite de nos propres projets. Marcher dans le noir est dangereux, mais il n'y a pas d'autres possibilités.

Marcher dans le noir, guidé par la lumière d'une étoile utopique faite de nos propres projets, et conduits par la fureur de notre Non à l'actuelle inhumanité. Notre mouvement nous porte dans une direction. Nous trébuchons, prenons le mauvais chemin, et révisons notre trajet, mais nous essayons toujours d'aller dans la même direction, vers l'autodétermination sociale. Chaque marche est une préfiguration de notre objectif d'autodétermination sociale. Ce n'est pas un mouvement qui se scinde en deux phases. Ceci est important, parce que la théorie révolutionnaire traditionnelle est un mouvement scindé, dont l'élément pivot est la prise de contrôle de l'État : premièrement, nous devons faire ce qui est nécessaire pour prendre le contrôle de l'État puis, dans un deuxième temps, nous devons dépasser l'État pour transformer la société ; premièrement, nous prenons cette direction, pour qu'ensuite nous soyons capables de prendre l'autre direction. Mon argument ici est dirigé contre cette idée de moment « pivot », comme si un mouvement bien calculé pouvait nous permettre d'aller dans un sens, puis dans l'autre.

Variations 18/04/06 13:40 Page 21

Le critère permettant de juger une action dans la conception traditionnelle de la révolution est : cela nous aide-t-il à prendre le pouvoir d'État ? Mon approche met ici en avant un critère différent : l'action ou la forme d'organisation nous font-elles avancer sur le chemin de l'autodétermination sociale ? Préfigurent-elles une société s'autodéterminant ?

Le capital (et l'État comme forme du capital) est une négation de notre dynamique vers l'autodétermination sociale. Plus forte est notre dynamique, plus faible est le capital, et inversement. Il n'y a pas de demi-mesure [12]. Il n'y a pas d'élément pivot. Notre force (la force de notre dynamique vers l'autodétermination sociale) est immédiatement la faiblesse du capital (qui est lui-même la négation de cette dynamique). La question de la révolution, de savoir comment passer de la rébellion à la révolution, se résume ainsi : « Comment renforçons-nous notre dynamique vers l'autodétermination sociale ? »

III

Le mouvement contre-et-au-delà est un mouvement qui vient de l'expérience quotidienne. Il ne peut en être autrement.

La dynamique de l'autodétermination est ancrée dans la pratique quotidienne de sa négation. Si ce n'était pas le cas, le combat pour le communisme (ou pour un autre monde) n'aurait aucun sens. L'auto-émancipation serait impossible et la seule possibilité d'une révolution serait une révolution au nom de, une révolution menée par une élite et qui ne conduirait qu'à la restructuration de la domination de classe. C'est la difficulté centrale du pari communiste. C'est un difficile défi, théorique et politique, que nous ont lancé les zapatistes dans un simple énoncé : « Nous sommes des femmes et des hommes, des enfants et des personnes âgées, des gens tout à fait ordinaires, autrement dit des rebelles, des non conformistes, des empêcheurs de tourner en rond, des rêveurs [13]. »

Pour considérer sérieusement l'idée d'auto-émancipation (ou l'auto-émancipation des travailleurs) nous devons chercher non pas un sujet pur, mais son contraire : la présence confuse et contradictoire d'éléments de rébellion dans notre vie de tous les jours. Nous devons regarder les gens autour de nous – au travail, dans la rue, au supermarché – et voir qu'ils sont rebelles quelle que soit leur apparence extérieure. Dans le monde d'une possible auto-émancipation, les gens ne sont pas ce qu'ils semblent être. Plus encore, ils ne sont pas ce qu'ils sont. Ils ne sont pas contenus dans des identités, mais ils les débordent, les brisent, et vont contre-et-au-delà d'elles.

Variations 18/04/06 13:40 Page 22

La rébellion qui est en chacun de nous commence avec un Non, un refus de la détermination par d'autres de ce que nous faisons, un refus de l'imposition par d'autres des limites qui déterminent qui nous sommes. De ce Non naît un élan créatif, une dynamique nous permettant de déterminer nos propres vies, une dynamique tout aussi ordinaire que la rébellion elle-même. Nous sommes ensemble capables de revendiquer et de protester, et plus encore : dans la quotidienneté, dans le va-et-vient de nos amitiés, dans les relations amicales qui se développent au travail, à l'école ou dans notre voisinage, nous développons des formes de coopération qui permettent de résoudre les problèmes de tous les jours. Il y a dans les rapports quotidiens un mouvement communiste souterrain, une dynamique pour créer, construire et trouver des solutions de manière coopérative et à notre façon sans l'intervention d'autorités extérieures. Toutes nos relations sociales ne sont pas des relations marchandes : la forme marchande s'impose elle-même, mais la vie ordinaire induit aussi un processus constant visant à établir des relations non – marchandes, ou même antimarchandes. Il n'y a pas un en-dehors du capital, mais certainement un contre-et-au-delà [14].

Ce mouvement est un processus contradictoire. Nous établissons des relations non marchandes, des formes de coopération non capitalistes, mais toujours dans un mouvement contre les formes dominantes, et toujours relativement contaminés par ces mêmes formes. D'ores et déjà, à travers ces contradictions, nous reconnaissons des formes de relations qui vont contre la forme marchande ou monétaire, et qui créent une base permettant d'envisager une nouvelle forme de société : nous nous référons communément, dans la définition de ces formes, à l'amour, à l'amitié, à la camaraderie, au respect, à la coopération, formes qui révèlent une reconnaissance mutuelle de la dignité humaine partagée.

S'organiser pour la révolution ne se résume pas (ou pas seulement) à la question de savoir comment organiser un groupe particulier de personnes, mais comment organiser un pôle de contradiction. Pour traduire cette idée en termes de rapports de classes : la classe ouvrière n'est pas un groupe de personnes, mais le pôle d'une relation antagoniste. L'antagonisme de classe nous traverse tous, que ce soit collectivement ou individuellement. Penser à l'articulation de la révolte, c'est penser non seulement à ceux qui, mais aussi à ceci qui mène contre-et-au-delà du capital. Ce qui est de la plus grande importance est la forme d'organisation. Le mouvement dynamique vers une autodétermination sociale (le mouvement du communisme) implique la promotion de certaines formes de relations [15]. En d'autres termes, dire que le capital est une forme de relation signifie qu'il est une forme de l'organisation ou de l'articula-

Variations 18/04/06 13:40 Page 23

tion du rapport social, des interactions sociales entre les personnes. Le voir comme une forme contradictoire des relations sociales signifie qu'il contient (ou cherche à contenir) les formes antagonistes des relations sociales, les formes anticapitalistes visant à articuler les rapports sociaux. Ces formes anticapitalistes sont potentiellement les formes embryonnaires d'une nouvelle société[16]. La naissance de cette société est le mouvement dynamique vers l'autodétermination, le mouvement de la rébellion à la révolution.

Il n'y a pas de modèle organisationnel, mais il y a certains principes qui se développent à travers les luttes et qui forment les caractéristiques importantes des mouvements actuels contre le capitalisme, plus encore, ces caractéristiques se sont manifestées de différentes façons dans toute l'histoire du combat anticapitaliste. La forme organisationnelle qui me semble être un point de référence et un point commun à de nombreuses rébellions, c'est le conseil, l'assemblée ou la commune : de la Commune de Paris aux Soviets russes, des Conseils de villages zapatistes aux Conseils de quartiers en Argentine. L'idée d'organisation de conseils est aussi présente dans de nombreuses tentatives à travers le monde, visant à répondre à la crise des partis comme forme d'organisation. De telles tentatives sont nécessairement contradictoires et expérimentales, toujours en mouvement. Ce qui nous intéresse ici n'est pas l'analyse des mouvements en cours, mais ce qu'ils présentent comme fractionnement des tendances et comme antagonisme accentué et polarisé face au capital.

La meilleure façon de penser l'organisation de la dynamique vers l'autodétermination est peut-être en termes de mouvement. En premier lieu, un mouvement-contre : aller contre tout ce qui nous sépare de la construction de nos propres vies. Le capital est un mouvement de séparation : une séparation de ce que nous avons produit nous-mêmes, comme acteurs ; une séparation des acteurs, les uns des autres ; une séparation par rapport aux formes collectives et aux contrôles collectifs ; une séparation entre ce qui est public et ce qui est privé, entre le politique et l'économique, etc. Cette séparation est un mouvement de classification, de définition, de délimitation. C'est par ce mouvement de séparation-délimitation que nous sommes écartés de la possibilité de déterminer nos propres actions.

Le Non au capital est un refus de la séparation : séparation entre le public et le privé, entre le politique et l'économique, entre les citoyens d'un pays et ceux d'un autre, entre le sérieux et le frivole, etc. Le mouvement contre le capital est un mouvement contre la définition, contre la classification. C'est un devenir ensemble, un dépassement des séparations, la formation d'un Nous, mais d'un Nous ni défini ni identitaire. La dynamique vers l'autodétermination implique de constants changements, une recherche et une expérimentation permanentes.

Variations 18/04/06 13:40 Page 24

Dès que nous confondons la dynamique vers l'autodétermination et l'autodétermination elle-même, comme le font certaines interprétations de l'autonomie ou de l'idée d'autodétermination nationale, dès que nous confondons l'aspiration à la totalité et la totalité elle-même, dès que nous pensons le communisme non comme un mouvement mais comme un état, dès que nous pensons le Nous changeant et non identitaire comme une nouvelle Identité, dès que nous institutionnalisons et donnons une définition du mouvement contre, alors tout, tout est perdu. Le mouvement contre le capital est transformé en son opposé, c'est-à-dire en un accord, en une acceptation [17].

Un tel mouvement contre les tentatives de définition est très présent dans les vagues actuelles de lutte contre le capitalisme : dans le rejet du sexisme et du racisme, dans les attaques contre les frontières nationales, dans l'organisation de manifestations et d'événements qui dépassent les frontières nationales, dans l'organisation de groupes et de réunions sur une base non définie. Ce qui est important n'est pas la définition organisationnelle (comme dans un parti), mais l'indéfinition (d'une partie) : non pas la séparation de la communauté, mais l'intégration en son sein. Si l'on pense aux mouvements antiguerre, aux Centres sociaux italiens ou aux Conseils de quartiers en Argentine, il est clair que ne s'y pose pas la question de l'appartenance formelle à un groupe. Dans de nombreuses situations, les pratiques organisationnelles permettent de tisser des liens, consciemment ou inconsciemment, avec la vie de tous les jours, de sorte qu'il n'y a plus de distinction claire entre une activité politique et un acte d'amitié [18].

L'intégration d'une telle forme d'organisation rebelle au sein de la vie quotidienne [19] signifie que l'on attache une plus grande importance aux aspects de la vie et de la personnalité, qui sont systématiquement exclus des partis et des organisations tournées vers l'État. L'affection et la tendresse deviennent centrales dans les mouvements anticapitalistes, comme elles le sont d'ailleurs dans les autres relations sociales [20]. Pour une organisation instrumentale (organisation qui a pour but de prendre le pouvoir, par exemple), il est important d'essayer de délimiter les activités et les discussions à ce qui permettra d'atteindre l'objectif : tout le reste est considéré comme frivole et de moindre importance. Penser le mode d'organisation (non pas l'Organisation) comme l'articulation des sentiments anticapitalistes de la vie quotidienne signifie qu'il n'y a pas de limites ; pas de limites par rapport au champ des questions personnelles et des passions, mais pas non plus de limite concernant ce pour quoi l'on se bat : un Non grandissant, un Non s'accroissant, un Non rugissant contre toutes les oppressions – nous voulons tout !

Variations 18/04/06 13:40 Page 25

IV

La notion d'auto-émancipation implique alors que nous partions de l'ubiquité de la rébellion, de l'ubiquité d'un potentiel d'autodétermination, de l'ubiquité de la dynamique contre-et-au-delà des limites existantes. En ce sens, le concept d'auto-émancipation est nécessairement anti-identitaire[21], nécessairement dialectique. Le but de la théorie et de la pratique révolutionnaires est de distiller ou d'articuler cette rébellion, ce mouvement contre-et-au-delà, refusant le capital et se projetant au-delà de celui-ci. Il faut noter que c'est un point de départ tout à fait différent de celui qu'implique le concept léniniste de révolution. Chez Lénine, les ouvriers se présentent sous un jour différent. Ils sont limités et autodélimités. Ils luttent, mais ils ne luttent que jusqu'à un certain point. « L'histoire de tous les pays montre que la classe ouvrière, par ses seuls et propres efforts, n'est capable de développer qu'une conscience syndicale. » Ils sont délimités par le rôle qu'ils ont dans la société, ils sont prédéfinis. Ils ne peuvent aller au-delà de leurs limites que s'ils sont pris en main par des personnes extérieures, c'est-à-dire par des révolutionnaires professionnels. Il y a un écart inéluctable entre les capacités de la classe ouvrière et la révolution sociale. Cet écart ne peut être dépassé que par un parti, par l'avant-garde d'un groupe de militants disciplinés et dédiés à cette tâche, et agissant au nom des opprimés. Si nous partons d'un sujet limité, la seule révolution possible est une révolution au nom de, une révolution à travers l'État.

Cet argument s'oppose aussi à l'idée commune selon laquelle il faut, afin d'éviter l'isolement et pour gagner la majorité, être modérés dans nos propositions. Notre point de vue se situe tout à fait à l'opposé : la modération ennuie et aliène tout le monde ; il est au contraire important d'exprimer l'anticapitalisme radical qui fait partie intégrante de l'expérience quotidienne. Très certainement, chaque mouvement doit chercher à s'articuler autour d'un dénominateur commun à la protestation, mais ce dénominateur commun doit être vu non pas comme un ensemble de demandes auxquelles nous pouvons tous adhérer, mais comme un cri de rage et d'horreur, qui fait partie de l'expérience de chacun de nous.

Cela ne signifie pas que chacun ait à cœur d'être un anticapitaliste radical, mais simplement que l'anticapitalisme radical est une part de l'expérience quotidienne de l'oppression capitaliste. La question de l'organisation n'est pas d'apporter de l'extérieur une conscience à un sujet intrinsèquement limité, mais de faire comprendre que cette conscience est déjà là, quoique refoulée et sous des formes contradictoires. La tâche ressemble à celle du psychanalyste qui essaie de rendre conscient ce qui est inconscient et refoulé. Or, il n'y a pas de

Variations 18/04/06 13:40 Page 26

psychanalyste en dehors du sujet : la « psychanalyse » ne peut être qu'une auto-analyse collective. Cela implique non pas une politique de la parole, mais une politique de l'écoute, ou, mieux encore, une politique du parler-écouter. Le processus révolutionnaire doit être compris comme une éruption collective de volcans en sommeil. Le langage et la pensée révolutionnaires ne peuvent être une prose qui désigne les volcans comme étant des montagnes, mais ils doivent être saisis comme une poésie et une imagination capables de s'élever vers des passions inouïes. Ce n'est pas un processus irrationnel, mais un processus qui implique une rationalité différente, une rationalité négative qui ne débute pas à partir de la surface, mais à partir de la force explosive d'un Non refoulé.

Cette approche n'est en rien caractérisée par le postulat romantique que les gens soient « bons », mais simplement par l'hypothèse que, dans une société basée sur un antagonisme de classe, nous sommes tous pénétrés par cet antagonisme, nous sommes tous pris dans nos propres contradictions. Nous sommes certainement limités, comme Lénine l'a relevé, mais être limité n'est pas une condition permanente ; cela signifie plutôt que nous allons contre ces limites. Penser la révolution ne consiste pas à s'arrêter sur les limites des personnes, mais cela consiste à considérer le dépassement de ces limites, la dynamique au-delà de ces limites. L'idée que nous sommes tous rebelles, que la révolution est ordinaire, cette idée ne peut être soutenue qu'à condition de voir que nous sommes traversés de contradictions, que nous sommes des sujets divisés. Nous sommes à certains moments des rebelles qui se battent pour la survie de l'humanité, puis à d'autres moments nous allons au supermarché et nous participons activement au processus qui, nous le savons bien, mène à la destruction de l'humanité. La dynamique de l'autodétermination n'est pas une caractéristique exclusive d'un groupe particulier de personnes, mais quelque chose de présent, sous des formes contradictoires, dans chacun de nous. Si nous comprenons le concept de classe comme une polarisation antagoniste, alors nous pouvons voir la dynamique de l'autodétermination comme une forme de cette polarisation antagoniste, de sorte que l'organisation de classe doit être vue non pas comme une organisation de militants dédiés à la cause, mais comme une distillation de cette dynamique.

Pour reformuler un peu différemment ce qui précède : nous sommes tous composés d'éléments différents et souvent contradictoires. Se pose la question de savoir comment ces éléments sont articulés. Si l'on pense, par exemple, à une armée : ce n'est pas que tous les soldats soient foncièrement mauvais ; c'est par la mise en valeur consciente de certains aspects de leur personnalité, et par la mise à l'écart d'autres aspects, que l'armée fait de ses soldats des tueurs obéis-

Variations 18/04/06 13:40 Page 27

sants. De la même façon, le capitalisme est une forme d'organisation qui encourage une certaine articulation de nos contradictions, articulation hautement destructrice socialement et individuellement. Le problème de l'organisation révolutionnaire est d'encourager d'autres articulations de ces éléments pour permettre de distiller la créativité et la dynamique de l'autodétermination sociale.

Le problème n'est pas de chercher un sujet purement révolutionnaire, mais de partir de nos propres contradictions et de nos propres limites, et de se demander comment faire avec. Nous pouvons projeter la connaissance de nos limites sur un quelconque sauveur (Dieu, État, parti) supposé exempt de ces limites. Ou bien nous pouvons penser le dépassement de ces limites comme un processus collectif d'auto-émancipation tenant compte de toutes les difficultés que cela implique. On peut voir cette auto-émancipation collective comme un processus de distillation de ce qui aspire au changement radical.

N'y a-t-il pas un danger ici ? Que faire si le cri contre l'oppression prend une forme fasciste ou réactionnaire[22] ? Que faire si ce qui est inconscient et refoulé est à la fois sexiste et raciste ? Si l'anticapitalisme radical est un élément de l'expérience quotidienne de la domination, il est vrai aussi que la reproduction de cette domination dans ses pires formes est également un élément de cette expérience quotidienne. Comment nous prémunir contre cela ? Avec la montée de la droite dans plusieurs parties du monde et après la réélection de Bush, cette question présente un vrai problème.

Que faire si les gens ne veulent pas ce que nous pensons qu'ils devraient vouloir ? C'est aussi bien le problème de la démocratie bourgeoise que celui de la dictature du prolétariat. Quand les mouvements pour le suffrage universel ont gagné de l'ampleur au XIXe siècle, le problème pour la bourgeoisie fut : « Comment s'assurer que les masses veulent ce que nous pensons qu'elles doivent vouloir. » La réponse consista à s'assurer que les masses étaient incluses dans une forme d'articulation qui les excluait dans le même temps (la démocratie représentative), et à lier l'extension du droit de vote à l'extension d'une éducation obligatoire (remplacée plus tard, bien sûr, par le rôle des mass médias). Un problème similaire se présente à nouveau, bien que dans un contexte différent, avec la Révolution russe : la révolution devait donner le pouvoir à la classe ouvrière, mais que faire si la classe ouvrière ne voulait pas ce que le Parti considérait qu'elle devait vouloir ? La réponse donnée par les bolcheviques fut que le Parti devait décider de ce qui était dans l'intérêt de la classe ouvrière – et la dictature du prolétariat devint la dictature du Parti, tandis que ceux qui n'étaient pas d'accord étaient dénoncés comme des bourgeois réactionnaires. Pannekoek affirmait en son temps que Lénine était dans l'erreur en définissant le problème

Variations 18/04/06 13:40 Page 28

en termes d'adhésion à une ligne ; selon lui il aurait fallu voir ce problème plutôt comme une question d'articulation de la volonté du prolétariat : si la prise de décision sociale était organisée par le biais de conseils d'usines, alors les intérêts du prolétariat prévaudraient automatiquement sans l'aide d'aucune décision arbitraire, prise par un corps agissant au nom du prolétariat.

Je pense que Pannekoek a raison lorsqu'il souligne que la question doit être perçue en termes de formes d'articulation des prises de décision, plutôt qu'en termes d'imposition d'une ligne par un parti ou par des intellectuels. La question « Que faire si les gens veulent la mauvaise chose » ne peut être résolue par le recours à des décisions « au nom de » quelqu'un. Cependant, il est évident que d'intenses discussions sur ce qui est juste feront partie du processus d'autodétermination – et il est clair, si l'on se réfère à l'histoire de Staline et de l'Union soviétique, ou plus profondément encore à l'histoire de la démocratie bourgeoise, que les décisions au nom des gens ne présentent aucune garantie contre le déclenchement de la terreur. Il y a ici un véritable problème. Nous crions, mais nous-mêmes et notre cri contenons deux éléments : l'un s'oriente vers une société émancipée basée sur la dignité, et l'autre s'oriente dans la direction opposée, vers une oppression autoritaire, raciste et sexiste. Comment pouvons-nous créer une société émancipée, nous qui sommes si mutilés par le capitalisme ? Comment pouvons-nous filtrer les éléments destructeurs de nos propres impulsions (les nôtres et pas seulement celles des ailiers droits situés de l'autre côté) ? La seule réponse possible, si nous mettons de côté l'idée d'un corps qui décide en notre nom, apparaît à travers l'articulation de la discussion qui constitue l'autodétermination et qui constitue aussi un processus d'auto-éducation à travers les luttes. Une forme d'articulation anti-autoritaire tendra à filtrer toute expression autoritaire du cri. Ce n'est pas une garantie de rectitude, mais au moins cela aura peut-être pour conséquence que nous mourrons de notre propre poison, plutôt que de celui qui nous a été donné par d'autres [23].

(Traduit de l'anglais par Pascale Balbo Mossetto)

Références bibliographiques :

Adorno, Theodor, (1990), *Negative Dialectics,* Routledge, Londres. [*Dialectique négative*, Payot, 2001].

Aubenas et Benasayag (2002), *Résister, c'est créer*, La Découverte, Paris.

Benasayag et Sztulwark (2000), *Politica y situación*, De mano en mano, Buenos Aires.

Bonefeld, Werner (2004), *The Principle of Hope in Human Emancipation : on Holloway*, Herriamenta web page.

De Angelis, Massimo (2005), *How? An essai on John Holloway*, Historical Materialism, Londres.

Variations 18/04/06 13:40 Page 29

Holloway, John (2003a), *The Printing House of Hell/Die Drückerei der Hölle eine Anmerkung zu Joachim Hirsch*, Das Argument N. 250, Berlin.
Negri, Toni (2002), Du retour, *Abécédaire biopolitique*, Calman-Lévy, Paris.
Rajchenberg, Enrique (2003), *Holloway y la identitad*, Herramienta web page.
Romero, Aldo (2002), *El significacion de la Revolución hoy*, Herramienta, N.21, Buenos Aires.
Schiller, Margrit (2001), *Es war ein harter Kampf um meine Erinnerung*, Piper, Munich.
Seibert, Thomas (2004), *Welt-Veränderung-Macht*, Arranca! N.30, Berlin.
Stoezler, Marcel (2005), *On how to Make Adorno Scream*, Historical Materialism, Londres.
Wright, Chris (2002), *Change the World without Taking Power*, Herramienta web page.
Zibechi, Raul (2003), *Genealogia de la Revuelta*, Letra libre, La Plata.

[1] *Change the World without Taking the Power*, Londres, Pluto Press, 2002. Pour leurs commentaires sur une version précédente de cet Épilogue, je remercie vivement Chris Wright, Dorothea Horlin, Sergio Tischler, Raquel Gutierrez, Nika Sommeregger, Nestor Lupez, Luis Menendez et Werner Bonefeld.

[2] Le livre est une invitation à la discussion et, à en croire le nombre de commentaires et de critiques, cette invitation fut un succès. Je suis en désaccord avec un grand nombre de critiques et j'en reconnais d'autres comme valides. Dans tous les cas je suis honoré de l'attention avec laquelle les arguments du livre ont été discutés. Il est possible de trouver les commentaires écrits (plus d'une centaine) sur la page web de l'éditeur argentin, Herramienta : http://www.herramienta.com.ar. Pour moi, ce qui fut aussi important dans les réactions au livre, c'est le grand nombre de personnes qui ont pris part aux différentes présentations publiques du livre : plus de 1 200 personnes furent présentes à Buenos-Aires fin 2002, et plus de 500 personnes participèrent aux discussions à Berlin au printemps 2004. Je remercie tous ceux qui ont pris part, même de façon hostile, aux discussions auxquelles invitait le livre.

[3]Atilio Boron a argumenté cela explicitement lors d'un débat à l'UNAM à Mexico en mai 2004.

[4]Voir Adorno, *Dialectique négative.*

[5]Pour une critique de la logique de confrontation voir Benasayag et Sztulwark (2000) et Aubenas et Benasayag (2002).

[6]Cette distinction entre totalité et aspiration à la totalité est la contradiction explosive qui réside dans l'œuvre de Lukacs *Histoire et conscience de classe*, voir chapitre 5, 3e section.

[7] Cf. *L'Idéologie allemande.*

[8] Que le livre soit « marxiste » ou pas, n'a bien sûr, pas d'importance.

[9] Negri (2002, p. 184) explique qu'il refuse « absolument toute forme de transcendance ». Cependant, il veut certainement dire tout autre chose par ce terme de transcendance, mais il est vrai que dans son approche et celle d'autres post-structuralistes, il n'y a pas de possibilité de comprendre le combat en termes de mouvement contre-et-au-delà. Les connections qui sont souvent faites entre ce livre et *Empire* de Hardt et Negri sont infondées d'un point de vue théorique et politique, si ce n'est que tous deux ont des arguments visant à repenser la théorie révolutionnaire. Voir Seibert (2004) sur les questions liées aux post-structuralisme; Voir Bonefeld (2004) sur ce qui concerne les différences qu'il y a entre la théorie défendue dans ce livre et celle de Negri.

[10]La dynamique vers l'autodétermination n'est rien d'autre que la reformulation d'une

Variations 18/04/06 13:40 Page 30

distinction essentielle établie par Marx entre l'architecte et l'abeille (*Capital*, chap. 7, cela est discuté dans le chap. 3 du livre). La distinction entre l'Homme et les autres animaux n'est pas leur actuelle autodétermination d'action mais leur potentiel d'autodétermination (nié). En ce sens, l'autodétermination (qui ne peut-être que sociale) reste un projet de création de l'humanité.

[11]Marcel Stoetzler l'exprime merveilleusement lorsque, après avoir montré de nombreuses contradictions dans les arguments du livre, il dit : « Peut-être qu'une part du charme de ce livre est qu'il présente de véritables contradictions en étant lui même contradictoire. » (Stoetzler 2005).

[12]Cet argument est développé dans ma réponse à Joachim Hirsh, « The Printing House of Hell » : Holloway (2003a)

[13] « Somos mujeres y hombres, niños y ancianos bastante comunes, es decir, rebeldes, inconformes, incomodos, soñadores ». L*a Jordana*, 4 août 1999.

[14]Hardt et Negri ont raison quand ils avancent l'argument qu'il n'y a pas d'en-dehors auquel nous pouvons faire appel : nous sommes tous dans le capitalisme. Ce qu'ils ne font pas apparaître, c'est qu'être dedans signifie (inévitablement, du fait de la nature contradictoire du capitalisme) que nous allons constamment contre-et-au-delà du capitalisme.

[15]De nombreuses critiques du livre ont souligné le manque de développement autour de la question de l'organisation (Wright, 2002, Deangelis, 2002). Ce qui aurait peut-être mérité d'être plus explicite dans le livre est que parler de relations sociales, c'est inévitablement parler de la manière dont nos intéractions sociales sont organisées. Dire par exemple que l'État est une forme capitaliste des relations sociales, c'est parler de l'État comme d'une forme spécifiquement capitaliste d'organisation.

[16]Ce point est souligné par Raúl Zibechi (2003).

[17]Ceci est la réponse à ceux qui accusent le livre d'avoir une approche néo-libérale. Il est possible de dire que les mouvements actuels de lutte et les politiques néo-libérales sont deux réactions à la crise d'après-guerre du modèle (fordiste) de domination et de résistance. Cependant, si le néo-libéralisme cherche à contenir cette crise, la lutte anticapitaliste cherche au contraire à l'exacerber. Les marxistes orthodoxes prétendent que cette crise n'a jamais existé.

[18]Sur ce point voir, par exemple Zibechi, (2003).

[19]L'une des caractéristiques des organisations clandestines est que la clandestinité rend l'intégration dans la communauté difficile : voir par exemple le bilan de la Fraction armée rouge allemande par Margrit Schiller (2001). Il est clair, au vu de l'expérience Zapatiste, que ce n'est pas toujours le cas.

[20] À une « Asamblea barrial » à Buenos Aires, la demande d'une vieille dame, qui voulait de l'aide pour retrouver son chien perdu, a divisé l'assemblée en deux avec, d'un côté, les révolutionnaires traditionnels (qui pensaient que cette activité était absurde) et, de l'autre, le reste de l'assemblée qui a organisé les recherches – et a retrouvé le chien.

[21]Pour une défense de l'importance de l'identité contre l'argumentation du livre, voir Rajchenberg (2003), Romero (2002).

[22]Ce point a été relevé par Marcel Stoetzler (2005), Gegenantimacht, Carlos Figueroa et Felix Klopotek.

[23]Ceci est une référence à la chanson de Chico Buarque *Pai*.

Destins de la multitude, ou événements de la politique
À propos des deux derniers livres de Hardt et Negri

Patrick Cingolani *

On ne saurait réfléchir sur les enjeux concernant le travail et ses transformations cognitivistes, la figure ouvrière ou prolétarienne, le style des nouvelles générations de salariés, les subjectivités alternatives au néolibéralisme sans, d'une manière ou d'une autre, dialoguer avec l'œuvre d'Antonio Negri [1]. On s'étonnerait même de ce que la référence à celle-ci soit si raréfiée dans la sociologie française, alors qu'elle est déjà plus présente dans la philosophie. Il faut sans doute expliquer une absence aussi manifeste par le poids du stalinisme sur la réflexion intellectuelle française, mais aussi, et c'est différent, par la prégnance parmi celle-ci de la sociologie de Pierre Bourdieu. L'un et l'autre ont ainsi largement donné aux enquêtes un ton nostalgique quant à la solide identité ouvrière d'hier et conduit au constat dirimant de la perte de cette « classe faite corps » et aux « goûts de nécessité » dont parlait, il y a un peu plus de trente, ans *La Distinction* [2]. Ce type d'orientation sociologique laisse peu d'intérêt aux nouvelles conditions et aux nouveaux styles de l'ouvrier, là où Negri, envisage la disparition de la position hégémonique de la classe ouvrière industrielle et propose la substitution au signifiant ouvrier du concept de « prolétariat » (E-315) [3]. En même temps, la pensée de Negri semble produire parfois les mêmes cristallisations dogmatiques à travers la prise en charge d'un nouveau grand discours sur la mondialisation et les formes d'expression contestataire du monde capitaliste ainsi que dans le raidissement de sa pensée sur quelques énoncés plus ou moins anciens dans l'œuvre tels que « société-usine », « travail immatériel », ou sur quelques slogans : « salaire social et revenu garanti pour tous », etc. Je me propose de discuter certains aspects de son travail, notamment la manière dont la catégorie de *multitude* est construite tant dans le livre éponyme que Negri a écrit avec Michael Hardt que dans l'autre grand livre écrit avec Michael Hardt : *Empire*. Ce que je tenterai de montrer, c'est qu'au-delà d'une extrême sensibilité au style des luttes contemporaines et aux transformations du travail, la théorie des multitudes reste prise dans une

* Patrick Cingolani enseigne la sociologie à l'université Nanterre-Paris 10. Il est l'auteur de *La République, les sociologues et la question politique*, La Dispute, Paris, 2003.

Variations 18/04/06 13:40 Page 32

logique destinale héritée d'un certain marxisme et qu'elle reste aussi prise dans une téléologie, sinon même dans une théologie de l'histoire qu'au bout du compte, rien n'assure. À terme, c'est à la catégorie de *peuple* que je reviendrai non pas tant dans sa capacité à dire le multiple qu'à formuler la division dans laquelle continuent de s'actualiser la politique et la pluralité[4].

Le prolétaire et le nouveau

L'attention à la créativité ouvrière au sens large et à la subjectivité critique est certainement l'une des contributions les plus fondamentales de l'operaïsme et de la pensée de Negri. Là où un marxisme pétrifié ressassait, et ressasse encore, un identitarisme de classe adossé au travail et au communautarisme industriel, l'attention au changement dans la composition subjective de la classe ouvrière, au changement de style des nouvelles générations ouvrait la réflexion de Negri aux formes de subversion du modèle disciplinaire industriel et aux figures alternatives de l'expérience métropolitaine. Rétrospectivement, *Empire* nous rappelle cette attention désignant *sous le signifiant ouvrier* l'attaque « dirigée contre le régime disciplinaire du travail… » (E-321). Le livre revient sur un thème central de la pensée de Negri en faisant du *refus du travail* et, plus spécifiquement, du refus du *travail en usine* une expression essentielle de la lutte ouvrière. « Dans les années 1960-1970, explique-t-il, l'expansion de la protection sociale et l'universalisation de la discipline ont créé une nouvelle marge de liberté pour la multitude laborieuse » (E-333) : cette liberté a donné son expansion non seulement aux mobilités ouvrières de cette époque[5], mais encore aux modes de vie inspirés de la culture libertaire cherchant à transformer les relations entre les individus et entre les genres, et, plus généralement, toutes les formes contemporaines de la coexistence. Sous ce refus du travail, qui apparaît d'abord comme une insurrection contre la discipline et l'organisation productive, Negri réunit à la fois les formes de contestation ouvrière traditionnelles et la contestation contre-culturelle héritée principalement des États-Unis. On se permet de donner ici une longue citation, tant elle exprime ce fondu-enchaîné de la révolte contre-culturelle et alternative et de la lutte ouvrière. Le refus d'un horizon d'assujettissement productif, expliquent Negri et Hardt, « apparut sous une grande variété de formes et proliféra en milliers de pratiques quotidiennes. C'était l'étudiant essayant le LSD au lieu de chercher du travail ; c'était aussi la jeune femme refusant de se marier et de fonder une famille ; c'était encore l'ouvrier afro-américain "flemmard" refusant le travail de toutes les façons possible. Les mouvements étudiants imposèrent l'attribution d'une haute valeur sociale à la connaissance et au travail intellectuel. Les mouvements féministes […] exaltaient la valeur

Variations 18/04/06 13:40 Page 33

sociale de ce que l'on considérait traditionnellement comme un travail de femme et qui comporte un contenu élevé de travail de soins affectifs… La panoplie entière des mouvements et la totalité de la contre-culture émergente exaltaient la valeur sociale de la coopération et de la communication » (E-335).

Cette attention à la créativité contestataire, qui fait de Negri un penseur par excellence *non-réactif,* déplace avec efficacité l'enjeu de la réflexion du terrain de la *reproduction,* dont on a pu mesurer les effets désastreux sur quelques générations de sociologues et d'intellectuels, au terrain de la *novation*; mais, par ailleurs, elle renverse ce qui est premier dans la dynamique de la domination et de la lutte. L'expérience ouvrière et plus généralement l'expérience sociale populaire, pour ce qui nous intéresse ici, ce n'est pas l'expérience sans reste et sans bavure socio-historique d'une adéquation à soi. Les classes populaires ne s'identifient pas, comme chez Pierre Bourdieu, à « ce que la distribution leur attribue », et ne se vouent pas « à ce qui leur revient[6] ». Au contraire, nourries de leurs luttes tout autant que des mutations culturelles liées à ces luttes, elles sont au cœur du changement dont relèvent les multiples pratiques d'*exit* qui ont caractérisé la seconde moitié du XXe siècle et, là où elles apparaissaient assujetties à la loi d'airain du capital et réduites à une activité symbolique raréfiée, c'est désormais au capital de rattraper la créativité populaire : « De dominer une nouvelle composition qui avait été déjà produite de façon autonome. » En une phrase synthétique, Negri renverse résolument toute logique de la reproduction : « *Le prolétariat invente présentement les formes sociales et productrices que le capital sera forcé d'adopter dans l'avenir* » (E-328). Réciproquement, la riposte postfordiste aux luttes des ouvriers assignés au travail taylorisé en est directement l'illustration, mais la réponse néomanagériale à la critique artiste de la révolte contre-culturelle, telle que l'envisagent Boltanski et Chiapello dans *Le Nouvel Esprit du capitalisme,* en est par exemple la manifestation actuelle[7].

Tout en reconnaissant l'effet salutaire de ce renversement, tout en adhérant en partie à celui-ci, on peut se demander s'il n'y a pas là un forçage d'une réalité plus mélangée et plus indécise à partir du concept. Car si multiplicité d'expérience il y a, n'est-elle pas plus contradictoire et n'est-ce pas trop prêter à la novation culturelle ouvrière là où l'existence populaire persiste aussi, en raison de ses déficits et d'inégalités, dans des manifestations réactives, résistantes voire résiduelles du social ? À quel titre Negri peut-il aussi hâtivement conclure à une extension de la catégorie de prolétariat en déclarant que « ce qui a disparu, c'est la position hégémonique de la classe ouvrière industrielle » et en ajoutant pour complément : « Nous comprenons toutefois que le concept de "prolétariat" ne se réfère pas simplement à la classe ouvrière industrielle, mais à toutes celles qui

Variations 18/04/06 13:40 Page 34

sont subordonnées au capital… » (E-31). Certes, on ne peut que contester la séparation du mouvement contre-culturel et de l'expérience populaire que n'ont cessé de soutenir la plupart des lectures ouvriéristes de la sociologie française stigmatisant le caractère « *petit-bourgeois* » de projets communautaires, ou le nomadisme des routards. De nombreux textes de sociologie ont rabattu la « marginalité » en une reconversion culturelle de la « petite bourgeoise » réinvestissant en d'autres lieux son capital culturel, tandis que l'ouvriérisme stalinien ou gauchiste, les yeux rivés sur l'usine ignorait les tactiques *d'exit* et de fuite de la jeunesse ouvrière ou des enfants de la classe ouvrière [8]. La contre-culture, renouant avec la pratique cynique de subversion de la politique institutionnelle, a inventé des modes de socialisation et de coexistence horizontaux et des pratiques de subversion de la société disciplinaire, que ne pouvaient que très difficilement entendre ceux restés empêtrés dans les logiques hiérarchiques et délégataires, et dans les disciplines organisationnelles [9]. Pour autant, est-ce seulement dans ces catégories qu'il faut penser l'expérience ouvrière et ne s'expose-t-on pas d'emblée à ce qui constitue une première critique de la pensée de Negri à une lecture *par le haut* du mouvement, par sa pointe avancée, ses figures d'avant-garde socio-économiques ? À divers niveaux, une lecture à partir du point le plus avancé, qui est simultanément une préemption du concept sur le devenir, hante le discours negriste, à commencer, comme nous le verrons, sur le terrain de la production. Le problème dans cette eschatologie n'est bien entendu pas celui des élus, mais de ceux qui restent dans des figures hybrides ou inachevées et dont non seulement rien ne prouve qu'ils ne soient qu'une figure encore inaccomplie du *télos* dont, par ailleurs, rien ne légitime qu'ils soient ainsi forcés à entrer dans le concept.

J'aurai l'occasion de revenir sur la place faite à *la figure du pauvre* dans *Multitude* mais je voudrais insister pour lors sur la part politique dont relèvent les formes du lien ouvrier et de la coexistence prolétarienne, là où Negri l'assure déjà dans une réalité sociale. Le fondu-enchaîné, la relève negriste d'un certain discours marxiste du *global*, du *total* ou de *l'hégémonique* permettent de ramener à une unité et à une homogénéité de fait ce qui a pourtant eu un caractère plus contrarié, plus divisé et en dernier ressort plus contradictoire. C'est sous la loi d'un mouvement historique que contrariétés et contradictions se trouvent subsumées par la magie du concept. Negri, semble tomber dans le même travers que d'autres, tel Touraine et ses « nouveaux mouvements sociaux ». En cherchant à entrer dans le social et dans la réalité objective de la société, qu'elle soit postindustrielle ou informationnelle, *l'idée* alternative dont était porteuse jusque-là « la classe ouvrière » sous les traits du prolétariat, il postule une orientation de l'histoire, laquelle est plus l'effet du concept que l'effet

Variations 18/04/06 13:40 Page 35

d'une activité politique constitutive d'un mouvement. Tout comme Touraine, à la fin des années soixante-dix, cherchait l'acteur de la mutation sociétale au-delà du mouvement ouvrier[10] et sondait les figures objectives au sein de la société postindustrielle qui pourraient en prendre le relais, ne peut-on dire que Negri, dans une plus grande fidélité à Marx, cherche sous la catégorie de prolétariat à faire relever du signifiant ouvrier un ensemble de configurations politiques et culturelles qui ne lui appartiennent que très partiellement ? Je ne cherche pas, loin de là, à nier les porosités et les passages entre les expériences des divers groupes et acteurs sociaux, encore moins toutes les figures culturelles à travers lesquelles s'est constitué l'écart à l'identité ouvrière, ainsi qu'à l'identité productive industrielle. Ce que je cherche à interroger, c'est la catégorie dont les uns et les autres relèvent : du travail et, disons-le nettement, en dernière instance de l'économique, ou de la culture et de la politique dans leur autonomie et pour autant qu'elles ne sauraient être réduites, soyons tout aussi clair, *à une histoire du travail.* Il ne m'apparaît pas, en effet, qu'une périodisation du travail et de la production, telle que la formule plus ou moins explicitement Negri, puisse rendre compte de l'histoire de la démocratie et de l'émancipation.

L'empire du concept

La critique quant aux faits est en demi-teinte, elle est plus radicale quant à la théorie. Negri pointe bien un changement de style tout comme un changement dans les conditions du travail et de l'emploi. Les jeunes de milieu populaire des années quatre-vingts, les jeunes précaires, s'inscrivent bien dans la mutation antidisciplinaire pointée par Negri, tandis que la réalité du travail prend un caractère de plus en plus postindustriel. Oui, comme le dit Negri, la jeunesse « invente bien de nouvelles formes de mobilité et de flexibilité » (E-335). Cependant, ce changement de style est-il un effet socioculturel inséré dans la constellation de sens d'une conjoncture ou un effet économique au sein d'un mouvement historico-mondial ? Est-il l'épanouissement ou la réactivation de schèmes culturels plus ou moins occidentaux et ouverts sur une *cosmopolis* ou l'accomplissement d'un processus matériel associé aux transformations du travail ? Tel est le cœur du débat ici avec Negri, en ce qu'inclinant pour la seconde réponse, le philosophe préempte à partir du concept sur le sens que la politique et l'action pourraient donner à cette conjoncture. On sait que de nombreuses lectures ont été données de la révolte des années soixante et de ses expressions contre-culturelles entre autres. Hier Parsons y voyait une « révolution », dans la proximité avec les premiers chrétiens, qui inclinait l'orientation rationnelle-cognitive des sociétés dans le sens d'une dimension « affective-expressive[11] », et

Variations 18/04/06 13:40 Page 36

T. Roszak, y voyait plutôt « l'opposition de la jeunesse à la société technocratique » et la contestation des aliénations et des simulacres de la domination, d'autres y ont vu la trace d'un style cynique[12]. Eu égard à la dimension écliptique de ces mouvements, qui pourrait à soi seule faire l'enjeu d'une réflexion spécifique, Negri leur donne un sens unique inféré du mouvement objectif de la production. C'est ce que confirme *Multitude*. D'emblée Negri et Hardt y inscrivent *dans la production* les conditions même d'un hypothétique renversement du capitalisme ou d'un tout aussi hypothétique avènement du communisme : « Aujourd'hui la production du commun tend à se situer au cœur de toute forme de production sociale et constitue la caractéristique première des formes de travail dominantes. […] Nous appelons "production biopolitique" ce modèle désormais dominant pour souligner le fait qu'il implique non seulement la production de biens matériels dans un sens strictement économique, mais aussi affecte et contribue à produire toutes les facettes de la vie sociale… » (M-10). Ils le répètent à l'envi dans ce nouveau fondu-enchaîné qui, par définition, s'évite d'interroger les médiations : « La production biopolitique est à la fois économique et politique » (M-396). Le moindre des paradoxes n'est pas que cette pensée du refus du travail hante les conditions mêmes de ce refus sur *le travail*, sur le type de coopération que suscite le travail immatériel, comme si le travail, et par là même ce qu'il faut bien appeler le substrat économique de la société, était porteur de lui-même et de son autre, de sa propre différence, sans que celle-ci – contre toute figure d'auto-émancipation intellectuelle et contre toute une tradition libertaire – ait à être reconnue et cherchée[13]. C'est, en effet, à partir de la théorisation du travail immatériel, comme type d'activité relevant d'emblée d'une créativité, d'une autonomie et d'une coopération, que le capital doit finalement capter, que les deux auteurs envisagent la possibilité d'une sortie du capital dans une sorte de logique en éclipse entre, sur un bord, la coopération et, sur l'autre, l'aliénation. On trouvera des illustrations de ces enjeux et de leurs conséquences directes quant à la revendication d'une allocation universelle, dans une recherche écrite avec A. Corsani et M. Lazzarato, *Le Bassin de travail immatériel dans la métropole parisienne*[14]. La créativité du styliste ou du publicitaire ne relevant ni d'une coopération imposée ni d'une domination disciplinaire, mais de l'investissement subjectif et affectif autonome, débouche sur des potentialités relationnelles spécifiques en même temps qu'elle affirme un rapport spécifique quant au paiement de ce travail : « C'est sa vie que le travailleur de l'immatériel exprime par son travail […], il veut donc que sa vie soit payée ». Dans *Multitude,* la dimension politique du travail immatériel est plus nettement affirmée : « Ces formes de travail, est-il expliqué, offrent des possibilités inédites d'autogestion économique, dans la mesure où les mécanismes de coopération

Variations 18/04/06 13:40 Page 37

nécessaires à la production sont contenus dans le travail lui-même. Nous voyons désormais que ce potentiel s'applique aussi à l'autogestion politique et sociale […] il est clair que la production économique implique immédiatement une forme de production politique, la production de la société elle-même » (M-382).

Biopolitique et biopouvoir

À la racine de cette perspective il y a principalement un aménagement spécifique, et à notre sens inadéquat, des catégories foucaldiennes de *biopouvoir* et de *biopolitique*.

Dans *La Volonté de savoir*, Michel Foucault, envisageant l'émergence du nouveau pouvoir *de faire vivre,* associé aux alentours de XVIIIe siècle aux technologies alors nouvelles de gestion et de protection de la vie des populations, parle du *biopouvoir* en le comprenant entre autre comme « un élément indispensable au développement du capitalisme » et comme un moyen « d'ajustement des phénomènes de population aux processus économiques[15] ». Mais surtout, il insiste sur l'originalité technico-politique du phénomène : « Pour la première fois le biologique se réfléchit dans le politique ; le fait de vivre n'est plus ce soubassement inaccessible qui n'émerge que de temps en temps, dans le hasard de la mort et de sa fatalité, il passe pour une part dans le champ de contrôle du savoir et d'intervention du pouvoir […] il faudrait parler de "biopolitique" pour désigner ce qui fait entrer la vie et ses mécanismes dans le domaine des calculs explicites et fait du pouvoir-savoir un agent de transformation de la vie humaine[16]. »

Negri, lui, récupère la catégorie de biopouvoir pour l'inscrire dans une ligne cohérente avec son ambition totalisatrice dans un mouvement d'hégémonie totale du capital. « Le capital, est-il dit dans *Multitude,* ne règne plus seulement sur des espaces sociaux limités. À mesure que sa domination impersonnelle s'étend au-delà des murs de l'usine et recouvre toute la planète, elle tend à devenir un non-lieu ou, en réalité, à s'étendre à tout lieu. Il n'y a plus d'en-dehors du capital, pas plus qu'il n'y a une extériorité à la logique du biopouvoir » (M-128). Si capitalisme et biopouvoir se confondent, c'est au sens d'une captation et d'un parasitage de la vie et de la créativité productive et l'enjeu biopolitique relève bien une nouvelle fois du travail[17]. En même temps, en vertu de l'amphibologie que l'on a pu voir, le travail, comme « coopération » et « commun », contient les éléments d'un renversement de sa captation capitaliste. « Le travail tend à s'insérer dans des réseaux de communication et de coopération en même temps qu'il contribue à en créer » (M-9). Plus loin, abordant plus directement la conceptualisation de la *multitude*, Hardt et Negri en

Variations 18/04/06 13:40 Page 38

pointent cette dimension vivante, exubérante que cherche précisément à contrôler le biopouvoir : « La chair de la multitude produit en commun d'une façon qui est monstrueuse et qui excède toujours la mesure des corps sociaux traditionnels, mais aussi cette chair productive n'engendre pas le chaos et le désordre social. Ce qu'elle produit est *commun,* et ce commun sert à son tour de socle à toute production future dans un mouvement expansif, en spirale » M-233.

Il faut bien dire que l'on est ici très loin du continent intellectuel ouvert par Michel Foucault. Celui-ci, dans son œuvre théorique et historique, s'occupait non de la politique, mais du pouvoir et de la manière dont il peut s'exercer sur la vie et sur ses « libérations ». L'œuvre de Foucault est étrangère au vitalisme politique de Negri[18]. Mais il y a plus fondamental. On ne sait toujours pas comment s'assure ce fondu-enchaîné qui identifierait travail et coopération et, plus généralement, travail et politique.

Certes, Hardt et Negri recensent pour nous les nouvelles luttes qui, depuis Seattle, ont traversé l'espace public mondial et ils le font presque à la manière des nombreux livres qui, aujourd'hui, font le point pour nous sur les altermondialismes tout comme dans les années soixante-dix d'autres faisaient le catalogue des alternatives[19]; certes, ils nous apprennent que le mode d'organisation de ces mouvements et de ces luttes est réticulaire, mais cela ne suffit pas à démontrer l'effectivité du concept et à rendre compte de l'efficience de la catégorie de *multitude* ou de la cohérence du passage du travail à la politique. En deçà de leur *capacité proprement politique* à se penser et à se pratiquer dans une coopération, ces mouvements pourraient n'apparaître que comme une collection d'expériences hétérogènes et écliptiques et, une nouvelle fois, les auteurs égrainent les mouvements entre la mode et la sociologie, tout comme hier Alain Touraine égrainait des mouvements sociaux qui, à défaut d'être conceptualisés, donnaient au moins au sociologue l'impression d'être sur la brèche.

Dans un article extrêmement vif, « Multitudes ventriloques », Daniel Bensaïd, s'inspirant entre autre d'une critique formulée par Ernesto Laclau, pose le problème des médiations et de l'organisation : « L'unité de la multitude procède de l'agrégation spontanée d'une pluralité d'actions qui n'ont plus besoin d'être articulées entre elles » ; ce qui fait totalement défaut, dit-il, « c'est une théorie de l'articulation et des médiations sans laquelle la politique devient impensable ». Hardt et Negri, conclut-il sur ce thème, « n'envisagent pratiquement pas les contradictions au sein de la multitude, censée dépasser les vieilles antinomies de l'identité et de la différence pour réaliser pacifiquement une synthèse harmonieuse des singularités et du commun. Cette réconciliation

Variations 18/04/06 13:40 Page 39

rhétorique permet d'esquiver un traitement sérieux du problème des convergences stratégiques à construire dans le mouvement altermondialiste ». Tout en souscrivant au point de vue de Bensaïd, je ne crois pas que l'enjeu soit *rhétorique*. Il est manifestement *théorique* dans la manière dont Hardt et Negri rejouent la promesse eschatologique héritée du marxisme. Cet enjeu proprement politique de la médiation se retrouve par excellence sur un autre point remarqué par Bensaïd : les pauvres. « Nous sommes tous pauvres ! », proclament Hardt et Negri, et rappelle Bensaïd en ajoutant qu'il y a « quelque indécence, au regard des pauvretés extrêmes et matérielles, de prétendre communier ainsi dans une pauvreté universelle. Le recours envahissant au jargon théologique finit par servir de bouche-trou, masquant mal la disproportion entre la révolution philosophique annoncée et la pauvreté (bien réelle celle-là) des réponses politiques ». Une nouvelle fois, la critique touche droit au but. Elle revient sur notre point de départ et sur le problème, d'une part, d'une théorie assurée sur le point de vue le plus développé et, d'autre part, d'une théorie qui élargit la contestation ouvrière et prolétaire à un au-delà de la question *du tort* pour fondre celle-ci dans les formes d'expression de la contestation culturelle[20].

Ce n'est pas céder à la tentation victimaire ou misérabiliste que de rappeler que le pauvre ne se définit pas par sa dimension culturelle ou contre-culturelle, mais par une relation à *un tort* et, si théologie il doit y avoir, nous ne connaissons que celle-là. Cela ne suppose pas l'assujettissement total à la nécessité, comme le supposait la sociologie bourdivine ; effectivement, il y a des savoirs et des savoir-faire populaires qui peuvent être entre autres appris dans l'expérience de la migration et de l'exode (M-165). Néanmoins, cela engage un enjeu d'émancipation un peu plus complexe que ne le suppose Negri. L'un d'entre eux, parmi de nombreux autres, est celui de l'organisation ainsi que celui des types de conjonction susceptibles d'être formés avec d'autres groupes ayant plus de ressources ou une compréhension déjà établie de la réalité socio-économique ; la pauvreté, c'est aussi cela, pouvoir trouver les alliances suffisamment fortes pour accéder à la visibilité et à l'espace public.

Dans *La République, les sociologues et la question politique,* j'ai tenté de montrer comment l'effet propre de la politique avait une puissance d'ouverture et d'arrachement que ne soupçonnaient pas les sociologies de l'*habitus* de classe et de la reproduction, comment elle suscitait, à travers ses rassemblements et à travers son activité communicationnelle, des écarts à la fatalité d'un sort ou d'une condition pour permettre des échappées à la fois individuelles et collectives[21]. On peut aussi penser que les formes de circulations de schèmes culturels autant que contre-culturels, qui peuvent inspirer telle ou telle lutte, telle

Variations 18/04/06 13:40 Page 40

ou telle action, sont plus de l'ordre de l'interaction sociale et de la communication politique que de l'économie et du travail, mais l'on peut aussi considérer qu'à l'intérieur de ces relations d'échange et de communication se rejouent des rapports de domination, de commandement que Hardt et Negri s'évitent de penser. On sait, par exemple, que c'est parfois dans un *malentendu* que se donne la conjonction entre groupes ou que se donne le lien militant. À divers moments de l'action et de la dynamique d'un mouvement il est possible de vivre cette expérience d'écart, voire de contradiction. Ainsi, par exemple, dans les années 1830, les ouvriers et artisans précaires qui abordent la doctrine de Saint-Simon et qui entrent en contact avec les missionnaires saint-simoniens sont-ils manifestement confrontés à ce malentendu entre la dimension capacitaire de la doctrine et leurs aspirations personnelles, égalitaires[22]. Il est possible qu'encore aujourd'hui les luttes rejouent sous d'autres termes ce malentendu, même si c'est aussi dans l'entrelacs des équivoques que se tracent les chemins de l'émancipation[23].

Peuple et multitude

Nous n'en avons pas fini[24]. C'est assurément là que se noue au plus fort la contradiction avec Negri dans son goût immodéré pour une périodisation dans l'horizon rassemblant d'une fin sinon imminente, du moins à venir, et qu'il convient de se saisir dans ce frisson eschatologique qu'ont dû connaître tous ceux qui, à tel ou tel moment de l'histoire, ont cru pressentir cette fin – qu'on songe par exemple aux premiers chrétiens. On peut penser que ce goût, Negri l'a acquis dans la familiarité avec certains textes marxiens, comme ce *Manifeste*, qui, dans une sorte de naturalisation de l'histoire, nous apprend la tâche de concentration, d'homogénéisation, d'unification, de démystification et d'élucidation de la grande industrie engendrant d'elle-même les fossoyeurs du capital et de la bourgeoisie. Si Negri ne problématise pas les médiations, c'est d'abord parce que, dans une veine marxiste, il les nie au nom du mouvement objectif, à commencer par la médiation d'une *société civile* qu'on nous apprend en voie de disparition ou la médiation par la *nation,* dont Hardt et Negri se réjouissent de l'extinction sur le même ton qu'un Marx prophétisant hier que « les lois et la morale » sont aux yeux des prolétaires des préjugés bourgeois et que le capital les a « dépouillées de tout caractère national ». Plus d'un siècle de capitalisme et de marxisme n'est pas parvenu à arracher les peuples aux préjugés de la nation, non plus qu'aux préjugés de la religion et s'il suffisait d'attendre le marché pour que disparaissent l'aliénation collective ou individuelle aux « marottes » de l'histoire (pour parler comme Stirner), nous devrions commencer à le savoir ! Combien de fois, dans *Empire* ou dans *Multitude,* une ten-

Variations 18/04/06 13:40 Page 41

dance socio-économique est-elle prise comme une *promesse d'accomplissement* et enrôlée sous la bannière d'une périodisation en terme d'achèvement ? Ce n'est pas dénier à Negri ses engagements militants que de dire que son inclination la plus pernicieuse est son inclination théoriciste.

Nous n'en avons pas fini, parce que dans le processus de transformation qui traverse notre temps, transformation productive, transformation culturelle, la domination persiste et le fait sous des traits toujours nouveaux. C'est pourquoi si, comme je l'ai exprimé d'emblée, on peut savoir gré à Negri d'être un penseur du *nouveau,* là où tant de sociologues ont cédé à la *tentation du pire,* qui sans cesse fait *d'avant un mieux*, ce n'est pas pour passer *d'un bond* dans ce *nouveau,* mais pour l'envisager comme une nouvelle fois *divisé.* Or, c'est là que revient la catégorie de peuple. Le peuple, c'est d'abord ce qui, sur la scène politique, vient contester un *tort* et c'est autour de cette catégorie que le jeune Marx, non encore contaminé par une conceptualité positiviste, définissait déjà le prolétariat ; parlant de celui-ci comme d'une « sphère qui possède un caractère universel en raison de ses souffrances universelles et qui ne revendique aucun *droit particulier* parce qu'on lui fait subir non *un tort particulier*, mais le *tort absolu*[25] ». Mais le peuple, c'est aussi, dans cette relation au tort, l'acteur d'une division que, sous des traits nouveaux, il ne cesse de rejouer en des scènes nouvelles. Le peuple est l'acteur du conflit dans un écart, dans une inadéquation à lui-même, qui, comme telle, le constitue en acteur du conflit. La division est constitutive de sa définition politique à la fois dans sa distance avec lui-même et dans la non-conformation à la place que lui assignent les dominants, et c'est dans cette double activité d'écart que la politique est expérience de parole, expérience communicationnelle de constitution de soi et de rassemblement. La moindre lutte contre le *Contrat Première Embauche* nous apprend qu'il faut parler et argumenter dans la production inattendue d'un sens, contre les énoncés de ceux qui ont de bonnes raisons d'en maintenir les dispositifs – arguments face au ministre pour démontrer en quoi celui-ci répond mal à une loi mise sous les auspices de *l'égalité des chances,* mais aussi contre ceux qui soutiennent l'illégitimité des modalités de lutte en mettant en cause le nombre des grévistes, ou qui la contestent parce qu'elle désavantagerait d'abord les étudiants les moins aisés, ou parce que la lutte contre le CPE se tromperait d'adversaire ou d'allié dans une situation d'abord marquée par une *lutte des classes d'âges* dont les cadets seraient depuis vingt ans les dupes… La démocratie, l'égalité, ne se manifestent pas au sein d'un processus objectif, elles sont le résultat de l'activité symbolique spécifique qu'est la politique. Elles sont le fruit de cette activité symbolique collective qui conteste les formes de précipitation doxique de la domination ou, plus simplement, les diverses coagulations de

Variations 18/04/06 13:40 Page 42

sens par lesquelles finalement l'ignorance est mise en commun. Le signifiant *peuple* ne s'identifie pas tant à un groupe social particulier, même si le social est décisif quant à la relation au *tort*, qu'avec une activité à la fois matérielle (car la force n'est pas étrangère à la politique) et symbolique, qui conteste les énoncés cristallisés jusqu'à la banalité de la domination et actualise l'égalité en ouvrant l'espace public et la sphère du commun sur des figures sociales inattendues. C'est la raison pour laquelle les traits du peuple ont pu historiquement changer en s'identifiant tantôt à l'acteur ouvrier, tantôt à l'acteur femmes, tantôt à l'acteur immigré ou aujourd'hui à l'acteur sans-papiers – à chaque fois dans un effet d'amphibologie entre la partie et le tout, il inclut en lui-même de nouvelles figures jusque-là socialement et/ou politiquement exclues.

Dans un passage de *Multitude,* Hardt et Negri ont cette petite phrase qui, pour moi, fait symptôme et, dans une certaine mesure, radicalise leur point de vue théoriciste assuré sur l'économie et le travail : « La production biopolitique, disent-ils, offre la possibilité d'accomplir le travail politique de création et de maintien des relations sociales de façon collaborative, au sein de réseaux communicatifs et coopératifs de production sociale, *et non au cours d'interminables réunions tardives* » (M-396). Précisément, on ne saurait faire l'économie du politique et des « parlottes », raillées hier par un Sartre alors compagnon de route du stalinisme, au nom de la production [26]. Le rassemblement et la contestation relèvent de l'activité communicationnelle parce que, on l'a vu, ils relèvent d'une activité argumentative. Ce qui assure *l'unité* n'est pas l'effet du social ou de l'économique, mais de la politique. C'est l'effet de l'activité de parole en tant qu'elle est puissance de déliaison et de liaison et par là même, comme telle, élément de la pluralité [27]. C'est pourquoi au demeurant la démocratie revient encore et toujours à l'archaïsme de la rhétorique et de la publicité, là même où, pourtant, elle utilise les technologies les plus avancées de l'âge postindustriel.

[1] Depuis *L'Exil du précaire* le dialogue avec l'operaïsme a traversé à diverses reprises ma réflexion sur la précarité et les précaires, on en trouvera encore l'expression dans une récapitulation historique dans *La Précarité*, Que-sais-je ? PUF, 2005, p. 13.

[2] *La Distinction*, Minuit, 1979.

[3] On renverra pour faire plus court, directement aux pages d'*Empire* (Exils, 2000) et de *Multitude* (La Découverte, 2004) sous les abrégés respectifs E et M.

[4] Divers débats ont scandé jusqu'ici mon itinéraire de sociologue : d'abord avec Pierre Bourdieu, dès les années quatre-vingts, dans le cadre du numéro des *Révoltes Logiques,* « L'empire du sociologue », puis avec Robert Castel, dans les années quatre-vingt-dix, avec la

Variations 18/04/06 13:40 Page 43

discussion des *Métamorphoses de la question sociale* (voir le n° 34 de *Lien social et politique*, Montréal/Paris, décembre, 1995), ce débat avec les thèses negristes ouvre une nouvelle discussion avec une théorisation radicale du nouveau.

[5] La question de la mobilité dans les années 1960-1970 est autrement plus complexe que ne le laissent entendre les théoriciens de la sédentarisation ouvrière et de la désaffiliation. Des entretiens récents avec des travailleurs immigrés ayant eu vingt ans dans les années soixante montrent encore en quoi celle-ci a été un instrument informel de lutte sur le salaire et pour la dignité (voir *Sans visages*, Bayard, Paris, 2004). Ceci dit, on concédera à Robert Castel que c'est bien la *sécurité* qui est la condition même de la mobilité.

[6] *La Distinction*, *op. cit.*, p. 549.

[7] Boltanski L., Chiapello E., *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, Gallimard, 1999.

[8] Pour une analyse de cette contre-culture on se reportera à « L'interminable pérégrination – l'imaginaire de la route dans les années soixante » in *Tumultes*, L'Harmattan, n° 5, 1995 ainsi qu'à l'article à paraître : « La révolte expressive – retour sur la contre-culture » *Colloque : les sentiments et le politique*, Cerisy-la-salle 14-21 septembre 2005.

[9] Sur ces points, voir le désormais incontournable P. Sloterdijk, *Critique de la raison cynique*, Bourgois, 1983.

[10] Voir par exemple *La Société postindustrielle*, Denoël, 1969.

[11] Qu'on pense plus près de nous à *L'Ange* de G. Lardreau et C. Jambet (Grasset, 1976).

[12] On pense à nouveau à Sloterdijk.

[13] Je fais allusion ici à toute la tradition de l'auto-émancipation populaire dessinée, entre autres, au début du XIXe siècle par un Jacotot.

[14] L'Harmattan, 1996.

[15] Michel Foucault, *La Volonté de savoir*, Gallimard, 1976, p. 185.

[16] *Ibid.*, p. 188.

[17] Ainsi dans ce passage : « Lorsque nous disons biopolitique, cela signifie par ailleurs que notre compréhension du travail ne peut se limiter au travail salarié, mais qu'elle doit se rapporter aux capacités créatives humaines dans toute leur généralité » (M-131).

[18] Tout lecteur des divers tomes de *La Volonté de savoir* verra bien qu'il y est avant tout question des dispositifs du pouvoir ou du biopouvoir et non des exubérances vitalistes de Negri.

[19] Voyez par exemple le livre d'Isabelle Sommier, *Le Renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Flammarion, Paris 2003, qui, s'il ne nous donne pas de concept du mouvement, nous fournit un glossaire des acronymes de l'altermondialisme et une chronologie de leurs actions. Sur l'hier et sur l'alternative, Jacques Desmaison et Bob Nadoulek publiaient en 1978 aux éditions Alternative et Parallèles, un recueil sur le thème *Désobéissance civile et luttes autonomes* qui, entre l'une et l'autre, recensait les divers types d'action et les divers mobiles de l'action.

[20] Là encore, comment ne pas voir, non une proximité, mais un parallélisme avec l'entreprise de Touraine ?

[21] *La République, les sociologues et la question politique*, La Dispute, 2003, notamment les deux dernières parties sur le mouvement des sans-papiers et sur celui des chômeurs.

[22] Sur ce point, voir *La Nuit des prolétaires*, Fayard, 1981.

[23] Les débats toujours plus vifs sur la démocratie et la contestation du centralisme dans l'action collective en sont directement l'expression et cela quand bien même on a à faire à un type de configuration organisationnelle réticulaire.

[24] L'on a déjà développé cet argument de contestation des discours de « la fin » dans un article

Variations 18/04/06 13:40 Page 44

qui débattait avec les théories néolibérales de la « fin de l'histoire » (entre autre F. Fukuyama) et les aménagements français de celle-ci dans l'argument du postmoderne. Voir « Un sujet collectif pour la question sociale » in *Le Travail à l'épreuve du salariat*, L'Harmattan, 1997.

[25] « Pour une critique de la philosophie du droit de Hegel », *Karl Marx, Œuvres III – Philosophie,* Bibliothèque de la Pléiade, Gallimard, 1982, p. 396.

[26] Voir le célèbre article « Les Communistes et la paix », *Situations VI*, Gallimard, 1964 et la non moins célèbre polémique qui s'en suivra avec Claude Lefort et Maurice Merleau-Ponty.

[27] Sur ce point, on renvoie à Claude Lefort « Le nom de l'Un », commentant *Le Discours de la servitude volontaire*, d'Étienne de La Boétie, Paris, Payot, 1978, p. 271.

Les 35 heures, entre mouvement social et adhésion plébiscitaire

Alex Neumann *

La mobilisation printanière de la jeunesse scolarisée ou salariée, à côté des syndicats ouvriers réellement existants, semble viser l'abolition d'une simple mesure gouvernementale, le CPE. Sa déclinaison ironique en tant que « Contrat de Précarité et d'Exploitation » invite cependant à mettre en perspective un mouvement cherchant à dépasser la précarisation de la vie et sa soumission à la flexibilité marchande. La critique du travail pointe derrière l'apparente modestie d'un retour souhaité au Contrat à durée indéterminée, rappelant le sursaut de la jeunesse scolarisée de l'année 1994 contre une mesure similaire, le CIP, alors baptisé « Contrat d'Initiation à la Précarité ».

Cette mise en mouvement avait non seulement contraint le balladurisme à la retraite, mais elle rendait surtout pensable un dépassement de la double soumission dans le travail et dans le chômage, comme l'a montré la naissance du mouvement AC! (Agir ensemble contre le chômage et la précarité) la même année. Ici, se noue un fil qui traverse la vague de grèves de l'hiver 1995, en passant par les occupations menées par les sans-emplois et les précaires fin 1997. L'exigence d'une réduction radicale du temps de travail suit le même chemin, depuis le lancement d'AC! en passant par l'opposition syndicale cédétiste et le congrès marseillais de la CGT, qui, en 1995, revendique pour la première fois de son histoire les 35 heures sans perte de salaire. L'histoire occultée de la critique du travail se nourrit en même temps des grèves pour la diminution collective du temps de travail des traminots marseillais de janvier 1996, de la campagne de solidarisation des ouvriers de Gennevilliers avec les chômeurs pendant l'occupation des usines, de la grève des routiers, d'occupations ponctuelles des antennes de l'ANPE et d'innombrables réunions qui placent la revendication des 32 heures en tête d'affiche.

Le vent contestataire souffle ensuite la droite parlementaire, alors que la gauche plurielle s'empare du sujet des 35 heures, l'érigeant comme un phare de son action politique. S'il semblait possible qu'un mouvement social s'organise,

---

* Alex Neumann est sociologue et prépare une anthologie des écrits d'Oskar Negt et Alexander Kluge, *L'Espace public oppositionnel*, aux éditions Payot, coll. Critique de la Politique dirigée par Miguel Abensour, à paraître en février 2007.

Variations 18/04/06 13:40 Page 46

entre 1994 et 1997, autour du projet égalitaire et libertaire de la réduction collective du temps de travail, la ré-appropriation publique de cette idée par ceux qu'Hanna Arendt appelait les « professionnels de la politique » mène rapidement à un déplacement de terrain, délaissant la charge utopique de la critique du travail au profit d'une gestion managériale du marché du travail. Contrairement à ce que la loi des 35 heures semble promettre, la réduction du temps contraint ne s'applique qu'à travers des accords d'entreprise particuliers, lesquels restent pour l'essentiel limités aux personnels stables des grands groupes industriels. Étourdis par l'ampleur de la dépolitisation du sujet, ou par leur propre inexpérience et incompréhension du phénomène, les partis communistes et trotskystes n'expriment qu'un désaccord symbolique, lors d'une manifestation parisienne le jour de l'adoption de la « loi d'incitation » aux 35 heures, le 16 octobre 1999. En 2000, lors des travaux du 30e congrès du PCF, la réduction du temps de travail n'est introduit qu'à la dernière minute dans le « projet communiste », au milieu d'un paragraphe portant sur l'objectif du plein-emploi (*L'Humanité,* 27/3/2000, p. XI). En avril 2002, le public signale aux protagonistes du réalisme politique qu'il ne sait pas comment leur dire son insatisfaction, en renvoyant Lionel Jospin. Les groupes qui protestent ici d'une manière sourde sont à peu près les mêmes que ceux qui se sont exprimés à travers des mobilisations sociales : fonctionnaires, ouvriers de l'industrie, employés, précaires et chômeurs, jeunes scolarisés. Les partis de gauche s'interrogent alors publiquement sur leur raison d'exister et cherchent à « conquérir l'électorat populaire ». Sous pareilles conditions idéologiques, les porte-parole de la droite présidentielle arrivent aisément à forcer l'interprétation du désaveu des organisations de masse issues du mouvement ouvrier, en présentant les 35 heures comme une machine bureaucratique, destructrice d'emplois, créatrice de paresse, de passivité et d'abandon moral. Le manque de traduction publique de la critique du travail contenue dans les mouvements sociaux aboutit ainsi à un retour spectaculaire de l'idéologie conservatrice de la valeur-travail.

À notre sens, cette dynamique régressive peut expliquer pour quelle raison la mobilisation syndicale assez massive en faveur de la défense des 35 heures, début 2005, s'est facilement transformée en une demande traditionnelle et impuissante pour une augmentation salariale de ceux qui ont un emploi. Peut-on vivre en s'identifiant à la partie variable du capital ? La « défense » des 35 heures a-t-elle un sens, étant donné que le projet égalitaire et libérateur d'une réduction radicale du temps de travail n'a pas abouti ? D'un point de vue strictement comptable, seuls 2 millions de salariés sont directement concernés par les 35 heures hebdomadaires en tant que standard réel, sur 26 millions de

Variations 18/04/06 13:40 Page 47

salariés et chercheurs d'emploi au sein de l'Hexagone. Parmi ces 2 millions de personnes, une partie significative déclare souffrir de la flexibilité du travail. Que défendent alors les syndicats ?

Critique du travail

Nous proposons de continuer à explorer le potentiel émancipateur de la réduction du temps de travail, dans le sens d'une critique de la soumission salariale, ouvrant la perspective « du non-travail » et de la liberté, à la suite de Pierre Naville (1970, p. 492) et de Theodor W. Adorno (1997, p. 647). Cette optique met en relation la critique du travail, l'action et la politique, alors que la sociologie contemporaine abandonne généralement l'un des aspects. Le plus souvent, la critique du salariat se voit écartée au motif qu'elle aurait été abolie avec le marxisme doctrinaire. Ainsi, des auteurs comme Touraine, Habermas ou Negri sautent du travail matériel au travail immatériel, c'est-à-dire à l'action culturelle, langagière et morale, en choisissant d'ignorer les mises en relation de l'ensemble de ces dimensions suggérées par les théoriciens du non-travail, à la suite de Marx. Tout se passe comme si ces théories de l'immatériel voulaient suivre Hegel dans sa tentative de nier la contribution du travail au mouvement du monde, qui ne serait animé que par l'esprit (Adorno, 1962, pp. 32-34). Par conséquent, la dimension publique des conflits liés au salariat est niée, du moins en théorie, puisque les expériences empiriques de ces conflits éclatent souvent au grand jour. Le mouvement contre le CPE n'en est qu'une des illustrations. L'expérience des 35 heures en est une autre, que nous allons cerner de plus près.

La conceptualisation tourainienne se heurte singulièrement à un phénomène comme les 35 heures, car elle ne correspond ni à sa définition de la « conscience ouvrière », ni à celle de « mouvement social ». En 1999, Touraine rappelle sa pensée, selon laquelle la conscience ouvrière et l'action des salariés se serait historiquement déplacée, des lieux de production vers l'organisation sociale du travail : « *Plus la production s'organise, plus le sujet historique devient collectif, plus le pouvoir se concentre et donc plus les conflits sociaux deviennent politiques* » (1999, p. 212). On pourrait donc comprendre que la charge politique des conflits portant sur les 35 heures réside dans la concentration de la production capitaliste, mais cette piste est aussitôt effacée par l'auteur grâce à une préface actualisée. Nous ne savons toujours pas comment passer conceptuellement d'une sociologie du travail à une sociologie de l'action. Les mobilisations en faveur des 35 heures correspondraient-elles alors à un mouvement social ? De tels mouvements veulent des transformations de la société, en portant des projets contredisant l'organisation sociale existante (Touraine, 1984,

Variations 18/04/06 13:40 Page 48

p. 327). Cependant, les organisations des salariés sont incapables de s'inscrire dans un tel mouvement selon Touraine, car elles sont issues d'un mouvement ouvrier qui s'est historiquement transformé en un ensemble conservateur et apolitique (Wieviorka, 2003, p. 44). En somme, les salariés n'arrivent pas à atteindre une conscience suffisante pour participer à la politique, et la politique émancipatrice est trop exigeante pour un mouvement ouvrier désuet qui mobilise des salariés apolitiques. Au lieu de passer de la sociologie du travail d'après-guerre à une sociologie émancipatrice du non-travail, Touraine transforme sa sociologie de l'action en une sociologie de l'inaction.

Le projet des 35 heures – formulé par Martine Aubry – ambitionne une réorganisation globale du marché du travail et de la société, qui ressemble à la définition tourainienne du mouvement social. Il s'agit de réduire massivement le chômage, de moderniser des relations de travail et de changer la culture sociale. Le Parti socialiste, se plaçant au centre de ce projet, mène alors une campagne d'affichage qui en présente les trois atouts : « Créer des emplois, gagner du temps libre, mieux organiser le travail. » Le dernier aspect, touchant à l'organisation du travail dans l'entreprise, pose le problème de la flexibilité temporelle, qui ne représente pas automatiquement une amélioration de la situation des salariés, mais peut signifier une augmentation de la productivité du travail pour les entreprises. Il s'agit donc d'une promesse très ambivalente (Brunhes, 2001, p. 21). Le deuxième aspect, le gain en temps libre pour les salariés, qui évoque l'idée d'une plus grande autonomie, est naturellement lié à la maîtrise de ce temps libre et à la question de la flexibilité. L'objectif d'une limitation du temps partiel, qui concerne majoritairement les femmes salariées, entre aussi dans cette problématique. Le premier aspect, enfin, la création d'emplois, n'est pas déconnecté de l'organisation du travail, puisque le projet prévoit une augmentation de 6 % des effectifs d'une entreprise voulant bénéficier des subventions prévues à cet effet.

Discours jacobins

Le choix d'une loi-cadre instituant les 35 heures semble trancher les ambivalences que contient ce projet dès le départ. La loi suggère un projet républicain, visant l'ensemble des salariés et prétendant réaliser les 35 heures « pour tous ». Les porte-parole et ministres du gouvernement Jospin soulignent le caractère « historique » de cette loi et la décrivent unanimement comme un « progrès social ». Cette interprétation jacobine de la loi des 35 heures est parfaitement résumée par Martine Aubry : « *Notre projet traduit la conviction que l'État peut agir, qu'une volonté politique peut s'opposer aux effets de l'ultralibéralisme, qu'on peut mettre en mouvement la société, que le chômage n'est pas une fatalité. Il exprime aussi nos valeurs*

Variations 18/04/06 13:40 Page 49

de solidarité et de justice sociale » (*L'Humanité,* 27/1/1998). Les 35 heures visent la société comme un ensemble dont la mobilisation passe par l'État républicain et ses valeurs – « Liberté, Égalité, Fraternité ».

La lecture des termes exacts de la loi montre cependant que la norme des 35 heures hebdomadaires n'est pas du tout contraignante. Les textes de loi, avec leurs annexes, ont été compilés dans un numéro spécial d'une revue spécialisée, dont l'exposé comprend néanmoins 240 pages (*Liaisons sociales*, 2000). La circulaire ministérielle comporte 175 pages dans sa version intégrale. Ces dispositifs se réfèrent à un code du travail de 1620 pages dans sa version en livre de poche (*Code du travail*, 2005) et qui comporte des centaines de décrets d'application. Un ouvrage universitaire imposant a récemment été dédié à la seule analyse du droit du temps de travail français (Miné, 2004).

Le dispositif légal du passage aux 35 heures mérite un nouvel examen détaillé. Celui-ci se décompose en deux « lois Aubry » successives, dont la première fixe le cadre et l'objectif de la négociation entre syndicats et organisations patronales, tandis que la seconde est destinée à étendre les acquis de ces négociations.

La première loi date du 13 juin 1998 et s'intitule officiellement « loi d'orientation d'incitation à la réduction du temps de travail ». Elle établit les 35 heures hebdomadaires comme « durée légale du travail effectif » devant être appliquée le 1er janvier pour les entreprises de plus de 20 salariés et le 1er janvier 2002 pour les autres, mais cette extension n'a jamais eu lieu. De plus, ni les 35 heures, ni même les 39 heures ne constituent une norme légale obligatoire. En réalité, les entreprises restent libres de faire travailler leurs salariés au-delà de la référence hebdomadaire des 35 heures, dans le cadre des durées maximales quotidiennes (12 heures) et hebdomadaires (48 heures). Ces durées maximales représentent à leur tour des références pour calculer la moyenne annuelle, elles peuvent donc être dépassées provisoirement en cas d'annualisation du temps de travail (*Liaisons sociales*, 2000, p. 8).

La loi de 1999 généralise l'annualisation, voir la triannualisation du temps de travail et instaure un système de « compte épargne-temps » susceptible d'enregistrer les dépassements d'horaire comparés à la référence des 35 heures. Ce faisant, la loi légitime les accords d'entreprise négociés sous la loi Robien qui comprenaient souvent des formes d'annualisation flexible du temps de travail.

Dans les deux cas, la loi prévoit des subventions publiques (appelées « incitations financières ») aux entreprises en échange de la réduction du temps de travail. Ces aides d'État, qui prennent en réalité la forme d'une réduction des cotisations sociales versées par l'employeur, sont conditionnées à la création d'emplois et à la signature d'un accord d'entreprise. Le conditionnement des aides à la négociation d'un accord est le seul levier pouvant contraindre les entrepreneurs à des créations

Variations 18/04/06 13:40 Page 50

d'emploi et à une certaine effectivité dans la diminution des heures de travail. Partout ailleurs, le patronat trouve des tours de passe pour recalculer ou pour redéfinir le temps de travail sans changer son volume, mais en généralisant la flexibilité des horaires. Toute une série de grandes entreprises ont préféré ne pas profiter des abattements promis par la loi, afin d'organiser le temps de travail à leur guise. Les cas les plus connus sont les entreprises Michelin et Peugeot-PSA. La première a licencié massivement avant d'appliquer les 35 heures *a minima*, tandis que la seconde a intégré l'ensemble des pauses et temps de compensation dans le calcul de la réduction du temps de travail pour en neutraliser l'effet réel.

Par conséquent, ce sont prioritairement les grandes entreprises syndiquées qui mettent en place des accords permettant de bénéficier des abattements patronaux. Selon le ministère de l'Emploi, 23 275 accords d'entreprise ont été signés dans le cadre de la première loi Aubry, couvrant 14 % des entreprises françaises. Les entreprises employant 20 salariés ou moins regroupent environ 4,5 millions de salariés, mais elles ne sont invitées à passer aux 35 heures qu'en 2002, année à laquelle le gouvernement Raffarin ordonne des mesures permettant de contourner la norme légale. Si la plupart des patrons de PME ne s'engagent pas dans la négociation volontaire d'accords portant sur les 35 heures, leurs raisons sont rarement d'ordre strictement financier, mais obéissent à des motivations politico-idéologiques, dont « *leur volonté de ne pas se soumettre à des arbitrages étatistes. Cette volonté conduit parfois à des choix économiquement irrationnels, mais satisfaisant des convenances idéologiques, liées aux représentations de ce que devrait être la direction des entreprises dans un environnement concurrentiel* » (Olivesi, 10/2001).

En 2001, environ 2 % des salariés des PME étaient concernés par un accord d'entreprise (Brunhes, 2001, p. 24). Les entreprises de 20 salariés et moins, qui ont finalement été exclues du dispositif légal, représentent environ 2,3 millions de salariés (Marbach, 2000, p. 39). Si l'on y ajoute les deux catégories de cadres nouvellement créées qui sortent du champ des 35 heures, au moins 5 millions de salariés du secteur privé sont explicitement exclus de la loi, auxquels s'ajoutent 4,5 millions de fonctionnaires qui ne bénéficient pas des dispositifs favorables inscrits dans la législation.

La défaite des 35 heures

La deuxième loi portant sur les 35 heures date du 19 janvier 2000 et s'intitule « loi relative à la réduction négociée du temps de travail ». Le principe des abattements patronaux sur les cotisations sociales est maintenu, en cas de signature d'accord, mais à un niveau inférieur (600 euros par salarié et par an). La seconde loi définit les modalités pratiques du passage aux 35 heures.

Le principal changement est la légalisation de la modulation flexible du

Variations 18/04/06 13:40 Page 51

temps de travail sur la base d'un calcul annualisé (Meda, 2001, p. 6). Partant d'une moyenne de 35 heures, le temps de travail annuel est établi à 1 600 heures. Dans le cas d'une telle flexibilisation annuelle du travail, le contingent d'heures supplémentaires est limité à 90 heures, sachant que les dépassements du temps de travail hebdomadaire ne donnent plus lieu à une rémunération supplémentaire, comme cela était traditionnellement le cas pour les heures supplémentaires.

Si le temps de travail continue à être comptabilisé sur une base hebdomadaire, le contingent d'heures supplémentaires monte jusqu'à 130 heures. Ce contingent a été augmenté une nouvelle fois en 2003 (réforme Fillon), pour s'établir à 180 heures, puis une seconde fois en 2004-2005 pour plafonner à 210 heures. Dès la première loi Aubry, les organisations patronales, dont le Medef, avaient revendiqué un contingent d'heures supplémentaires de 188 heures, alors que la CGT demandait sa limitation à 110 heures. Le surcoût des heures supplémentaires est fixé à 10 % du salaire horaire, alors qu'il était de 25 % auparavant.

Deux autres dispositions spécifiques doivent être mises en relief, concernant le groupe des cadres et le temps partiel.

Les organisations patronales demandaient, depuis le début des années 1990, une différenciation des statuts des cadres bénéficiant d'une convention collective en France. L'enjeu est de détacher le personnel dirigeant du grand nombre de cadres dont l'activité ressemble à celle des agents de maîtrise ou des techniciens, sur un total d'environ deux millions de cadres français. La seconde loi Aubry satisfait ce souhait, en créant trois catégories de cadres, juridiquement distinctes. La première catégorie, les cadres dirigeants, est exemptée de l'application des 35 heures, tandis que la troisième concerne les « cadres intégrés » à une équipe de travail, à laquelle s'applique l'accord d'entreprise ou les normes conventionnelles et légales générales. Entre les « managers » et les « salariés ordinaires », une catégorie intermédiaire est établie, dont le statut n'apparaît qu'en comparaison avec les deux autres. La gestion du temps de travail de ces cadres se fait selon la modalité annualisée du « forfait journalier », ce qui signifie que la journée de travail n'est pas définie par un nombre d'heures déterminées à l'avance. Le temps libre prend la forme de jours de congé supplémentaires.

Les grandes confédérations CFDT et CGT obtiennent alors pour la première fois la majorité absolue des voix chez les cadres et revendiquent ensuite un accord-cadre réglementant concrètement le passage aux 35 heures.

Variations 18/04/06 13:40 Page 52

Notre exposé synthétique des lois Aubry signale que la négociation d'accords d'entreprise tient une place prépondérante dans le dispositif, lequel autorise des durées maximales, journalières, hebdomadaires et annuelles, très éloignées de la norme des 35 heures. Il n'est donc pas étonnant que les trois quarts des accords signés impliquent une flexibilisation plus ou moins importante des horaires de travail (Brunhes, 2001, p. 22).

Une décision du Conseil constitutionnel renforce encore ce caractère dérogatoire et relativiste de la législation sur le temps de travail, en interdisant au législateur de dénoncer des accords signés sous le régime de la première loi, sauf si l'un de ces accords entre en contradiction avec « l'intérêt général ». D'un point de vue sociologique, la situation se présente comme suit : « *Le Conseil limite le pouvoir du législateur par rapport aux normes fixées lors de la négociation entre partenaires sociaux* » (Bloch-London/Pelissier, 2003, p. 39).

En conséquence, on peut dire que les normes de gestion privées de l'entreprise sont étendues par le biais de la législation républicaine, alors qu'auparavant, les normes collectives étaient soumises aux délibérations de l'espace public.

Un important débat public a porté sur la question de savoir, si le ministère de l'Emploi, représenté par Martine Aubry, devait entériner et valider des conventions collectives dont les termes visaient manifestement à contourner les objectifs de la première loi d'orientation portant sur les 35 heures. Il s'agit notamment de l'objectif prioritaire de la création d'emplois. Ainsi, les conventions du textile et de l'habillement, ainsi que de la métallurgie, qui ont été signées par des syndicats minoritaires, prévoient des contingents d'heures supplémentaires très importants. L'un des exemples les plus frappants est la convention de la métallurgie, signé par FO. L'organisation patronale de cette branche tient une place stratégique prépondérante au sein du Medef. Dès la publication de la loi d'orientation de 1998, la fédération patronale de la métallurgie (UIMM) négocie un accord qui constitue une sorte de réplique à la loi des 35 heures (FGMM-CFDT, 9/1998), visant à contourner les aspects incitatifs du dispositif légal tout en bénéficiant de la flexibilité supplémentaire qu'elle permet.

La convention autorise les entreprises concernées de ne pas conclure d'accord spécifique portant sur les 35 heures, mais de se contenter de consulter le Comité d'entreprise. L'accord de 1998 définit le temps de travail sur une base annualisée de 1 645 heures, auxquelles s'ajoute un contingent d'heures supplémentaires de 150 heures plus 25 heures de « majoration ». Cela signifie que les acquis conventionnels précédents sont abrogés, dont l'accord de mai 1996 qui

Variations 18/04/06 13:40 Page 53

excluait les jours fériés et de congé prévus par la loi du calcul de la durée annuelle. L'ancienne limitation des heures supplémentaires à 94 heures par an est supprimée.

L'ensemble de ces modifications aboutit à une durée hebdomadaire supérieure à 39 heures malgré l'acceptation officielle de la nouvelle durée légale des 35 heures, ce qui réduit à néant les effets d'embauche prévus par la loi. La convention contourne l'incitation légale à négocier des accords d'entreprise, augmente considérablement la flexibilité et s'aligne sur les durées légales maximales. Bien qu'il ait été rejeté par les fédérations syndicales majoritaires de la métallurgie – la CGT et la CFDT – le ministère de l'Emploi a accepté que cet accord soit étendu à toute la branche.

Comme cet accord permet aux entreprises, y compris celles qui dépassent le nombre de 50 salariés, de ne pas négocier d'accord de réduction du temps de travail, il n'est pas surprenant que le pourcentage des entreprises ayant signé de tels accords soit singulièrement faible. Seules 10 % des entreprises de 100 à 1 000 salariés en ont conclu (FGMM-CFDT, 2001, p. 4). Dans ces conditions, le nombre de créations d'emplois reste insignifiant.

Les 15 000 accords d'entreprise négociés sous les lois Aubry concernent 2 millions de salariés du privé, dont la grande majorité travaillent dans des grandes entreprises (Dares, 2002). De plus, 100 conventions de branche ont été signées et validées, couvrant 8 millions de salariés au total. Il nous semble cependant exagéré de prendre en compte ce chiffre « en bloc », pour deux raisons essentielles. D'abord, les conventions collectives se recoupent partiellement avec les accords d'entreprise, ensuite, ces conventions permettent souvent une application virtuelle de la réduction du temps de travail, comme l'exemple de la métallurgie le prouve. Nous ne saurions approuver Martine Aubry, lorsqu'elle cumule tout simplement les deux chiffres pour aboutir à la somme de 10 millions de salariés concernés (*Le Monde*, 2/2/2005). De plus, la moitié des salariés concernés déclarent que leur temps de travail réel est plus long que les termes de l'accord ne le prévoient (Dares, 2003).

Privatisation du temps et transformation de l'espace public

La réorganisation sociale du travail passe donc par des accords privés, négociés à huis clos au sein des grandes entreprises, mais elle touche la société dans sa globalité. Ce processus ne saurait être pensé en dehors de l'organisation de l'espace public. Ainsi, un renversement s'est opéré en ce qui concerne le rapport entre les standards collectifs du travail et la gestion des entreprises. Le phénomène ressemble à l'expérience allemande, où l'extension de la négociation

Variations 18/04/06 13:40 Page 54

dans les entreprises a vidé les conventions collectives de branche de leur contenu, mais les formes nationales varient fortement. En Allemagne, la cogestion dans les grandes entreprises redéfinit les conventions, sous une législation du travail très faible, alors qu'en France, les accords d'entreprise définissent *de facto* la seconde loi sur le temps de travail.

Dans les deux cas, les formes conventionnelles et institutionnelles entérinent un fait accompli, au lieu d'agir sur l'organisation des entreprises. Ce sont les modèles d'organisation flexible des grandes entreprises qui coiffent les normes publiques ou conventionnelles, et non pas le contraire. Par ce renversement de situation, la formulation des normes et standards du temps de travail se trouve déléguée et déplacée vers le domaine privé des entreprises, alors qu'auparavant leur définition générale passait par le domaine public.

Ce renversement structurel change et corrode l'espace public qui a participé à l'élaboration du projet initial des 35 heures, pour plusieurs raisons fondamentales.

D'abord, les situations concurrentielles et organisationnelles des grandes entreprises du privé, qui figurent comme des modèles de référence, ne peuvent être généralisées à l'échelle de tous les groupes qui composent le salariat. Le particularisme prime devant la prétention universaliste.

Les mass media servent alors à faire connaître et à diffuser ces modèles d'organisation particuliers, contribuant ainsi à ériger en modèle à suivre des accords circonscrits à une petite minorité de salariés. Ce type de diffusion participe à la mise en place d'un discours normatif du néomanagement (Boltanski/Chiappello, 1999). Hier, les usines Renault-Billancourt ont servi à soutenir le discours ouvriériste, en marge de l'espace public; aujourd'hui ce sont les grandes entreprises flexibles qui supportent une sorte de discours « managérialiste ».

Une autre raison du changement structurel de l'espace public provient du fait que les politiques publiques accompagnent ce changement, sans le soumettre à la critique politique. La mise en place du « pacte pour l'emploi » national en Allemagne, ou encore le choix du gouvernement Jospin consistant à étendre les conventions collectives dérogatoires et les accords de l'Unedic – par les organisations patronales et des syndicats minoritaires – illustrent cette démarche.

Les accords d'entreprise des grandes entreprises du secteur privé, qui sont les vecteurs principaux de la flexibilité du temps de travail, engendrent désormais leur propre représentation publique. Celle-ci est portée par une importante partie du syndicalisme, le néomanagement, les organisations patronales et les gouvernements nationaux. Ces acteurs agissent au sein des traditions et institutions nationales, tout en les transformant.

Nous assistons manifestement à un nouveau changement structurel de l'espace

Variations 18/04/06 13:40 Page 55

public, ce qui nous incite à rappeler les conceptualisations idéal-typiques que Habermas a consacrées à ce sujet au début des années soixante, quand il met en relief la pénétration de l'espace public libéral par les institutions de l'État social (Habermas, 1962/1990). Face à la participation massive des syndicats à la gestion de fonctions étatiques et para-étatiques et face au développement des administrations en charge de la redistribution sociale, le théoricien francfortois a constaté le dépassement et l'extension de l'espace public libéral. La conception originaire de l'espace public reposait sur l'indépendance économique des hommes privés, susceptibles de participer à une délibération publique au sein de laquelle les luttes immédiates pour des intérêts particuliers et privés ne devaient pas prendre une place primordiale (*ibid.,* p. 327). La participation massive des salariés à l'espace public exige par conséquent une neutralisation comparable des inégalités économiques, que les mécanismes de l'État social et du droit du travail sont supposés garantir. Comme la participation individuelle à la délibération publique rencontre des limites organisationnelles à une telle échelle, il incombe aux organisations associatives, syndicales et politiques d'organiser la délibération comme si elles agissaient à la place des hommes privés de l'ancien espace public bourgeois. Habermas pose la question de savoir jusqu'à quel point les organisations de masse acceptent de se soumettre effectivement aux règles de la délibération, tout en sachant que l'espace public libéral n'a lui-même jamais été exempt de conflits d'intérêts. Il conclut cependant avec une note optimiste, en pariant sur le développement des richesses sociales, permettant une certaine neutralisation des conflits économiques. Une autre option que l'auteur examine est la restauration de structures quasi féodales, qui se réalise quand la défense d'intérêts privés trouve une traduction immédiate sur le plan politique (*ibid.,* p. 337).

Le renversement de situation que nous avons souligné au sujet de la définition des 35 heures peut être interprété sur le fond de cette conceptualisation.

Les organisations de masse participant à la mise en place de nouvelles normes et de nouveaux principes d'organisation sociale, à l'occasion de la négociation d'accords d'entreprise dérogatoires, se comportent-elles comme des « hommes privés » émancipés de la nécessité économique qui cherchent à formuler l'intérêt général ? À l'évidence, il faut répondre par la négative. Les sections syndicales et directions managériales qui négocient ces accords à huis clos poursuivent des intérêts particuliers visant à satisfaire un groupe et non pas à constituer l'intérêt général. Le fait que des organisations patronales et des syndicats minoritaires puissent déclarer de nouvelles règles flexibles, sans passer par un débat public organisé, montrent l'inefficacité des anciens dispositifs de l'État social quant à la neutralisation des intérêts économiques particuliers.

Variations 18/04/06 13:40 Page 56

Ce nouveau changement structurel de l'espace public ne signifie nullement un retour à sa conception libérale originaire, ni un dépassement de ses limites initiales. En revanche, les organisations collectives impliquées dans la définition des accords d'entreprise dérogatoires se substituent partiellement à l'espace public, en instituant leur propre représentation publique, dont nous allons maintenant spécifier la forme.

Au final, les accords d'entreprise flexibles issus des lois Aubry instituent une nouvelle représentation publique, mais qui passe paradoxalement par la loi républicaine et la délibération parlementaire.

Comme la première loi Aubry est entièrement basée sur la négociation volontaire au niveau des entreprises, le Conseil constitutionnel a considéré que la seconde loi ne doit pas interférer dans cette production des règles et normes, que le législateur a lui-même instituée. « *En spécifiant que la remise en cause des accords collectifs à l'instigation de la première loi ne pourra avoir lieu que pour un motif d'intérêt général.* » (Bloch-London/Pélissier, 2003, p. 39).

Il incombe donc au gouvernement d'apporter la preuve qu'un aspect particulier des accords contrevient à l'ordre républicain, alors qu'auparavant les entreprises devaient se conformer à la législation du travail sans que cela fasse l'objet d'un débat constitutionnel.

Dans le même temps, le Conseil constitutionnel annule un article de la seconde loi, qui obligeait les directions d'entreprises de conclure un accord de réduction du temps de travail avant d'être autorisées à procéder à des licenciements collectifs pour motif économique. Cet article est connu comme « l'amendement Michelin », car il a été formulé par les parlementaires de gauche en réaction à un plan social chez Michelin, déclaré juste avant l'application des 35 heures.

Les nombreuses possibilités de déroger au temps de travail effectif de 35 heures, que nous avons déjà présentées, et qui ont été anticipées par des conventions collectives, confirment l'impression que les accords dérogatoires coiffent désormais les normes publiques. La circulaire ministérielle de juin 1999 incite d'ailleurs à *« trouver les modalités de réduction de temps de travail les plus adaptées à la diversité des situations des branches et des entreprises »*.

La fonction délibérative de l'espace public recule ici au bénéfice de la construction de compromis sociaux dans le domaine privé de l'entreprise. Selon cette conception, les « souhaits des salariés » ne s'expriment pas à travers l'espace public et à travers les débats parlementaires au sujet de la législation du travail, mais s'inscrivent dans des arbitrages particuliers qui sont limités par « la situation des

Variations 18/04/06 13:40 Page 57

entreprises ». Autrement dit, les souhaits des salariés sont inscrits dans la sphère de circulation des marchandises.

Si l'on applique la conceptualisation habermassienne aux lois Aubry, il faut constater qu'elles organisent la traduction d'intérêts privés sur le plan politique, instituant ainsi une re-féodalisation de l'espace public (Habermas, 1962/1990, p. 337). En participant à la négociation, les grandes organisations cherchent ainsi à obtenir des compromis avec l'État et entre elles, en contournant l'espace public dans la mesure du possible, pour paraphraser Habermas. La circulaire ministérielle dont il est question se réfère d'ailleurs explicitement à la « Conférence nationale pour l'emploi, les salaires et le temps de travail » du 10 octobre 1997, qui a réuni les responsables des organisations patronales, des confédérations syndicales jugées représentatives, ainsi que le Premier ministre Lionel Jospin. Traditionnellement, ce type de réunion produit des accords interprofessionnels, par exemple lors des accords de Grenelle en 1968, qui correspondent au mandat de ces organisations. En ce qui concerne les objectifs des lois Aubry, la conférence tripartite sert pourtant de référence formelle inspirant la législation du travail.

Cette re-féodalisation des rapports des relations sociales devrait logiquement s'accompagner de formes d'adhésions plébiscitaires pour correspondre au modèle proposé par Habermas. Cela est effectivement le cas, lorsqu'on songe aux *référenda*, organisés dans plusieurs grandes entreprises françaises, visant à faire approuver des accords dérogatoires. Parmi les nombreux exemples, un cas récent concerne le site de production de Vénissieux de l'entreprise Bosch, ou la section cédétiste a fait approuver par référendum un accord prévoyant l'allongement du temps de travail, dont elle est la seule signataire. Comme le management a conditionné le maintien de l'emploi à la ratification de l'accord, une majorité de salariés se sont sentis obligés de l'approuver. Le fait qu'il s'agisse d'une adhésion plébiscitaire apparaît clairement dans le fait que la CFDT a perdu près de la moitié des sièges qu'elle détenait au sein du CE, lors des élections professionnelles internes intervenues peu de temps après le référendum, passant de 70 % des voix à 40 %.

En tant que confédération, la CFDT a signé l'énorme majorité des accords d'entreprise. Sur 618 accords conclus dans la métallurgie que le syndicat a analysé, 93 % ont été signés par la CFDT, contre 25 % pour la CGT. Pourtant, lors des élections professionnelles et prud'homales qui ont suivi la période d'application des lois Aubry, depuis 2002, la centrale recule partout et a perdu environ 100 000 adhérents depuis.

Sur le plan politique, l'élection présidentielle au suffrage universel, qui affaiblit le débat démocratique par le biais de la personnalisation et de la simplification

Variations 18/04/06 13:40 Page 58

politique, est l'une de ces formes plébiscitaires. Comme Lionel Jospin a été éliminé dès le premier tour de cette élection en 2002, nous constatons qu'il n'a pas obtenu l'adhésion qu'il espérait, pas plus que la rédactrice de son programme électoral, Martine Aubry. La tentative de légitimer le droit du travail libéral contenu dans le projet constitutionnel de l'Union Européenne par un référendum présidentiel, soutenu par les « partenaires sociaux », les mass media et les partis de gouvernement, suit la même logique politique, qui est encore une fois sanctionnée le 29 mai 2005.

Comme la participation politique des salariés ne peut être assurée ni par la forme plébiscitaire, ni par la négociation dans le cadre privé des entreprises, leur expression publique prend des formes contestataires, comme cela s'est notamment vu lors des journées de grève interprofessionnelles de 2003 et lors du mouvement contre le CPE au printemps 2006.

En revanche, la mobilisation syndicale routinière en faveur du maintien des 35 heures et de l'emploi de février et mars 2005 nous paraît assez révélatrice de la base sociale réduite sur laquelle reposent les 35 heures négociées. En dehors d'importants cortèges de la fonction publique, qui défilaient aussi pour les salaires, les organisateurs ont eux-mêmes surtout dénombré des délégations des grandes entreprises du privé, qui ont conclu des accords assez avantageux. Pour élargir la mobilisation, les syndicats ont rapidement placé les revendications salariales au premier plan, en avril 2005. Dans un entretien récent, Martine Aubry résume à sa manière la base numériquement restreinte de salariés susceptibles de se mobiliser pour la défense des 35 heures : « *Aujourd'hui, 10 millions de salariés sont aux 35 heures : dans leur grande majorité, ils y sont attachés* » (*Le Monde*, 6/6/2004).

Plus haut, nous avons déjà souligné que seuls 2 millions de salariés sont directement concernés par un accord d'entreprise stipulant les 35 heures, et dont une partie significative se déclare insatisfaite. La manière dont Martine Aubry utilise les sondages d'opinion au sujet de la satisfaction des salariés concernant une loi qui porte son nom, à travers les entretiens qu'elle accorde à la presse, semble servir à légitimer la puissance publique qu'elle incarne. Il s'agit donc d'une *« publicité qui est déployée par le haut, afin de conférer un air de* good will *à certaines positions* » (Habermas, *op. cit.,* p. 270).

Divorce entre l'expérience des salariés et l'espace public

L'une des faiblesses de la conceptualisation habermassienne que nous avons évoquées est, à notre sens, le manque d'une réflexion cohérente au sujet de la relation entre les souhaits des salariés d'un côté, et l'espace public de l'autre. Chez Habermas, les souhaits d'autonomie, qui ne s'intègrent pas dans la circulation marchande ou dans l'administration bureaucratique, n'apparaissent pas comme des pratiques

Variations 18/04/06 13:40 Page 59

vécues par les acteurs, mais ils sont considérés uniquement sous l'angle de l'intégration sociale (Gorz, 1988, p. 213).

Le temps marchand et flexible est précisément guidé par les impératifs de la rationalité économique, comme nous l'avons établi : concurrence internationale, productivité du travail, production juste à temps. La question qui se pose est de savoir, si les expériences que les salariés font, en étant confrontés à la flexibilité, peuvent s'exprimer publiquement sans être subordonnées à des dispositifs plébiscitaires.

Manifestement, l'expression publique des salariés ne passe plus par la représentation de la classe ouvrière industrielle, qualifiée et masculine. L'un des fondements de la participation publique qui s'organisait dans ce cadre politique, non sans restrictions, était la régularité du temps social, qui donnait le rythme de l'expérience collective : « *L'ancienne réglementation du temps de travail avait favorisé la création de collectifs ouvriers dans les entreprises, par la contrainte commune, qui servait de fondement à la communication et à la formation de la solidarité… L'imaginaire social des ouvriers était alors caractérisé par une conscience dichotomique : "nous en bas, vous en haut". Le destin commun et le travail corporel étaient les traits caractéristiques de cette identité de soi.* » (Negt, 2001, p. 198).

Cette structure de communication, qui était marquée par la contrainte collective, permettait la formulation de souhaits collectifs, à défaut d'exprimer les souhaits d'autonomie de chaque salarié. Nous avons vu que les revendications d'autonomie, dans le sens d'une émancipation des contraintes du travail, ont contribué à déconstruire l'ancienne culture ouvrière, dès les années soixante. La critique du travail et de l'éthique protestante ont précisément constitué l'un des éléments du projet originaire des 35 heures.

L'individualisation des situations contractuelles et la flexibilisation des temporalités du travail achèvent la désorganisation des structures de communication traditionnelles, tandis que les nouvelles formes de délibération des salariés sont encore faiblement développées. Nous pensons notamment aux groupes d'expression indépendants, aux assemblées de débat sur les expériences de la flexibilité, aux collectifs de précaires et aux associations de chômeurs, ainsi qu'aux coordinations.

Pour le moment, la déstructuration de l'expérience commune semble prévaloir. Dans les grandes entreprises, les temps de discussion sont écourtés, sinon supprimés dans le cadre de la flexibilité, alors que les équipes et les individus changent sans cesse. Ils n'ont qu'à peine le temps de construire des rapports de confiance et de communication horizontale. La flexibilité du temps empêche précisément l'échange entre salariés au sujet de l'expérience vécue de la flexibilité. Le temps partiel et les contrats à durée indéterminée contribuent également à démembrer les rythmes communs aux salariés, rendant plus difficile la prise de parole et la discussion collective.

Variations 18/04/06 13:40 Page 60

Au niveau de l'espace public, les représentations semi-privées de la flexibilité que nous venons de décrire, ainsi que la publicité politique de type plébiscitaire, tendent à empêcher une délibération portant sur les souhaits des salariés. Dans le même temps, les mass media et l'industrie de la culture neutralisent une grande partie du temps libre. Le démembrement flexible des temporalités sociales, et la subordination du temps libre à la sphère privée, s'enchevêtrent ainsi : « *La pénétration des médias dans la sphère privée, qui favorise le divertissement et la dispersion de l'imaginaire individuel, est anticipée par le découpage de la force de travail dans les différents domaines de la production* » (Negt, 2001, p. 199). Pendant ce temps, syndicats et partis de masse contribuent majoritairement à reproduire les anciennes structures organisationnelles, devenues inopérantes pour la communication entre salariés. Les mobilisations syndicales récentes en faveur des 35 heures se distinguent en ce sens par une grande indétermination des objectifs, masquée par la réduction à des revendications quantitatives assez abstraites.

Nous avons souligné la transformation de la mobilisation française pour la défense des 35 heures en négociation quantitative et procédurale pour l'augmentation des salaires. L'hétérogénéité et la complexité de l'expérience des salariés, qui porte les stigmates des multiples formes de la flexibilité, ne permettent manifestement pas la formulation de revendications qualitatives. Ainsi, la mobilisation syndicale pour les 35 heures se solde par un gain salarial de 0,8 %. En conséquence, elle reproduit le mouvement d'abstraction qu'opèrent les sondages d'opinion, soucieux de transformer l'expérience vécue en options chiffrées, indéterminées et désincarnées.

En dépit du caractère hétéroclite des situations temporelles des salariés et qui donne l'impression d'une dispersion individuelle des temps de travail, une analyse approfondie permet de concevoir la cohérence relative de ces situations, au sein d'une organisation sociale du travail axée sur la flexibilité. Un ensemble de typologies tend ainsi à composer un tableau d'ensemble : Le management flexible et complexe des horaires au sein des grandes entreprises, les tendances à l'allongement direct du temps de travail dans les PME, les situations contractuelles éphémères ou précaires servant à combler des besoins à court terme dans l'industrie et les services, pouvant alterner avec un chômage intermittent, ainsi que le chômage de longue durée qui joue un rôle de contre-exemple tout en renforçant la concurrence sur les marchés de travail accessibles.

L'ensemble du processus de flexibilisation-précarisation a des conséquences directes sur la structuration des espaces publics européens, qui se manifestent entre autres sur le plan électoral. La généralisation de la flexibilité des tempo-

Variations 18/04/06 13:40 Page 61

ralités du travail perturbe également les modes de communication entre salariés, ce qui peut se traduire dans leur expérience de la prise de parole et de la participation publique.

Ce manque de participation publique est partiellement surjoué par une forme de publicité médiatique autour des négociations que mènent les organisations syndicales et patronales sous le patronage des institutions politiques et de leurs représentants. Cette publicité, qui ne constitue pas un espace public, se manifeste sous la forme de l'encadrement légal des négociations d'ordre privé, entre management et représentants syndicaux (lois de Robien, Aubry et Fillon).

La délégation des négociations et délibérations au sujet du temps de travail à l'espace privé des entreprises, crée un manque de légitimité que les principales organisations politiques, syndicales et patronales cherchent à combler par « l'adhésion plébiscitaire » (Habermas). Ces tentatives ont pourtant été vouées à l'échec, en France et aussi en Allemagne, où le gouvernement Schröder n'a pas trouvé de majorité parlementaire en 2005. Ceci après avoir contré la grève des métallurgistes est-allemands pour la généralisation des 35 heures en 2003 et après avoir imposé un programme de sanction à l'égard des chômeurs en 2004.

La transformation de l'espace public en un champ publicitaire et plébiscitaire se trouve renforcée par le déplacement du pouvoir normatif vers le plan européen, où s'élaborent de nouvelles normes du travail. Ainsi, le parlement européen a établi la semaine légale du travail à 48 heures et discute son extension jusqu'à 60 heures.

Vers l'espace public oppositionnel

Une autre construction de la réduction du temps de travail est pensable. Elle serait fondée sur l'expérience vécue des salariés et portée par leur prise de parole au sein d'un mouvement social permanent. Les grèves allemandes de 1984 pour le passage aux 35 heures, les manifestations du Lundi des précaires est-allemands de 2004, et les mobilisations hexagonales de décembre 1995 au printemps 2006, ne constituent qu'une amorce éphémère d'un tel mouvement, qui nécessite un espace public oppositionnel pour s'exprimer. Nul déterminisme social ne peut résoudre cette question ouverte. Après avoir constaté les apories de l'espace public bourgeois, les chercheurs sont invités à développer leur *écoute sociologique*, et à prêter une oreille ouverte aux murmures et cris qui sortent des subjectivités entravées par le travail.

Variations 18/04/06 13:40 Page 62

Références bibliographiques :

Adorno, Theodor, *Drei Studien zu Hegel*, Suhrkamp, 1963.
Adorno, « Freizeit » in : *Kulturkritik und Gesellschaft*, Suhrkamp, 1997.
Adorno/Horkheimer, *Dialektik der Aufklärung*, Suhrkamp (1944) 1990.
Boltanski/Chiappello, *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, Gallimard, 1999.
Brunhes, Bernard, « Un grand chantier pour les partenaires sociaux » in Meda (Dir.), *35 heures, le temps du bilan*, Desclée de Brouwer, 2001.
Bloch-London/Pélissier, *La Réduction du temps de travail*, La documentation française, 2003.
Code du travail, éditions PRAT, 2005.
DARES, « 35 heures, 3 ans de mise en place du dispositif Aubry », *Premières synthèses*, 2002
DARES, « Organisation du travail, comment les salariés vivent le changement ? », *Premières synthèses*, 6/2003.
FGMM-CFDT, « L'accord du 28 juillet 1998 », *Bulletin du militant*, 1998.
FGMM-CGDT, « Les accords de RTT signés dans le champ de la métallurgie française depuis 1998 », *Bulletin du militant*, 5/2001.
Gorz, André, *Métamorphoses du travail*, 1988.
Habermas, Jürgen, *Strukturwandel der Öffentlichkeit*, 1962/1990.
Habermas, *L'Espace public. Archéologie de la publicité comme dimension normative de la société bourgeoise*, Payot, 1992.
Liaisons sociales (collection), *35 heures : L'intégralité des lois Aubry, décrets et circulaires*, éd. Liaisons sociales, 2000.
Miné, Michel, *Droit du temps de travail*, Montchrestien, 2004.
Naville, Pierre, *De l'aliénation à la jouissance*, Anthropos, 1970.
Negt, Oskar, *Arbeit und menschliche Würde*, Steidl, 2001.
Olivesi, Stéphane, « Les PME face aux 35 heures », *Le Débat*, 10/2001.
Touraine, Alain, *La Voix et le regard*, Seuil, 1984.
Touraine, Alain, *Sociologie de l'action*, Seuil (1966) 1999.
Vincent, Jean-Marie, *Critique du travail. Le faire et l'agir*, PUF, 1987.
Wieviorka, Michel, « Movements sociaux et anti-mouvements sociaux de demain » in Vakaloulis (Dir.) *Les mobilisations collectives*, PUF, 2001.

En apesanteur. La CGT face à la privatisation d'EDF-GDF

Adrien Thomas*

Le constat est unanime : le syndicalisme hexagonal ne va pas bien. Les indicateurs de la crise sont connus. Pertes d'adhérents, influence politique en baisse, division syndicale, défaites à répétition (retraites, sécurité sociale, code du travail). Des secteurs entiers du privé sont des déserts syndicaux. Les quelques bastions syndicaux restants se concentrent dans un secteur public en érosion. Le taux de syndicalisation moyen de 8 % dissimule des disparités importantes d'implantation : tandis que la syndicalisation est de 15 % dans le secteur public, elle atteint péniblement 5 % dans le privé.

Au cours des deux dernières décennies, le syndicalisme français s'est toujours davantage retranché dans ses bastions du secteur public. Ce qui a eu pour effet d'aggraver encore ses difficultés. Le retranchement a rendu plus difficile la mutualisation des ressources qui aurait pourtant été nécessaire à l'extension du syndicalisme vers de nouveaux secteurs (services, sous-traitance, petites entreprises). Il a aussi renforcé la dépendance d'arrangements corporatistes, hérités du passé, dans lesquels la forte institutionnalisation du syndicalisme et des rapports de coopération étroits avec le management posent des limites à la mobilisation des salariés par les syndicats.

Le processus de privatisation des deux bastions cégétistes EDF-GDF illustre bien les tiraillements du syndicalisme de bastions entre accords de sommets et mobilisation des salariés. Le compromis historique entre management et CGT, qui a été à la base du fameux « modèle EDF », a enfermé le syndicalisme dans des routines et structures institutionnelles dépassées. La volonté de perpétuation du communautarisme d'entreprise EDF-GDF n'a pas seulement posé des frontières au déploiement de la solidarité vers l'extérieur, mais aussi au développement de la solidarité interne, renforçant la fragmentation du syndicalisme et du salariat dans les entreprises. L'intégration de la fédération CGT de l'énergie dans une logique d'accompagnement de la privatisation a diminué sa capacité, mais aussi sa volonté de mobiliser les salariés[1].

* Adrien Thomas est allocataire de recherche à l'IEP de Paris, actuellement chercheur associé au Centre Marc Bloch à Berlin.

Variations 18/04/06 13:40 Page 64

Compromis social périmé

En 2003, le secrétaire général de la CGT de l'énergie, Frédéric Imbrecht, menaçait le gouvernement de l'époque d'une « confrontation majeure » en cas de privatisation d'EDF et GDF. Deux ans plus tard, en 2005, le gouvernement Villepin a ouvert le capital d'EDF-GDF, laissant un goût amer de défaite à beaucoup de syndicalistes CGT. Le conflit majeur annoncé n'a pas eu lieu, même si les électriciens et gaziers ont mené en 2004 une lutte d'ampleur contre la privatisation de leurs entreprises. Les tergiversations de la CGT – prise entre une logique d'arrangements avec le gouvernement et une volonté d'opposition à la privatisation – ont été manifestes au cours du mouvement.

Depuis la nationalisation du secteur de l'énergie en 1947, la CGT dispose à EDF-GDF d'une situation exceptionnelle. Pendant les Trente glorieuses, la CGT a quasiment cogéré EDF-GDF, selon le principe : aux ingénieurs, l'organisation de la production ; aux syndicalistes, la gestion du personnel. La CGT s'est ainsi retrouvée à faire un « syndicalisme administratif » [2], installé, disposant de moyens, mais peu militant. Expression de son patriotisme d'entreprise, la CGT traçait un trait d'égalité entre la défense des intérêts des entreprises EDF-GDF, les intérêts des salariés et ceux de la société en général (notamment en ce qui concerne le nucléaire). Depuis les années quatre-vingts, le partage des rôles entre management et CGT est en érosion. Le management a cherché à « normaliser » EDF-GDF en alignant les règles de gestion sur celles du secteur privé, avec la recherche d'une plus grande productivité et le développement de la flexibilité. Si les structures formelles de la cogestion ont été maintenues (organismes paritaires…), le management d'EDF-GDF les a vidées de leur fonctionnalité pour mieux marginaliser la CGT.

La CGT a cependant réussi à conserver sa position dominante avec plus de 50 % des voix aux élections de représentativité internes à EDF-GDF et plus de 1 000 permanents syndicaux cégétistes (ce qui fait aujourd'hui environ un permanent sur 37 syndiqués). La CGT a aussi gardé le contrôle de la CCAS – le fameux comité d'entreprise d'EDF-GDF – et de son budget annuel de plus de 400 millions d'euros. Forte de sa majorité absolue, la CGT essaiera de défendre pied à pied le compromis fondateur contre les politiques de « modernisation » et de normalisation managériales. La confrontation avec le management va culminer en 1995 et déboucher sur un compromis renouvelé, dont les coordonnés vont marquer l'ultime phase du processus de privatisation (2002-2005).

Variations 18/04/06 13:40 Page 65

Point de rupture

Si le mouvement des électriciens et gaziers en novembre-décembre 1995 n'a pas été aussi visible que celui des cheminots, de nombreuses unités EDF-GDF ont connu des grèves de plus de trois semaines pendant l'hiver 1995. Le mouvement a pris des formes dures dans beaucoup d'endroits, allant jusqu'à des conduites de rupture (aux yeux du management) comme l'envahissement de salles de commandes de centrales nucléaires. Près de 2 500 conseils de discipline ont été convoqués par les directions à la fin du mouvement et une pluie de sanctions s'est abattue sur les agents grévistes, le plus souvent des membres de la CGT. Le bilan de la grève de 1995 divise les dirigeants d'EDF-GDF. Deux camps s'affrontent : les partisans d'un compromis renouvelé avec la CGT et ceux qui veulent continuer à marginaliser l'organisation syndicale majoritaire. Les partisans de la réintégration de la CGT l'emporteront avec la nomination à la présidence d'EDF de François Roussely en 1998 par le gouvernement de la gauche plurielle.

Le renouvellement du partenariat avec la CGT ne signifiera néanmoins pas un retour au modèle des origines. Alors que le compromis historique entre la CGT et les directions d'EDF-GDF reposait sur une conception partagée du service public, le compromis établi à la fin des années quatre-vingt-dix a comme finalité, aux yeux du management, de rendre possible la privatisation des deux entreprises publiques. Dans une logique d'échange politique, le management offre du « grain à moudre » aux syndicats, tel que le maintien des droits syndicaux ou la garantie du financement de la CCAS à travers le prélèvement de 1 % du chiffre d'affaires[3]. Le changement de pied du management rencontre un accueil favorable de la part de la direction de la CGT de l'énergie, qui adopte une attitude ambiguë lors de la transposition de la directive européenne de libéralisation du marché de l'électricité en 1999.

Alors que la fédération CGT de l'énergie s'est toujours dite opposée à l'ouverture à la concurrence et qu'elle organise une importante manifestation à Paris en février 1999 pour s'opposer à la directive européenne de libéralisation, le secrétaire général de la CGT de l'énergie, Denis Cohen, évoque, au même moment, la possibilité d'une « transposition de gauche » de la directive. Ce tournant abrupt d'une partie de la direction fédérale provoque de vives réactions : « Des discussions violentes ont lieu au sein de la Fédération. Certains sont accusés de brader le fonds de commerce syndical : le service public, les acquis sociaux et salariaux des agents. Les autres répondent vouloir simplement sauver les meubles[4]. »

Dorénavant, le tournant politique vers un nouveau partenariat avec le management ne sera plus défendu en interne par la direction de la CGT de l'énergie.

Variations 18/04/06 13:40 Page 66

Alors que les syndicats CGT de base dans les unités d'EDF, et leurs dirigeants locaux, continuent très majoritairement à défendre une politique d'opposition à la privatisation, le sommet de l'organisation glisse vers une logique de négociation et d'accompagnement de la modernisation, tout en tenant en interne un discours d'opposition à la privatisation, « dans un faire qui se veut parlant, faute de choquer en le disant [5] ».

Lignes de division

Pour les dirigeants nationaux de la CGT de l'énergie, la ligne d'accompagnement de la privatisation, ainsi que l'obtention de contre-parties en termes d'avantages sociaux pour les salariés et d'avantages institutionnels pour la fédération, prennent le pas sur l'organisation de la riposte au projet de privatisation. Une partie des responsables syndicaux nationaux pensent qu'il n'est plus possible (ou même souhaitable) d'empêcher la privatisation d'EDF-GDF. « À quoi bon mourir debout dans un combat qui ne sert à rien ? » s'interrogera le dirigeant de la CGT de l'énergie, Denis Cohen, en octobre 2002 dans *L'Expansion*.

L'intériorisation par les directions syndicales du caractère inéluctable des évolutions et une vision pessimiste des possibilités de résistance se doublent d'une fascination pour l'univers néolibéral. Elle transparaît nettement dans un livre d'entretiens avec Denis Cohen. Il y reprend à son compte le langage et les préoccupations managériales, en évoquant, sans distance critique, « l'obligation de créativité, l'intelligence inhérente au changement de règles » induite par la « déréglementation », le caractère « séduisant » de la « mise en Bourse des activités internationales », la défense d'une « forme d'expansion "éthique", déclare que "fondamentalement, la mondialisation [lui] semble une bonne chose", et dénonce des "formes de corporatisme, voire de clanisme, qui minent notre profession" [6] ».

La reprise des préoccupations managériales reste largement confinée au sommet de l'organisation syndicale. Elle participe du rapport distancié qu'entretiennent les dirigeants syndicaux nationaux avec leurs mandants. La direction de la CGT de l'énergie mène les négociations avec le management et les responsables politiques, dans la cogestion ou l'accompagnement des politiques de modernisation et non à partir de leurs conséquences sur les salariés. L'espace-temps pris en compte dans les décisions se caractérise par son amplitude : les décisions sont évaluées à l'aune de critères de longue durée (les prochaines étapes de la déréglementation européenne, le renouvellement du parc nucléaire…) et en prenant en considération un périmètre élargi par rapport aux seules entreprises EDF-GDF (la branche des industries électriques et gazières, l'internationalisation des entreprises…).

Variations 18/04/06 13:40 Page 67

La pérennité des positions des permanents locaux dépend, d'une façon beaucoup plus directe que celle des dirigeants nationaux, de leur capacité à répondre aux aspirations des syndiqués et salariés, puisque le nombre de permanents des syndicats locaux est établi en fonction du nombre de voix obtenu au niveau local. Les syndicalistes dans les unités et services doivent ainsi beaucoup plus tenir compte des exigences des adhérents et salariés que les dirigeants fédéraux. La déconnexion de l'équipe dirigeante de la CGT de l'énergie la rend perméable aux références et finalités des directions d'entreprise. Elle menace de placer le « sommet » de l'organisation syndicale en apesanteur par rapport à sa « base » dans les entreprises.

La fragmentation de l'espace interne des entreprises, la séparation des lieux de négociation officieux et officiels, la multiplication des instances de débat dans la fédération CGT et enfin le morcellement des entreprises EDF et GDF (sous-traitance, externalisations, recompositions des unités) creusent la différenciation entre des responsables nationaux intégrés dans l'élaboration des choix stratégiques, pouvant se croire en situation de maîtrise du temps et de l'espace, et les syndicalistes et responsables locaux, qui sont confrontés aux effets de choix de libéralisation et de rationalisation sur lesquels ils n'exercent aucune emprise et dont ils subissent les conséquences en termes d'accroissement de la densité du travail et de flexibilisation.

Les cadres d'échange informels entre dirigeants syndicaux et responsables politiques ou économiques permettent l'accès à des informations confidentielles qui influencent la prise de décision, sans qu'ils puissent faire partie de son explicitation publique. Le caractère non public des discussions entre l'équipe dirigeante de la fédération et le management d'EDF-GDF, ainsi que la non-révélation des contre-parties en termes d'institutionnalisation syndicale (gestion de la CCAS) obtenues dans l'échange politique contribuent aux difficultés des équipes militantes au plan local à évaluer les avantages et les désavantages de l'échange politique. En fonction de leur situation dans l'appareil et de leur niveau d'information, mais aussi de leurs intérêts spécifiques, les différentes strates de l'appareil et les militants calculent les avantages et désavantages de l'échange politique avec des unités de mesure différentes.

« Camarades ou Judas ? »

L'échange politique à EDF-GDF repose sur la fragmentation interne de l'organisation syndicale et la coupure entre salariés et représentants syndicaux associés aux négociations. L'émergence d'un espace de discussion autonome des routines institutionnelles met par conséquent en danger la logique de cogestion des relations sociales parce qu'elle crée la possibilité d'un dépassement de la

Variations 18/04/06 13:40 Page 68

fragmentation interne. La tenue d'une consultation du personnel d'EDF-GDF en janvier 2003, à l'initiative de la CGT, a ainsi heurté la logique de cogestion de la privatisation. Le référendum, qui a porté sur un accord négocié avec le management sur le régime spécial de retraite des électriciens et gaziers, a révélé un véritable effondrement de la représentation syndicale. L'accord est rejeté par 53 % des agents EDF-GDF (avec un taux de participation de 75 %), alors qu'il est soutenu par une partie de la direction de la CGT et la majorité des syndicats (CFDT, CFTC, CGC). L'enjeu a été de taille. La réforme du régime spécial de retraite des agents d'EDF-GDF était un préalable indispensable à la privatisation parce que l'existence même d'un régime spécial, financé directement sur les comptes d'exploitation des entreprises, rendait les deux entreprises peu attractives pour les investisseurs.

L'échange politique entre directions syndicales, emmenées par la CGT, et directions d'entreprises portera sur l'acceptation implicite de la réforme du mode de financement du régime de retraite contre le maintien partiel des prestations. Cependant, le caractère trop transparent de l'échange politique, qui implique en effet une acceptation tacite de la privatisation, ainsi que le suraffichage des bonnes relations entre la CGT et le management d'EDF, vont provoquer des ruptures au sein de l'appareil de la CGT de l'énergie et mener à des conflits ouverts entre partisans et opposants de la signature de l'accord. De nombreux responsables CGT ne retrouvent ni leurs valeurs, ni leurs intérêts dans un accord qui prépare la privatisation et remet en cause le régime de retraite relativement avantageux des agents d'EDF-GDF. La logique de cloisonnement de l'échange politique corporatiste – limité aux frontières des deux entreprises et dissociant les questions du régime spécial de retraite et du statut des deux entreprises publiques – est rompue par des dirigeants fédéraux CGT oppositionnels qui s'expriment dans la presse, révèlent les désaccords internes et prennent à témoin l'opinion publique dans une démarche d'extériorisation du conflit. En créant un espace de débat et en posant un choix clair (entre le vote « oui » et « non »), la consultation suscite la mobilisation des militants et des cadres syndicaux de la CGT opposés à l'accord. Des argumentaires critiques sont élaborés par des syndicats locaux contestataires, le réseau intranet des entreprises est utilisé pour faire circuler des commentaires du texte de l'accord et des comptes-rendus d'assemblées générales du personnel interpellent d'une manière parfois très virulente la direction fédérale.

Le contraste (trop apparent) entre la relative tension des relations professionnelles dans beaucoup d'unités et le caractère apaisé et routinier des négociations au niveau national nourrit des accusations de trahison contre des dirigeants cégétistes nationaux. Un compte-rendu d'assemblée générale,

Variations 18/04/06 13:40 Page 69

envoyé par un syndicat CGT local à la direction fédérale pour lui demander de ne pas signer l'accord sur les retraites, illustre la virulence de certains échanges : « CECI EST NOTRE ULTIME AVERTISSEMENT, au demeurant partagé par de plus en plus d'électriciens et gaziers dans ce pays. Le résultat de vos actes futurs conditionnera la continuité ou la cessation de notre appartenance à notre chère CGT. Recevez, camarades ou JUDAS, nos très amères salutations[7]. »

Face à la campagne de terrain des opposants, la direction fédérale de la CGT Énergie et les syndicats minoritaires (CFDT, CGC, CFTC) n'arrivent pas à initier une contre-mobilisation. Les directions d'EDF-GDF organisant alors une campagne de communication en faveur de l'accord sur les retraites, présenté comme un compromis équilibré entre les exigences « modernisatrices » des entreprises et les intérêts des salariés. Mobilisant l'encadrement, le management se substitue aux directions syndicales défaillantes : des réunions de service sont organisées afin « d'expliquer » le relevé de conclusions et un numéro vert est mis en place. L'hostilité de nombreux salariés aux orientations du management rend pourtant cet activisme largement contre-productif.

Le court printemps de l'énergie

Après l'échec du référendum, le discours de la fédération CGT de l'énergie prend une inflexion plus radicale. Le nouveau secrétaire général, Frédéric Imbrecht, évoque même le risque d'une « confrontation majeure » dans le cas d'une modification du statut d'EDF-GDF. Dans la pratique cependant, la ligne d'accompagnement de la privatisation n'est pas abandonnée. La difficulté pour la CGT de l'énergie étant de conduire les négociations avec le gouvernement – sur une ligne d'acceptation de la privatisation en échange d'avantages sociaux et d'une institutionnalisation syndicale maintenue - sans trop donner prise à des accusations de « trahison ». Frédéric Imbrecht explicitera, après le vote du changement de statut, la ligne de conduite de la fédération de l'énergie lors des négociations : « Dès lors que la question du changement de statut n'est pas négociable, ni pour le gouvernement, ni pour les syndicats, pourquoi nous serions-nous interdits d'avancer sur d'autres points ? » (*L'Humanité*, 1er juillet 2004).

Le cloisonnement et la fragmentation continuent à marquer la politique de la CGT pendant le « printemps de l'énergie » 2004. Alors que la direction de la CGT de l'énergie mène les négociations avec le gouvernement et établit le calendrier des grandes échéances de mobilisation nationales avec cinq journées d'action qui ont connu des taux de grévistes allant de 50 % (le 8 avril) à 4 % des effectifs (le 8 juillet 2004), les équipes militantes déploient un grand

Variations 18/04/06 13:40 Page 70

nombre d'activités au plan local. De nombreuses interventions sur le réseau électrique et l'outil de travail sont effectuées : coupures de l'éclairage de nuit dans des villes, enlèvement des compteurs d'électricité de députés, « dératisation » (enlèvement des souris d'ordinateurs dans les services), dégonflage des pneus des véhicules de service, rétablissement du courant aux démunis (actions baptisées « Robin des bois »), basculement des particuliers en tarif de nuit, baisses de la production d'électricité. Ces actions témoignent de l'inventivité des équipes militantes, mais n'ont pas de réelle incidence sur la fourniture d'électricité, que la direction de la CGT n'a pas voulu mettre en danger : des membres de la direction fédérale CGT étaient présents dans les salles de dispatching en charge des prévisions de production pour intervenir auprès d'équipes grévistes qui baissaient trop la production d'électricité ou perturbaient son transport.

Contrairement au mouvement de 1995, où elle avait laissé faire les équipes militantes les plus radicales, la direction de la CGT de l'énergie surveille étroitement les formes de la conflictualité. Tout au long du conflit, la fédération CGT érige l'opinion publique, dont les sondages sont censés indiquer les variations d'humeur, en cible principale du mouvement. La popularisation de la grève implique, aux yeux de la direction fédérale, l'autolimitation des formes d'action et l'absence de coupures d'électricité de grande ampleur, ce qui réduit l'impact économique du mouvement. Les actions de coupure du courant menées par des équipes militantes radicalisées ne seront pas toujours soutenues par la direction fédérale. Quand des agents du Réseau transport d'électricité (RTE) coupent ainsi pendant plusieurs heures le courant sur une partie du réseau RER et RATP de la région parisienne, les porte-parole de la CGT de l'énergie condamnent l'action[8].

Fin de partie

Après trois mois de conflit, le vote en première lecture par l'Assemblée nationale, le 29 juin 2004, du projet de loi changeant le statut d'EDF-GDF (qui transpose également l'accord sur les retraites rejeté plus d'un an auparavant par les salariés), vient mettre un terme à la grève. La direction de la CGT de l'énergie n'a pas atteint ses objectifs majeurs proclamés (empêcher le changement de statut et la privatisation). Elle essaiera cependant de valoriser l'obtention d'avancées relativement annexes comme la limitation de l'ouverture du capital à 30 %, des augmentations de salaires et de nouvelles embauches. Quelques jours plus tard, la réforme de l'assurance maladie est votée à l'Assemblée nationale. Dans une sorte d'anti-novembre/décembre 1995, le printemps 2004 a ainsi vu acté, sans crise majeure, la modification d'un régime spécial de retraite

Variations 18/04/06 13:40 Page 71

(celui des électriciens-gaziers), le changement de statut de deux entreprises emblématiques du secteur public (EDF-GDF) et une réforme de la sécurité sociale. Le changement de statut se traduit en 2005 par l'entrée en bourse d'EDF et Gaz de France. Contrairement à 1995, la déconnexion des échéances et des thématiques de la mobilisation a prédominé dans la séquence 2004-2005, laissant au gouvernement la maîtrise du programme des réformes.

La confusion entre assise institutionnelle et puissance syndicale a pendant longtemps conféré un sentiment de sécurité illusoire au syndicalisme CGT à EDF-GDF. Alors que la défense des intérêts des salariés aurait rendu nécessaire le dépassement des structures de cogestion et des routines de négociation dépassées, la CGT de l'énergie s'est accrochée aux pratiques du passé. Réclamant un retour au compromis historique de 1946, auquel le management et le gouvernement n'avaient aucunement l'intention de revenir, les dirigeants de la CGT de l'énergie ont fini par glisser vers un accompagnement résigné des évolutions, sans vouloir – et sans pouvoir – l'assumer vis-à-vis de leur base militante et d'une partie de leur appareil. Au risque d'une fragmentation de l'organisation syndicale mettant en question le ressort même du syndicalisme : la capacité à produire de la solidarité et à agir en commun.

Au moment du congrès confédéral de la CGT, la question des possibilités de renouvellement du syndicalisme se pose avec acuité. Les débats syndicaux sur le projet de Constitution européenne, les mobilisations interprofessionnelles, le rapport aux Forums sociaux ou les relations avec le mouvement social et les partis politiques soulèvent tous la question de la définition des frontières du syndicalisme – frontières programmatiques (mission politique du syndicalisme ou rôle strictement économique) et frontières organisationnelles (quels principes de regroupement de la diversité des adhérents). Le combat perdu d'EDF-GDF montre en tout cas les limites de l'institutionnalisation sans mobilisation et de la négociation sans mandat, mais aussi de l'enfermement de l'action syndicale dans des frontières d'entreprise ou de branche.

[1] Cet article repose en partie sur notre mémoire de DEA de science politique intitulé *Négociations sans mandat. La CGT de l'énergie et la consultation du personnel d'EDF-GDF du 9 janvier 2003*, sous la direction de Michel Offerlé et soutenu en 2004 à l'université Paris I – Sorbonne.

[2] L'expression est de René Le Guen, ancien président de l'organisation des cadres CGT à EDF et membre du Bureau politique du PCF (cité dans Jean-François Picard et al., *Histoire(s) de l'EDF*, Paris, Bordas, 1985, p. 168).

[3] Ainsi François Roussely a affirmé, le 30 juillet 2002, devant la Commission parlementaire de

Variations 18/04/06 13:40 Page 72

la production et des échanges : « Le prélèvement de 1 % du chiffre d'affaires pour les œuvres sociales, comme d'autres dispositions, telles que le tarif de l'électricité pour les agents, vaut la peine d'être préservé s'il s'agit du prix à payer pour une transformation paisible du statut de l'entreprise. » Dans un échange politique, le syndicat assure la paix sociale en échange d'une augmentation des ressources qui lui sont allouées par la direction et/ou d'avantages pour les salariés. Le syndicat doit ainsi choisir entre la rupture du consensus en vue de l'obtention de gains immédiats pour les salariés et une attitude plus « modérée » permettant le renforcement de ses propres positions institutionnelles, qui pourront aussi lui permettre d'obtenir des avantages futurs pour les salariés (voir Alessandro Pizzorno, « Political exchange and collective identity in industrial conflict. », dans Colin Crouch et al., *The Resurgence of Class Conflict in Western Europe since 1968. Volume 2,* Londres, McMillan, 1978).

[4] Hélène Meynaud, « Métamorphose ou permanence de la CGT à EDF en 1999 ? », dans Dominique Labbé, Stéphane Courtois, *Regards sur la crise du syndicalisme*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 142.

[5] *Stratégies du management – La lettre d'Henri Vacquin à destination des dirigeants patronaux et syndicaux*, décembre 2003.

[6] Denis Cohen, *Pour un syndicalisme durable*, Paris, Le Cherche midi, 2003.

[7] Typographie respectée. Texte envoyé par le syndicat CGT de l'équipe d'intervention mécanique de Castres à la direction fédérale, daté du 18 décembre 2002.

[8] Les menaces de répression des pouvoirs publics et des directions d'entreprise contribuent aussi à limiter la généralisation de formes d'actions radicales. La présence de la gendarmerie autour de certains sites sensibles, des enquêtes de la Direction de la surveillance du territoire (DST), des dépôts de plaintes et des menaces de sanctions, pouvant aller jusqu'au licenciement, exercent une pression réelle sur les grévistes. La menace de sanctions peut aussi amener des équipes militantes locales en rupture de ban à rechercher le soutien de la direction fédérale, qui peut faciliter des « arrangements » avec le management ou fournir un soutien juridique.

Les chemins obscurs de la Solidarité

Michal Koslovski *

Il y a à peine 25 ans, la Pologne provoquait l'enthousiasme de la gauche européenne et en particulier de la gauche française. Il semblait que les ouvriers polonais avaient apporté la réponse à la question fondamentale : comment sortir définitivement du « socialisme réel » sans succomber aux pressions de la droite néocapitaliste. Le moment était décisif : avec Reagan et Thatcher se préparait une nouvelle formule du capitalisme mondial, une formule devenue dominante de nos jours. Au lieu de trouver une troisième voie, Solidarnosc a finalement préparé le terrain à une grande transformation capitaliste sans précédent. La gauche d'aujourd'hui a autant de mal à comprendre cette contradiction qu'elle renonce à l'interroger.

Le mouvement issu des grèves d'août 1980 correspondait parfaitement aux standards marxistes de l'émancipation. Son noyau dur représentait la classe ouvrière de l'industrie lourde (les chantiers navals de Gdansk et Szczecin, l'usine de Varsovie Ursus fabriquant des tracteurs, les mines de Haute Silesie). La grève initiale de Gdansk avançait des revendications ponctuelles (la réintégration des camarades licenciés à cause de leur activité syndicale illégale) et économico-sociales (le niveau de salaires, les conditions de travail) mais la dynamique des événements a très vite dépassé le contenu relativement modeste des exigences initiales. Le réseau des usines qui commence alors à se mettre en place garantit non seulement le bien fondé des revendications, mais il permet aussi le contrôle de leur réalisation par l'État-parti. Or, la politisation de la lutte relevait de la situation « objective » dans la plupart des cas et se réalisait à travers la « prise de conscience » des intérêts collectifs. L'établissement d'un syndicat indépendant du pouvoir, centralisé et profondément démocratique était la suite nécessaire de cette prise de conscience. La conscience collective, sinon la conscience de classe, est le produit d'une simple nécessité. Au cours du mouvement, de nouveaux motifs apparaissaient progressivement : la cogestion au niveau des entreprises et le projet de la République autogestionnaire qui visait la participation du syndicat Solidarnosc à la planification économique

* Michal Koslovski est maître de conférences en philosophie et édite le semestriel *Bez Dogmatu* (Varsovie).

Variations 18/04/06 13:40 Page 74

centrale. Le fait que Solidarnosc ne disposait pas d'un programme global de réforme politique, ni d'une vision achevée de la société à venir, relevait certainement de circonstances géopolitiques. Pendant la guerre froide, le questionnement du pouvoir politique du parti unique n'était pas à l'ordre du jour. Paradoxalement, cette situation ouvrait pourtant de nouvelles possibilités.

En l'occurrence, les deux grandes tentatives de réforme au sein du bloc socialiste (celle de la Hongrie en 1956 et surtout celle de la Tchécoslovaquie en 1968) restaient étroitement liées à l'appareil du Parti. Imre Nagy et Alexander Dubcek, bien qu'ils jouissaient d'un soutien populaire considérable, réalisaient leurs réformes par le haut. Sans s'affranchir du modèle socialiste, ils introduisaient surtout des mesures de « libéralisation » en matière économique. Il s'agissait donc d'assouplir le collectivisme au profit de la « rationalité » et de l'efficacité économique. Du mois depuis « la lettre ouverte au parti ouvrier polonais » par Kuron et Modzelewski en 1965 (publiée en France par les éditions de la IVe Internationnale un an après), le scepticisme par rapport aux capacités émancipatrices des partis de l'Est grandissait. L'analyse de provenance trotskiste restait pertinente, selon laquelle l'appareil bureaucratique communiste se serait transformé en classe dominante poussant le système vers le modèle du capitalisme étatique. En tout cas, il y avait de bonnes raisons de se méfier des « réformateurs » internes au Parti.

Si le Parti se détachait de la classe ouvrière, Solidarnosc incarnait cette classe sans avoir recours à aucun intermédiaire sur le plan politique. La nouvelle organisation était radicalement égalitaire (« chacun a le même estomac » – criait le slogan syndical), massive (au moment de sa délégalisation par Jaruzelski en décembre 1981, le syndicat comptait 10 millions d'adhérents pour une population totale du pays de 36 millions) et très démocratique dans sa structure. Bref, Solidarnosc n'avait pas l'air d'un mouvement réactionnaire qui vise le retour à l'ancien régime et à tous les vices de la Pologne d'avant la Seconde Guerre mondiale. La privatisation et la reprivatisation notamment ne faisaient pas partie de l'horizon politique des militants syndicaux.

Bien entendu, les ouvriers devaient compenser leur déficit de capital culturel par leur alliance avec une fraction de l'intelligentsia. Les conseillers de Lech Walesa se recrutaient surtout au sein du KOR (Comité pour la défense des ouvriers) établi par Jacek Kuron en 1976, après la pacification brutale des grèves à Radom par le pouvoir. Le but du comité était de fournir une assistance légale aux ouvriers pendant leurs procès et d'assurer une aide financière à leurs familles. Le KOR fonctionnait sous pression et harcèlement constants, mais fut néanmoins toléré par le pouvoir. Certes, ses positions politiques manquaient de clarté, mais de toute évidence la plupart des militants se situaient à gauche.

Variations 18/04/06 13:40 Page 75

Beaucoup parmi eux étaient d'anciens communistes désenchantés par l'évolution du régime. La figure emblématique de l'opposition, Jacek Kuron, devint numéro deux de Solidarnosc et beaucoup d'autres prirent des postes importants dans les structures syndicales. La propagande officielle exploitait largement ce fait, afin de démontrer le détournement du mouvement ouvrier légitime par des éléments extérieurs, subventionnés par l'étranger. Malgré les soutiens considérables dont bénéficiait Solidarnosc de la part des États-Unis, il est difficile de prouver que ceux-ci passaient principalement par les anciens du KOR. La thèse du détournement vit aujourd'hui une deuxième vie, car elle est revitalisée par l'extrême droite qui vient d'accéder au pouvoir.

Le rire inopportun de Marx

La spécificité de la classe ouvrière polonaise réside dans le fait qu'elle était principalement issue de l'industrialisation communiste après 1945. Avant la guerre, il n'existait que quelques enclaves industrielles où se concentrait l'activité politique des socialistes et des communistes (Haute Silésie, Zaglebie, Lodz, Varsovie). De plus, le régime de Pilsudski venant de l'aile gauche du parti socialiste menait une politique de relative protection des ouvriers (la législation du travail mise en place dans les années vingt devance largement celle de la France, au moins jusqu'aux réformes du Front populaire en 1936). La misère extrême et la violence systématique de l'État frappent surtout la campagne avec ses millions de travailleurs agricoles sans revenu. La réforme agraire n'a jamais abouti, malgré les efforts de la gauche paysanne alliée aux socialistes. Les masses paysannes non polonaises (les « minorités » représentent à peu près 30 % de la population) se trouvent en situation encore plus difficile avec la montée du nationalisme au cours des années trente. À cette situation d'impasse sociale se rajoutent les effets atroces de la guerre : exécutions, expropriations et déportations à une échelle inconnue en Europe occidentale

Le but principal du pouvoir communiste après 1945 est de transformer les masses paysannes déshéritées en un prolétariat urbain qui deviendrait à son tour la base politique du pouvoir. Le « grand bond en avant » à la polonaise, qui visait à faire le boulot des capitalistes sans capitalisme, est une *success story* assez remarquable. La promotion sociale de millions de salariés est une réalité incontestable et non contestée, pas même dans la Pologne contemporaine. Elle est plutôt passée sous silence. Le progrès social en Pologne d'après guerre est d'autant plus impressionnant qu'il ne se réalise pas à travers une terreur généralisée envers des couches sociales entières (comme en Union soviétique), même si la terreur politique est effectivement mise en marche. L'économie socialiste est certes celle de la pénurie, mais la misère est progressivement éli-

Variations 18/04/06 13:40 Page 76

minée, les services sociaux deviennent accessibles, l'alphabétisation avance à grande vitesse, le plein emploi est assuré. Les salaires des ouvriers industriels figurent parmi les plus élevés de l'économie nationale et leur nombre est en hausse. En même temps, le rôle symbolique de la classe ouvrière – qui est supposée exercer sa « dictature » dans la démocratie populaire – et la réalité du pouvoir politique restent dans une évidente contradiction. Le Parti non seulement gouverne, mais joue surtout le rôle de démiurge par rapport au souverain. Les travailleurs sont considérés comme une sorte de matière première qu'il faut encore forger selon le modèle de la classe ouvrière occidentale. Et cela n'est pas faux. Cette nouvelle classe manque en effet d'une culture prolétarienne syndicale, associative et urbaine. Elle manque d'expérience dans la lutte politique et sociale contre le capital, mais elle est aussi en manque d'une culture de négociation et de compromis. Elle est très peu laïcisée, fortement empruntée de cultures autoritaire et patriarcale de provenance rurale.

Dans ce contexte, l'avènement de Solidarnosc est un grand succès du Parti, mais un succès auquel il ne s'attendait pas. Dans le cadre du régime, le prolétariat revendique enfin la place qui est la sienne et se trouve en face à face avec le Parti. Il était clair que ce dernier ne pouvait pas survivre à une telle confrontation. Personne ou presque ne soupçonnait tout de même que le prolétariat n'y survivrait pas non plus. Stefan Kisielewski, écrivain, compositeur et journaliste, un gourou de l'intelligentsia polonaise, qui était un ennemi acharné du régime et un radical conservateur « laissez-fairiste », a rapidement pris ses distances par rapport à Solidarnosc. Il a identifié le mouvement comme étant profondément marxiste, et cela malgré le cléricalisme et parfois même le nationalisme que le mouvement affichait. Il a considéré comme probable que les technocrates de l'État-parti allaient progressivement démanteler le socialisme réel. Solidarnosc victorieuse ne pouvait à son avis qu'empêcher ce processus. Kisiel avait tort et les propagandistes les plus primitifs du régime avaient raison. Ils avaient raison quand ils peignaient en noir les perspectives de la victoire de Solidarnosc : chômage de masse, retour des anciens propriétaires, misère générale, éducation payante et retour de la tuberculose. Le prolétariat victorieux s'abolit de lui-même, comme Marx l'a voulu, mais au même moment, il se transforme en main d'œuvre atomisée, sous-payée et totalement subordonnée, à quelques exceptions près. C'est cela, l'ironie de l'histoire.

La grande désillusion

L'épopée de Solidarnosc n'a duré que 14 mois. Le 13 décembre 1981, le général Jaruzelski déclare la loi martiale, le syndicat est réduit à l'illégalité, l'armée prend le pouvoir. À l'époque, Jaruzelski a très souvent été comparé à

Variations 18/04/06 13:40 Page 77

Augusto Pinochet, mais la comparaison est fausse. Le fameux discours de Jaruzelski, par lequel il justifie sa décision, est complètement dépourvu d'idéologie communiste. Il parle du danger de la confrontation, il parle de la situation économique désastreuse. Même si cela ne correspond pas à la réalité, il essaye de se présenter comme une instance médiatrice entre le Parti et le syndicat. Il ne fait pas allusion aux pressions soviétiques, mais il laisse entendre que la catastrophe nationale dont il parle concerne l'intervention militaire des alliés. En effet, Jaruzelski réussit le coup d'État le moins sanglant de l'histoire moderne (cent victimes environ et, plus étonnant encore, pas de tortures) et ce qui est le plus important, aucun leader de Solidarnosc n'est éliminé. Il ne s'agit pas ici de vanter l'humanisme du dictateur. Ce qui est notable, c'est que les conditions pour la solution politique à venir étaient sauvegardées et que le régime se détachait tacitement de sa légitimation idéologique. Les pourparlers de la table ronde et les conditions de transfert du pouvoir n'arrivent que six ans après la déclaration de l'état de guerre. Bien évidemment, les conditions internationales sont radicalement différentes à ce moment. Les réformes de Gorbatchev, la domination américaine incontestée et l'apogée du néocapitalisme libéral influencent profondément la scène politique polonaise. Il serait néanmoins intéressant de retracer la dynamique interne des changements socio-économiques et politiques en Pologne, avec ses sanctions, clivages et contradictions.

La conséquence la plus importante du coup de force de Jaruzelski fut la dissolution définitive d'un grand mouvement social. Bien qu'en 1989 Solidarnosc réapparaisse comme sujet politique puissant, son caractère est déjà altéré. Solidarnosc ne compte alors plus que deux millions de membres se distinguant par leur passivité politique. Les affaires politiques sont désormais gérées par Lech Walesa et son entourage. Il ne s'agit pas d'un complot et son leadership est incontestable. Les candidats aux premières élections parlementaires libres n'ont qu'une seule légitimité : une photo avec le leader. Solidarnosc n'est plus un mouvement, elle devient un emblème politique, un logo. Le système parlementaire a absorbé et digéré tous ses éléments hétérogènes. Le discours de la troisième voie fut remplacé par le discours du « retour à la normalité », voire par celui de la restauration de l'ordre naturel divin et du marché libre. Pour le néolibéralisme, l'enjeu politique était important – transformer son alter ego en un modèle à suivre. Il ne s'agit pas ici d'une simple trahison de clercs. Pendant quelques années seulement les anciens enjeux politiques disparaissent de l'horizon. L'égalitarisme n'est qu'une relique du passé, l'autogestion une dangereuse illusion. La seule mobilisation sociale plus large, au début des années quatre-vingt-dix, concerne l'interdiction de l'avortement et la cléricalisation

Variations 18/04/06 13:40 Page 78

des institutions publiques (concordat, catéchisme à l'école, financement de l'Église). Ce mouvement connaît un échec spectaculaire. Même le parti post-communiste approuve le rôle dominant de l'Église catholique. Cela n'est cependant qu'un symptôme, car l'aveuglement fut omniprésent. Jacek Kuron assure le calme social comme ministre du Travail, pendant que ministre des Finances, Balcerowicz, impose les réformes ultralibérales. Bien que Kuron soit devenu un critique sévère du nouvel ordre économique avant sa mort en 2004, son désaccord est passé presque inaperçu.

Sur le plan idéologique, la seule référence commune de tous les politiques issus de Solidarnosc est la baronesse Margaret Thatcher. De même, la loyauté envers les États-Unis est le seul point qui ne fasse pas l'objet de polémiques. Certains, comme le président du parlement actuel, le francophone Marek Jurek, n'hésitent pas à faire l'éloge du bon vieux général chilien pour sa fermeté dans la lutte anticommuniste. Le projet européen est généralement considéré comme un avatar du socialisme, voire de la Révolution française. Les seuls leaders européens qui méritent le respect de la classe politique polonaise sont Aznar (injustement privé du pouvoir) et Blair (en tant que défenseur de l'orientation atlantiste et de l'Europe des nations).

La Pologne, qui fut présentée à l'Ouest au cours des derniers 17 ans comme un modèle de la réussite de la transition, est aujourd'hui devenue l'exemple d'un modèle anti-social. Le chômage officiel se situe à 18 %, alors que 80 % des chômeurs n'ont droit à aucune aide sociale sigifiante [1]. Le SMIC ne représente que 30 % du salaire moyen. Le droit du travail – très libéral – est rarement respecté. La pénalisation, les incarcérations augmentent et sont applaudies par la majorité des citoyens (la population carcérale a dépassé le nombre de 84 000 sur 38 millions d'habitants, contre 60 000 sur 62 millions pour la France) [2]. La malnutrition des enfants progresse rapidement, ainsi que la misère et la pauvreté, lesquelles ont respectivement doublé et triplé depuis 1990. La pauvreté est de plus en plus héréditaire [3], féminisée et juvénile [4]. Les écarts de revenu n'arrêtent pas de progresser [5].

Ces problèmes sont marginalisés dans le discours public. Les seuls remèdes proposés sont davantage de libéralisation, des baisses d'impôts ou l'élimination de la corruption. Aucun débat sur le modèle économique n'est admis. Le syndicat Solidarnosc est en régression constante, se présentant comme profondément clérical et nationaliste. Le dernier rempart du syndicat est constitué par les grandes entreprises traditionnelles ayant échappé à la privatisation (p. ex. certaines mines), ainsi que par des usines privatisées où les accords collectifs garantissaient la lente transformation des rapports du travail. Dans le secteur privé dominant, le syndicat est pratiquement absent. Les militants syndicaux

Variations 18/04/06 13:40 Page 79

engagés existent, mais ils se trouvent désarmés devant la bureaucratie syndicale inerte, face à un patronat puissant et totalement dépourvus de moyens d'analyse de la situation.

En guise de conclusion

L'histoire de Solidarnosc exige une analyse critique. Ce qui devait être une alternative au thatchérisme est devenu son avant-garde. Le mouvement de la revendication de la justice sociale est devenu un moyen d'effacer cette aspiration du vocabulaire politique. Comment cela pouvait arriver ? Une partie de la réponse est que la conscience politique des débuts du mouvement était un amalgame d'éléments hétérogènes. Solidarnosc a essayé de réconcilier des tendances émancipatrices avec la nostalgie conservatrice, une religiosité autoritaire et un sentiment identitaire nationaliste. Ces éléments ont permis de transformer l'aspiration à la liberté en son contraire. C'est là où passe la ligne de clivage – aussi fine que primordiale – entre la colère émancipatrice et la frustration fasciste. Pour les sociétés européennes, l'expérience de Solidarnosc a une portée universelle. La Pologne n'est pas une simple périphérie, mais une périphérie importante et ambitieuse. La faiblesse sociale n'exclut pas l'ambition politique. Bien au contraire, l'une est compensée par l'autre. Dans un contexte très différent les résistances sociales en France comme en Allemagne se trouvent aussi désorientées que l'était Solidarnosc il y 25 ans. L'Est exerce une pression ultralibérale et conservatrice qui s'accorde bien avec celle venant d'Outre-Atlantique. Notre présent est peut-être votre avenir.

[1] http://www.stat.gov.pl/opracowania_zbiorcze/maly_rocznik_stat/2004/dzial6/obrazy6/rys15.htm

[2] http://www.sw.gov.pl/images/1134655836.pdf

[3] Elzbieta Tarkowska, Polska Bieda, http://www.pan.pl/academia/PL/nr04/tarkowska.pdf

[4] Wielis_awa WARZYWODA-KRUSZY_SKA, „Mi_dzygeneracyjna transmisja biedy zagro_eniem rozwoju dzieci i spo_ecze_stwa Bez Dogmatu 60, Varsovie 2004

[5] http://www.stat.gov.pl/dane_spol-gosp/warunki_zycia/syt_byt_gosp_2003/warunki_zycia03.doc

Raison politique et dialectique négative chez Adorno

Laurent Plet*

Dans un article de 1979 intitulé *« Omnes et singulatim » : vers une critique de la raison politique*[1], Foucault entend se démarquer de « certains membres de l'école de Francfort » en introduisant à « une autre manière d'étudier les liens entre la rationalisation et le pouvoir ». Non plus entreprendre une critique de la raison dont la forme historique remonterait aux Lumières, mais procéder à une analytique de la rationalité politique à partir des technologies du pouvoir telles qu'on les retrouve dans diverses expériences, celles de la folie, du crime, de la sexualité etc., dont la genèse devrait être cherchée dans l'émergence de « deux corps de doctrine : la raison d'État et la théorie de la police[2] ». Non seulement l'analyse du pouvoir, qui est au cœur de la pensée de Foucault, ne peut se déduire d'une théorie de l'État et de ses formes juridico-légales, à la manière de la philosophie politique pour laquelle la forme de l'État moderne serait une réponse au problème théologico-politique posé par la monarchie absolue, mais elle requiert une généalogie autre que celle qui ferait remonter notre modernité politique aux Lumières et à la double révolution politique et économique du XVIIIe siècle finissant.

Cette réorientation du regard critique – à la fois théorique et historique – trouve sa justification dans une question formulée au moyen du concept de « pouvoir individualisant[3] » que Foucault résume en conclusion de son article en ces termes : « La rationalité politique s'est développée et imposée au fil de l'histoire des sociétés occidentales. Elle s'est d'abord enracinée dans l'idée de pouvoir pastoral, puis dans celle de raison d'État. L'individuation et la totalisation en sont des effets inévitables. La libération ne peut venir que de l'attaque non pas de l'un ou de l'autre de ces effets, mais des racines mêmes de la rationalité politique[4]. »

C'est à partir de ce couple conceptuel individuation/totalisation que nous souhaitons tenter une première analyse de ce qu'Adorno nomme dialectique négative dans ses relations à la question du pouvoir et de la domination, ainsi que la rationalité qui leur est inhérente, afin de montrer qu'il y a des lignes de

* Laurent Plet enseigne à l'université de Caen.

Variations 18/04/06 13:40 Page 82

convergence en dépit des différences entre les objets historiques analysés et les travaux de recherches accomplis. Dans la mesure où Foucault peut déclarer sans plus de précision que s'il avait connu les travaux de la Théorie critique bien des efforts lui auraient été épargnés, nous nous intéresserons à la forme du penser dialectique exigée par Adorno, pour interroger ce lien supposé mais laissé en blanc à l'École de Francfort, plus spécifiquement à Adorno dont on ne sait quelle connaissance pouvait en avoir Foucault, notamment le texte le plus ardu intitulé *Dialectique négative*. Il faut rappeler ici, de façon générale, que Foucault manifeste le plus grand soupçon à l'égard de la dialectique, idéaliste ou matérialiste, dans la mesure où elle s'autonomiserait en une rationalité mécanique et abstraite de la contradiction, et réduirait la raison à la rationalité instrumentale au sens wébérien. Mais ce qui nous semble autoriser une reprise d'Adorno à partir de problèmes soulevés par Foucault, c'est une certaine mise à l'épreuve de la pensée par le politique : si l'écart entre Adorno et Foucault, dans leur manière de penser, paraît ne pouvoir être réduit (mais pourquoi devrait-il l'être ?), il n'en reste pas moins vrai que l'un et l'autre n'ont cessé de faire l'expérience de la pensée à partir de la question et de l'effectivité du pouvoir et de la domination. Foucault le dit et le répète dans ses cours et dans de nombreux entretiens, et la *Dialectique négative* d'Adorno constitue un « document » manifeste de cette expérience dont Auschwitz représente à la fois le paradigme et le lieu à partir duquel doit être interrogé le présent.

Lorsque Deleuze écrit que le problème de Foucault n'a jamais été autre que la question « que signifie penser[5] ? » nous supposons qu'il est nécessaire de prendre le verbe en un sens transitif de sorte qu'une telle question est commandée d'une certaine manière par son ou ses objets. Cela s'applique tout autant à ce qu'Adorno comprend sous le concept de dialectique négative : si la question de la possibilité du penser philosophique est posée, si le penser est penser du concept contre le concept, c'est parce que toute pensée est en même temps sanctionnée par le contenu, l'autre de la pensée, le « primat de l'objet » dont les noms sont aussi bien l'hétérogène, la dissonance, le rebut, la souffrance, la réification de la conscience, etc. Or cet autre de la pensée succombe, dans son effectivité historique concrète, aux faits multipliés de la domination dont l'individuation et le processus de socialisation totale représentent comme les deux formes à la fois contradictoires et convergentes sous le règne tout puissant du capitalisme tardif.

Interroger la pensée à partir de sa mise à l'épreuve du politique (terme sous lequel nous comprenons de façon toute générale la double question du pouvoir et de la domination, sans ignorer la complexité propre de ces deux concepts et des problèmes qu'ils indiquent) c'est en même temps poser la question de ce qui est politique et celle de ses enjeux pratiques – à savoir aussi bien la culture, les

Variations 18/04/06 13:40 Page 83

formes de l'opinion et les aspects sociaux et techniques de la télévision que le statut de l'Université – dans une actualité qui fait l'aveu ou déplore l'impuissance de la critique. Lorsque Adorno écrit dès les premières lignes de la *Dialectique négative* que la praxis est ajournée à perpétuité, on doit comprendre qu'il n'est pas question de renoncer à toute pratique mais que la théorie de la révolution prolétarienne, du prolétariat comme classe universelle accomplissant par son avènement l'émancipation de l'humanité, sa réconciliation avec elle-même et le sens de l'histoire est fausse, devenant dans un même mouvement idéologie parce qu'elle prétend s'identifier au cours réel de l'histoire. Par cette remarque il s'agit simplement de mettre en évidence l'aporie de la pratique révolutionnaire telle qu'elle fut jusqu'alors pensée, sans prétendre discuter la critique de la dialectique matérialiste, dont on peut dire cependant qu'elle prête le flanc, pour Adorno, à l'idéalisme contre lequel elle s'est dressée.

Si la critique, selon Foucault, ne consiste pas à élaborer une théorie de la totalité pour ensuite en déduire une pratique militante, révolutionnaire ou autre, elle ne peut cependant pas, comme anatomie détaillée du pouvoir, comme microphysique, faire abstraction des processus de totalisation à l'œuvre dans la société : son intention se manifeste dans l'effort pour fournir des outils d'analyse, de pensée, qui rendent possibles et nécessaires des luttes locales, régionales, c'est-à-dire intervenant dans des lieux, dans des institutions différenciés de pouvoir/savoir qui représentent à chaque fois des régimes propres de vérité. En ce sens, on se demandera s'il n'y a pas chez Adorno, dans ce qu'il nomme intervention, une semblable nécessité « de lutter contre la même calamité dont dépend toute chose particulière et qui pourtant apparaît dans le particulier seulement[6] ». Si la pratique qui se réfère à la totalité est exclue, ajoute Adorno, il n'en reste pas moins qu'elle ne doit pas se retourner contre le sujet en simple résignation et contre la pensée en une démission devant l'exigence contradictoire indépassable de toute critique : penser la totalité comme processus de socialisation totale et de réification des consciences et des corps contre toute totalité. Tel est le présupposé qu'Adorno exprime de façon paradoxale : penser le concept contre le concept ou encore la philosophie contre la philosophie.

Nous commencerons par développer ce paradoxe de l'impossible possibilité de la philosophie par lequel s'ouvre la *Dialectique négative* – le paradoxal est le chiffre d'une pensée qui sans cesse se bat avec et contre ses deux adversaires les plus indéfectibles, à savoir l'idéologie et l'idéalisme – afin, par la suite, de comprendre ce qui, dans le concept de dialectique négative et la logique de dislocation conçue comme présupposé de toute pratique philosophique possible, répondrait à l'idée d'une raison politique à laquelle Foucault en appelle dans le texte cité dans nos remarques liminaires.

Variations 18/04/06 13:40 Page 84

Adorno, le paradoxe de la philosophie et l'utopie

Non seulement Adorno introduit la *Dialectique négative* par l'intention d'en développer les paradoxes mais il est possible de déchiffrer les signes de l'utopie à partir de ce qu'il y a de paradoxal en elle, à savoir qu'elle ne peut être que négative jusque dans ses conditions concrètes, c'est-à-dire socio-historiques. Le *télos* de l'utopie n'est pas une identité retrouvée ou construite historiquement, mais avant tout un « ce qui ne doit pas être », dont Auschwitz constitue le paradigme, d'une part comme catastrophe effective, d'autre part comme menace du retour de la barbarie dans le présent. Lorsqu'on lui a reproché de chercher dans l'art une telle utopie, on a sans doute trop négligé le fait que l'œuvre d'art est précisément déterminée par cette catégorie de l'utopie négative, c'est-à-dire son inachèvement constitutif qui requiert non seulement une interprétation infinie mais contient en elle, à la manière de la langue, une historicité toujours inachevée.

Le paradoxe de la dialectique négative, conçue comme procès de la pensée qui l'accompagne dans chacun de ses mouvements, peut se comprendre à partir de deux propositions : d'une part « délivrer la dialectique de son essence affirmative » en se dressant contre toute la tradition dialectique, idéaliste ou matérialiste [7], d'autre part penser le concept contre le concept, c'est-à-dire, une fois présupposé que le penser philosophique n'est ni intuition des essences, ni ontologie, mais le procès du concept, déployer une critique immanente du concept – c'est-à-dire du rationnel – afin de briser et faire surgir en lui, à travers lui, ce qui lui est irréductible, hétérogène, l'objet qui oriente toute pensée. Adorno affirme jouer cartes sur table, autant qu'un penseur le peut, contre toute cette tradition philosophique pour laquelle, malgré ses démentis répétés, jusqu'à Hegel lui-même, le concept tend de façon immanente à la totalité, à l'autarcie, à l'identité fondatrice de sorte que le particulier qu'il prétend penser est dissous, annulé dans l'universel, véritable repos de la raison, caractère affirmatif du sérieux de la philosophie et de ses masques.

Mais cela ne signifie en rien que ce procès du concept serait une logique s'autoproduisant à partir du primat du concept devenu le sujet même du penser, sujet absolu de l'idéalisme hégélien que réfute Adorno. « Faire l'effort d'arriver au-delà du concept par le concept [8] », présuppose la thèse du primat de l'objet, du contenu (Gehalt), de son noyau temporel de vérité. Concept et objet, non pas sujet/objet ou être/étant, délimitent la possibilité de la philosophie dont l'impossibilité est en même temps, c'est-à-dire paradoxalement reconnue, dans ce qu'Adorno nomme la décision idéaliste préalable de toute philosophie, comme il l'écrit dans une note de 1965 [9] : « Livre sur la dialectique, introduction – Toute philosophie, en vertu de sa méthode, prend une décision préalable

Variations 18/04/06 13:40 Page 85

(Vorentscheidung) pour l'idéalisme. En effet, elle doit opérer avec des concepts, elle ne peut pas coller *(kleben)* la matière, le non-conceptuel, dans son texte (peut-être dans l'art le principe du collage est-il, sans en avoir conscience, la protestation contre le concept : par exemple la technique du collage chez Thomas Mann). Mais par là on assure aux concepts la primauté, comme matériau de la philosophie. La matière est elle-même une abstraction. Mais la philosophie est capable de reconnaître, de nommer ce "pseudos" nécessairement posé qui est le sien ; et si elle poursuit sa pensée à partir de là, ce n'est pas pour l'éliminer, mais pour se restructurer, de sorte que toutes ses propositions sont renversées dans la conscience de soi de cette non-vérité. Voilà précisément l'idée d'une dialectique négative[10]. » Ce renversement fait certes choir cette primauté du concept au bénéfice de celle du contenu, mais sans échapper au moment rationnel de son expression. Voilà pourquoi il y a utopie, c'est-à-dire en même temps négativité et excès de sens par rapport à ce qui est donné : « Mais ce que les concepts touchent de vérité par-delà leur extension abstraite ne peut avoir d'autre théâtre que ce qui est opprimé, méprisé, rejeté par les concepts. Ce serait l'utopie de la connaissance que de vouloir mettre au jour le non-conceptuel au moyen de concepts sans l'assimiler à eux[11]. » Si la dialectique est négative, c'est en outre parce que l'utopie dont il s'agit ne peut être pensée comme réconciliation ou rédemption du monde avec lui-même dans une pleine et ultime positivité. Ce qui se présente comme une positivité totalisante, c'est au contraire l'idéologie à laquelle se heurte sans fin la critique dont l'intention consiste à faire irruption en elle, à la briser en introduisant dans sa tendance à la totalité des failles qui en ébranlent la toute puissance. Cette puissance de l'idéologie est, pour Adorno, celle du monde administré, de la « surpuissance du train du monde[12] » à laquelle participent les sciences, l'industrie culturelle, les techniques mais aussi la philosophie. La profondeur de la philosophie – ses grands et prétendus éternels problèmes – l'esprit dont elle est comme la chair vivante cèdent à l'idéologie lorsque la « disproportion entre la puissance et l'esprit a voué le monde à l'hypercapitalisme et à l'expansion démesurée de la société[13] ». Adorno en donne une expression concise mais remarquable dès l'ouverture de la *Dialectique négative* : « L'architecte introverti de la pensée vit dans la lune que les techniciens extravertis sont en train de confisquer[14]. » L'architectonique philosophique, qui dès Aristote exprime le désir métaphysique de fondation et d'absolu, n'est plus qu'un vain jeu subjectif face à la domination scientifique et technique de la nature et de l'homme, considérée comme chiffre du progrès indéfini et irrésistible, progrès qui n'est plus celui de la raison pratique comme chez Kant, mais celui de la rationalité instrumentale à travers laquelle se réifient toutes les activités humaines socialisées, au sens où leur fait défaut la capacité à

Variations 18/04/06 13:40 Page 86

penser que le monde tel qu'il est n'est pas un destin, comme le disait Benjamin à propos du capitalisme pour en faire la critique, mais qu'il n'est pas encore ce qu'il devrait être, même s'il n'est pas possible de donner un contenu positif à ce devoir être. La dialectique négative n'est pas une résignation devant l'objectivité de la puissance mais au contraire résistance, utopie négative n'échappant pas, en tant que pensée et pratique, au paradoxe : « Face aux fantasmes de la profondeur qui dans l'histoire de l'esprit furent toujours bien disposés à l'égard de ce qui est établi – tout en le trouvant trop plat – la résistance serait la vraie mesure. La puissance de ce qui est établi érige les façades contre lesquelles bute la conscience. C'est cette puissance que la conscience doit tenter d'enfoncer. Cela seul arracherait le postulat de la profondeur propre à l'idéologie[15]. »

Adorno exprime en d'autres termes cet esprit de résistance dans un texte consacré à Kracauer. L'esprit dessine en négatif l'image d'un autre possible, en faisant prendre conscience de ce qui existe : au contraire en acceptant de s'asservir, de s'adapter il s'anéantit lui-même. Ce qui est commun à ces deux formes d'expression, c'est une même idée à l'œuvre dans tous ses écrits : la pensée critique, dialectique, doit rendre justice aux voix étouffées, réprimées par le vent vengeur et vainqueur de l'histoire, aux blessures vouées soit au silence soit à la sublimation. Parlant de Kracauer, il dit que chez lui « ce qui cherchait de façon pressante son expression philosophique, c'était une capacité de souffrance presque infinie[16] », ce qu'il traduit ainsi dans les termes d'une dialectique négative : « Elle (la pensée) obéit au désir d'expression du sujet. Le besoin de faire s'exprimer la souffrance est la condition de toute vérité. Car la souffrance est une objectivité qui pèse sur le sujet ; ce qu'il éprouve comme ce qui lui est le plus subjectif, son expression, est médiatisée objectivement[17]. » C'est un tel désir d'expression de la souffrance, qu'on se gardera de réduire à un simple pathos, à peine entendue par la raison raisonnante, qui condamne l'abstraction autosuffisante du concept et de tout idéalisme dont l'appel à la transcendance se fait d'autant plus pressant que l'ordre du monde est inflexible : ce qu'Adorno nomme « micrologie », en une référence explicite, quoique critique, à Benjamin, constitue l'un des moments du penser dialectique : penser le détail non pas à partir de concepts préformés, puisque cela reviendrait à répéter le geste idéaliste, mais *à partir de lui-même*, de son hétérogénéité, de sa dissonance. L'exigence philosophique de descendre jusqu'au détail, exigence qu'Adorno formule notamment avec Hegel contre Hegel pour penser l'historicité, relève encore une fois du paradoxe puisque si elle se fait d'en haut, à partir du concept, elle ne se laisse cependant guider d'en haut par aucune philosophie se contentant de penser *sur* les choses comme de simples exemplaires. Le concept vient se briser contre l'écueil du détail et ne reprend la mer

Variations 18/04/06 13:40 Page 87

que profondément transformé : ainsi en est-il de la dialectique lorsqu'elle se heurte aux grands problèmes philosophiques qui naviguent toutes voiles dehors sur l'océan de l'histoire[18].

Un détour par deux textes, l'un de Foucault dans *Surveiller et punir*, l'autre de Deleuze/Guattari dans *Qu'est-ce que la philosophie ?* nous permettra de préciser les enjeux et les difficultés relatives au statut d'un tel penser conceptuel. En effet, si la question initialement posée est celle du rapport entre la pensée et le politique, nous trouvons alors chez ces penseurs des points de rencontre engageant aussi bien la question du concept, de la philosophie et de la politique. Si *Surveiller et punir* « invente une nouvelle conception du pouvoir » face aux apories des positions traditionnelles de la gauche[19], cet ouvrage ne constitue en rien une théorie générale du pouvoir et de la domination, bien que les effets de pouvoir et de domination soient interrogés à chaque instant comme des faits qui traversent le corps individué et la totalité du corps social. Il ne s'agit pas de répéter une analyse du pouvoir à partir des concepts de répression ou d'idéologie[20], ce qui ne signifie pas que de telles choses n'existent pas, mais de faire une histoire corrélative de l'âme moderne et d'un nouveau pouvoir de juger ou encore « d'étudier la métamorphose des méthodes punitives à partir d'une technologie politique du corps où pourrait se lire une histoire commune des rapports de pouvoir et des relations d'objets[21] ». Cette analytique du pouvoir se définira alors comme une microphysique du pouvoir qui montre que « la discipline est une anatomie politique du détail[22] ».

Quelques remarques sont nécessaires. Tout d'abord lorsque Foucault parle du corps, sujet de punition et de discipline, c'est au sens d'une âme incorporée : ce qu'il faut atteindre, dans le système de la pénalité, à partir des années 1760, « ce n'est plus le corps, mais l'âme », idée qu'exprime avec force, selon Foucault, Mably : « Que le châtiment, si je puis ainsi parler, frappe l'âme plutôt que le corps[23]. » Et s'il faut dire que l'âme c'est le corps, contre tout dualisme cartésien, alors il faut surtout comprendre que les technologies de pouvoir cherchent à s'emparer, à modeler l'invisible, la profondeur par le visible, la surface : l'âme par le corps. Leçon nietzschéenne sans doute, qui oblige salutairement à ne pas simplifier, voire fétichiser, le concept de corps et le pouvoir s'exerçant sur lui. La psychologie et la psychiatrie, c'est-à-dire un savoir-pouvoir créant les institutions et les techniques adéquates à son exercice, l'auront bien mieux compris que certains discours voulant l'émancipation du corps et du sexe. Où, sur qui, en quels lieux, comment s'exercent le pouvoir ou mieux les pouvoirs comme stratégies multipliées, voilà un ensemble de questions que Foucault ne cesse de reprendre à partir des années 1975, tout au long de ses *Séminaires* et dans les nombreux entretiens accordés à diverses revues. La

Variations 18/04/06 13:40 Page 88

seconde remarque se rattache à ces pages qui caractérisent la discipline comme une anatomie politique du détail. Que les impatients ne protestent pas trop vite, dit en substance Foucault. Qu'est-ce que cela signifie, qui sont ces impatients ? Ne serait-ce pas ceux qui demandent une théorie générale établie sur un sol absolument ferme, par une méthode sûre et certaine, ceux pour lesquels la pensée et la critique ne peuvent se passer d'une architectonique aux fondements inébranlables, comme le requiert toute la tradition philosophique qui n'est point avare de la métaphore architecturale. Foucault, habile archiviste, maître en référence d'auteurs dits mineurs, cite et répond à ces impatients par la mise en garde du maréchal de Saxe : « Quoique ceux qui s'occupent des détails passent pour des gens bornés, il me paraît pourtant que cette partie est essentielle, parce qu'elle est le fondement, et qu'il est impossible de faire aucun édifice ni d'établir aucune méthode sans en avoir les principes. Il ne suffit pas d'avoir le goût de l'architecture. Il faut savoir la coupe des pierres[24]. » C'est à une histoire de la rationalisation utilitaire du détail, notamment dans le contrôle politique, qu'il faudrait s'attacher plutôt que de répéter sans cesse le geste cartésien du fondement ou leibnizien du système, la posture d'une théorie de surplomb déduisant l'universel du particulier ou ce qui finalement revient au même, subsumant celui-ci sous celui-là. La tâche d'une microphysique du pouvoir, proche en cela d'une micrologie au sens de Adorno, consiste à faire surgir du détail, dans son immanence, la « prise » par laquelle le pouvoir s'y exerce : « Une observation minutieuse du détail, et en même temps une prise en compte politique de ces petites choses, pour le contrôle et l'utilisation des hommes, montent à travers l'âge classique, portant avec elles tout un ensemble de techniques, tout un corpus de procédés et de savoir, de descriptions, de recettes et de données[25]. » Technologies du pouvoir qui requièrent alors une critique des savoirs, des dispositifs de vérité qui les rendent possibles, une critique des rationalités politiques. On pourra se demander dans quelle mesure on ne retrouve pas une telle intention critique dans ce qu'Adorno appelle critique de l'idéologie dont il faut rechercher les présupposés dans le concept de dialectique négative, sans ignorer les réticences explicites de Foucault à l'égard des concepts d'idéologie et de rationalité tels que la philosophie et toute une tradition marxiste ne cessent de les répéter.

Dans quelle mesure la dialectique négative peut-elle être considérée comme une critique politique animée par une utopie négative ? Il est remarquable de voir apparaître chez Deleuze, dont on sait combien il soutenait le travail de Foucault, le nom d'Adorno au moment où il conjoint la philosophie, la critique et la politique : « C'est donc plus proche de ce qu'Adorno nommait "dialectique négative", et de ce que l'école de Francfort désignait comme "utopie".

Variations 18/04/06 13:40 Page 89

En effet, c'est l'utopie qui fait la jonction de la philosophie avec son époque, capitalisme européen mais déjà aussi cité grecque. Chaque fois, c'est avec l'utopie que la philosophie devient politique, et mène au plus haut point la critique de son époque », écrit-il après avoir réaffirmé que la philosophie, création de concept, n'est pas plus communication qu'échange, consensus ou opinion [26]. Il ne s'agit pas de chercher des affinités, mais de comprendre s'il y a là un horizon commun, et lequel, où la pensée est mise en jeu par la question politique qui est aussi celle d'une forme historique de domination. Si la philosophie peut être politique, c'est en raison du caractère d'étranger du philosophe par rapport à un territoire, un milieu : « Les philosophes sont des étrangers, mais la philosophie est grecque. Qu'est-ce que ces émigrés trouvent dans le milieu grec [27] ? » Deleuze répond aux moyens de trois notions, la sociabilité, l'amitié, l'opinion, qui toutes, dans le territoire de la cité, ont une signification politique dont l'*agon* pourrait être le principe. Ainsi, dire que « penser se fait plutôt dans le rapport du territoire et de la terre [28] » reviendra à dire que la philosophie est politique à condition qu'elle rompe avec les figures spirituelles du milieu et du territoire qui l'accueillent en étranger, et notamment avec l'idéologie actuelle du capitalisme prête à l'accueillir à condition qu'elle revête l'habit du marketing : « Mais, pour le salut de la philosophie moderne, celle-ci n'est pas plus l'amie du capitalisme que la philosophie antique n'était celle de la cité » [29]. L'utopie de la philosophie s'énonce alors, chez Deleuze, en des termes nietzschéens : elle en appelle à « une nouvelle terre, à un nouveau peuple ». Le personnage philosophique critique s'incarne dans la figure de l'exilé sous la forme, selon une expression de Simmel, d'une dissonance de regard qui est une étrangeté distanciée par rapport aux idéologies dominantes prétendant lui assigner une place académique, politique etc., ce que Kracauer nommera exterritorialité (à la fois géographique, politique, culturelle) pour désigner aussi bien son propre état que celui de Arendt, Anders, Benjamin, Adorno et d'autres encore. Adorno fait lui-même usage de ce terme, par lequel il ne s'agit pas de désigner seulement l'exilé politique mais aussi bien la position d'extériorité par rapport aux disciplines académiques, en parlant de Benjamin et de son soupçon à l'égard des grands problèmes philosophiques : « Sa devise : la plus petite parcelle de réalité observée pèse aussi lourd que le reste du monde, est un témoignage précoce de la conscience de soi atteinte aujourd'hui par l'expérience ; ce témoignage est d'autant plus authentique qu'il se forma hors du champ (exterritorial) des grands problèmes de la philosophie, dont il convient à un concept transformé de la dialectique de se méfier [30] ». Il précise cependant la situation de l'exilé dans un texte consacré à Kracauer en soulignant que les conditions socio-économiques de son intégration s'accompagnaient d'une injonction de

Variations 18/04/06 13:40 Page 90

conformisme intellectuel qui précisément menace la pensée critique que l'idéologie, ici celle de la loi de la concurrence, veut réduire au silence : que celle-ci « déborde dans le domaine de l'esprit, que celui-ci finisse par être absorbé par l'ensemble fonctionnel, c'est dans la logique implacable du système ; mais c'est aussi incompatible avec le principe de l'esprit lui-même, qui ne doit pas se disperser dans la reproduction de la vie et qui dessine en négatif l'image d'un Autre possible en faisant prendre conscience de ce qui existe[31] ». L'exterritorialité, qui n'est en rien une pose romantique, est ainsi le lieu où la pensée doit se faire utopie – contre l'idéologie et sa forme tautologique proclamant que l'ordre établi est ce qu'il est impérativement et inéluctablement – et en ce sens politique. C'est à partir de ce cadre que l'on peut retrouver la question initiale : en quel sens la dialectique négative est-elle un mode de pensée politique ?

Le concept de dialectique négative, la logique de la dislocation et la critique de l'idéologie

Il ne s'agit pas, dans le cadre de cet article, de définir ce concept et d'en discuter toute la complexité mais de dégager ses lignes de force, de comprendre ses rapports avec la critique de la philosophie, la positivité des sciences et l'idéologie, condition pour en interroger le sens politique. Que la pensée dialectique succombe tout d'abord sous le poids d'une très longue et très prestigieuse tradition n'étonnera personne, mais engagera plutôt à la remiser au magasin des antiquités ou bien à la conserver comme objet philosophique académique. L'une des manières de répondre à ces objections et de comprendre le lieu que prétend occuper Adorno est contenue dans l'intention stratégique représentée par les deux formulations suivantes : lire la philosophie, mais aussi la sociologie, l'art, comme un champ de forces en recomposant les expériences historiques et spirituelles qui les rendent possibles, concevoir la dialectique comme une logique de la dislocation. C'est en effet à partir de ces deux dimensions qu'il devient nécessaire pour la philosophie de se faire en même temps que critique de l'idéalisme critique de l'idéologie, sans se soumettre à l'interdit disciplinaire du passage d'un genre à un autre, interdit que prescrivent aussi bien la philosophie que la sociologie : « … la critique de l'idéologie n'est pas quelque chose de périphérique et d'infrascientifique, quelque chose de limité à l'esprit objectif et aux productions de l'esprit subjectif, mais elle est philosophiquement centrale : critique de la conscience constitutive[32] ».

Avant de préciser les significations du concept d'idéologie chez Adorno, il nous faut expliciter les deux formules précédentes qui serviront à caractériser le plan stratégique de la dialectique négative dont les prolongements, bien

Variations 18/04/06 13:40 Page 91

qu'ils ne correspondent pas à une simple continuité ou application pratiques, se retrouvent dans les interventions et textes critiques sur la culture, la littérature, l'art, les faits de société, sous la forme de modèles et non pas d'exemples, lesquels ne seraient qu'une application de l'universel identifiant.

Adorno rappelle dans différents contextes comment il entend interroger ce qu'on pourrait appeler d'un terme général les œuvres de l'esprit, œuvres qui ne sont pas par elles-mêmes autonomes, indépendantes de la totalité sociale. Dans un cours, non traduit, de 1959, consacré à la *Critique de la raison pure* de Kant, il déclare ne pas vouloir se livrer au commentaire, mais concevoir cette philosophie comme un champ de forces, c'est-à-dire de formations historiques et spirituelles où s'expriment les forces vivantes et antagonistes de l'expérience, ce qu'il répète dans un cours intitulé *Introduction à la sociologie* et applique aux œuvres d'art, qui « sont des champs de forces où s'exposent le conflit entre la norme prescrite et la voix que ces œuvres cherchent à faire entendre[33] ». C'est lors de sa lecture de Kant sous la conduite de Kracauer qu'il dit avoir compris que cette philosophie était « une sorte d'écriture codée où l'on pouvait déchiffrer la situation historique de l'esprit, avec le vague espoir d'y trouver quelque chose de la vérité » de sorte qu'il en est venu à tenter « de repérer le jeu des forces contraires qui s'annulent sous la surface de toute doctrine close sur elle-même, considérant les philosophies codifiées comme autant de champ de forces[34] ».

Une telle interprétation se veut en même temps immanente et doit chercher dans le texte, dans les mots dans lesquels l'histoire fait irruption, le sens des concepts déterminés comme des sédimentations historiques refoulées ou réifiées par la pensée s'épuisant à trouver en elle-même son fondement ultime. C'est pour cette raison que le concept, dont ne peut se passer la pensée, doit être soumis à une autoréflexion en chacun de ses moments, laquelle suppose une logique de la dislocation dont la force se déploie non seulement contre la rationalité sédimentée en toute chose, mais aussi contre la langue et ses usages réifiés. Adorno note en marge de la *Dialectique négative* que l'idée d'une telle logique « est la plus ancienne de ses conceptions philosophiques » puisqu'elle remonte à ses années d'études. Lorsqu'il utilise la catégorie d'interprétation, il n'entend pas se référer à une méthode herméneutique dont le but ultime consisterait à retrouver dans le texte, au sens de l'œuvre ou de l'histoire, un sens caché pleinement positif, répondant au besoin théologique de transcendance. Dans un texte de 1931 qui pose la question de l'actualité de la philosophie, de sa possibilité contre toutes les formes d'idéalisme, celui de la tradition philosophique allemande de Kant à Hegel, celui de la phénoménologie et de l'ontologie, il distingue la science et la philosophie en ces termes : « L'idée de la

Variations 18/04/06 13:40 Page 92

science est la recherche, celle de la philosophie l'interprétation[35] » et explicite cette idée à partir d'un paradoxe « peut-être éternel » : « La philosophie doit sans cesse, avec sa prétention à la vérité, procéder par interprétation, sans jamais posséder une clé certaine de l'interprétation et il ne lui est pas donné plus que des indications fluides, évanescentes dans les énigmes de l'étant et ses singuliers entrelacements. L'histoire de la philosophie n'est rien d'autre que l'histoire de ces entrelacements : c'est pourquoi elle parvient à si peu de "résultats", c'est pourquoi elle doit toujours recommencer ; c'est pourquoi il ne lui est pas possible de se passer du moindre fil que le passé très lointain a tissé et qui peut-être complète justement la trame qui pourrait transformer les chiffres en texte[36] ». La métaphore du texte est importante pour comprendre l'absence de plénitude de sens, c'est-à-dire les lacunes et oublis qui lui sont inhérents, sa négativité qu'on pourrait aussi caractériser comme un excès de sens irréductible, mais ne doit pas conduire à la conclusion abusive selon laquelle l'histoire, l'effectivité historique, s'identifierait purement et simplement à un texte : le rapport dialectique du concept et de la chose et la logique de la dislocation qu'il suppose sont là pour nous le rappeler. Nous pouvons donc supposer qu'en l'explicitant nous parviendrons à une détermination plus précise de la pensée dialectique et de son rapport à la critique politique de l'idéologie, c'est-à-dire à la critique de ce qui dans l'idéologie répète sans cesse, sous des formes historiques changeantes, la domination, les pouvoirs de contrainte de la socialisation dont l'emprise et la fascination dissolvent en tout individu son individualité.

La logique de la dislocation, disqualifiant l'identité aussi bien du point de vue logique et épistémologique qu'idéologique, est « une dislocation de la figure apprêtée et objectivisée des concepts, que tout d'abord le sujet connaissant a immédiatement en face de lui[37] ». Ce qu'il faut mettre en rapport avec le concept de constellation, à la fois constellation de concepts autour d'un concept central, mais aussi, compte tenu de la caractérisation dialectique du concept chez Adorno, constellation des choses puisqu'il s'agit de « déchiffrer l'histoire que le singulier porte en lui en tant qu'advenu[38] ». La rationalité du concept et l'expression du singulier qui lui est hétérogène, irréductible par son genre, implique une certaine détermination et forme du langage, en deçà desquelles reste la philosophie, « langue contre la langue, marquée du sceau de sa propre impossibilité », y compris la dialectique hégélienne qui, dit étrangement Adorno, est une dialectique sans langage[39]. Sans doute est-ce la raison qui invite à se tourner vers les recherches scientifiques dont témoigne la référence à la méthode de Weber lorsqu'il « compose » le concept historique de capitalisme. Le terme de constellation exprime d'une part la sédimentation des signi-

Variations 18/04/06 13:40 Page 93

fications des contenus historiques et d'autre part l'excès de sens du concept qui non seulement ne peut se comprendre que dans son renvoi à d'autres concepts, mais encore à d'autres contenus ou matériaux historiques : une série se constitue – par exemple, appât du gain, rentabilité, calcul financier, organisation du travail libre, comptabilité d'entreprise, système juridique rationnel – et forme une constellation liée à une contingence historique dont chacun des moments peut à nouveau être développé en faisant apparaître d'autres contingences[40]. Parler de contingence signifie, d'une part, que s'il en est ainsi du cours du monde cela n'autorise en rien à déduire une nécessité rationnelle de l'histoire ou bien une ontologie fondée sur l'oubli historial de l'être et, d'autre part, qu'il pourrait en être autrement même si « ce qui pourrait être n'a pas encore commencé[41] ». On reconnaîtra dans cette formule l'expression blochienne de l'utopie concrète, le « ce qui n'est pas encore » qui interdit de faire de l'histoire le tribunal absolu du cours du monde. Le tribunal de l'histoire – et la raison autofondatrice mais aussi l'idéologie qui en sont des corrélats – a pour fondement, selon Adorno, le principe d'identité.

L'identité, c'est la domination, formule brutale qui permet en même temps de comprendre le sens politique de la dialectique négative comme logique de la dislocation : en effet, l'identité comme *télos* est aussi bien celle de l'idéalisme philosophique, de la rationalité instrumentale, au sens wébérien, que de l'idéologie qui, dans sa dimension socio-historique, est le capitalisme fondé sur l'échange dont le principe est l'équivalent universel abstrait : « Le principe d'échange, la réduction du travail humain au concept universel abstrait du temps de travail moyen, est originairement apparenté au principe d'identification[42]. » Contre l'identité il faut briser le concept en déployant non seulement les contradictions dans les choses elles-mêmes, entre le concept et la chose, mais aussi *dans* les concepts par le concept lui-même. Les contradictions sont refoulées historiquement non seulement par et dans la pensée philosophique, dans l'idéalisme, mais aussi dans les mots qui tentent de les exprimer et deviennent à ce titre des concepts : « Même dans l'effort extrême pour exprimer une telle histoire coagulée dans les choses, les mots employés restent des concepts. Leur précision remplace l'ipséité de la chose, sans la rendre tout à fait présente[43]… »

Pour comprendre le sens politique de la logique de la dislocation, tant il est vrai qu'Adorno mène d'abord un combat singulier avec la tradition philosophique, et en particulier avec Kant et Hegel, on peut s'appuyer sur un passage dans lequel est engagée une critique des rapports entre la praxis et la théorie et par suite du marxisme. La critique porte sur ce qu'on pourrait appeler la constellation idéologique du rapport praxis/théorie où la réalisation de la

Variations 18/04/06 13:40 Page 94

praxis, qui se fait au nom de la théorie, doit aboutir à la suppression de la théorie, c'est-à-dire dans les termes d'Adorno à l'élimination de l'autoréflexion du penser. Or, une praxis sans penser est non seulement aveugle, dogmatique et finalement impuissante, mais, plus encore elle se livre au pouvoir qu'elle prétend combattre : « Mais du fait que dans la praxis-théorie tant vantée, ce fut celle-ci qui succomba, celle-là se trouva dépourvue de concept, partie de la politique, de laquelle elle devait sortir – livrée au pouvoir[44]. » La praxis, mais toute pratique, est en même temps un concept théorique qu'une dialectique négative se doit d'analyser dans ses formes historiques pour faire advenir politiquement quelque chose de nouveau. L'utopie de la connaissance est en ce sens politique : sa mise en œuvre passe par ce qu'il nomme une critique de l'idéologie – concept historique dont il s'agit maintenant de dresser la carte sans prétendre à l'exhaustivité.

Le concept d'idéologie est un concept historique dans le sens suivant : sa constellation n'est pas la même si on se réfère aux idéologues des XVIIIe-XIXe siècles, ou bien à son histoire dans le marxisme. Puisqu'il n'est pas question d'en faire l'histoire, nous pouvons en comprendre la signification historique à l'époque du capitalisme dans un texte intitulé *Critique de la culture et de la société* dans *Prismes*. Même s'il n'y a pas de simple continuité entre la *Dialectique négative* et de tels travaux pratiques, comme il est dit dans l'avant-propos de ce dernier ouvrage, il n'en est pas moins vrai qu'Adorno entend procéder à une critique immanente de la culture et de la société, qui ne laisse indemne ni le critique ni la culture. Il ne s'agit pas de déclarer tout simplement que l'idéologie est fausse, ou n'est que simple apparence mystificatrice du monde comme s'il y avait derrière ou au-delà d'elle-même un monde vrai, réconcilié avec lui-même : au contraire, l'idéologie s'identifie à « l'apparence socialement nécessaire », s'identifie « aujourd'hui à la société » dans la mesure où elle est un pouvoir total qui ne laisse rien en dehors de soi, mais traverse par toutes les médiations l'individu socialisé : « L'idéologie aujourd'hui, c'est la société telle qu'elle apparaît dans son immédiateté. Elle est médiatisée par une totalité où domine l'intérêt particulier, mais sans y être réductible ; c'est pourquoi elle est en quelque sorte en tout point également proche du centre[45]. » La figure du cercle, figure du système, indique non seulement l'absence d'extériorité mais aussi l'application de l'idéologie, que ce soit dans la culture, la philosophie, les sciences, la politique, à toutes les parties de la société, selon des modalités à chaque fois propres. On pourrait donner sans doute différents noms à ce centre comme principe d'identité, à savoir la valeur d'échange, la division du travail, la rationalité instrumentale, la domination de la nature et de l'homme. La critique ne peut cependant pas se contenter de s'y attacher

Variations 18/04/06 13:40 Page 95

comme à son ombre, mais doit parcourir les médiations dans lesquelles s'expriment les intérêts et les antagonismes toujours prêts à se dissimuler à eux-mêmes leur propre réification, c'est-à-dire en même temps l'oubli de ce dont ils proviennent : « Dialectique signifie intransigeance à l'égard de toute réification… La force de l'attaque *(der Angriff)* contre la totalité réside dans le fait que le monde paraît d'autant plus uni et total qu'il est parfaitement réifié et donc divisé[46]. » C'est une telle attaque, avec tous les moyens qu'elle entend développer, qui constitue une lutte politique, une intervention *(der Eingriff)* ne s'interdisant, au nom de la division intellectuelle du travail et de la séparation académique des disciplines, aucune sphère de l'esprit ou de la société, comme en témoigne l'ouvrage intitulé *Modèles critiques*.

Ces considérations sur la dialectique négative n'avaient pas pour prétention de discuter et répondre aux objections philosophiques et sociologiques que les héritiers de l'École de Francfort, à commencer par Habermas, n'ont pas manqué de multiplier à partir des années soixante-dix, pas plus qu'elles ne prétendaient circonscrire le tout de ce concept et de ses implications, voire de ses apories. Nous voulions montrer qu'en elle se dessine la figure d'une raison politique, interrogée par ailleurs sous le concept de rationalité politique par Foucault, dont il faut poursuivre l'analyse et qui excède la réduction à une critique de la rationalité instrumentale comme on l'a trop souvent répété. En ce sens, si la *Dialectique négative* constitue comme une clé de voûte de la pensée adornienne, il est vraisemblable que l'on pourra davantage repérer une certaine pratique politique dans la diversité des textes conçus comme autant d'« attaques » contre le présent de la société et l'oubli historique qui continue d'agir en elle, à savoir les conditions qui ont produit le nazisme. Ainsi en est-il de *Prismes*, de *Modèles critiques* et de bien d'autres dont l'horizon de l'utopie n'est jamais absent. Sans doute les différences sont-elles grandes avec les travaux de Foucault mais on peut se demander s'il ne partage pas le même lieu que celui indiqué par le concept d'intellectuel spécifique auquel Foucault oppose l'intellectuel universel dont la figure emblématique serait Sartre. Adorno critique à sa manière l'idée et la forme de l'engagement sartrien, qu'il reconduit d'une part à un subjectivisme radical, et d'autre part à une répétition affadie de la grande tradition spéculative allemande : l'engagement, en ce sens, reste pris dans les filets de l'idéalisme impuissant qui dénie sa propre impuissance : « L'entreprise de Sartre l'empêche de reconnaître l'enfer contre lequel il se révolte. Certains de ses mots pourraient être rabâchés par ses ennemis mortels. Même le slogan national-socialiste : "Le sacrifice seul est libérateur" pourrait recouvrir l'idée de choix en soi ; dans l'Italie fasciste, le dynamisme absolu

Variations 18/04/06 13:40 Page 96

de Gentile a proclamé des choses semblables. La faiblesse de sa conception de l'engagement retentit sur la cause pour laquelle Sartre s'engage[47]. » La dialectique négative comme raison politique, c'est-à-dire ici comme critique des rapports entre l'œuvre et la politique, est mise en œuvre concrètement contre la position de l'intellectuel écrivain que représente Sartre : « Mais il faudrait que la critique immanente, la seule qui soit dialectique, fasse la synthèse entre la question de la pertinence de ses œuvres et la question de sa politique[48]. » C'est une telle critique immanente, intervenant dans toutes les sphères de la société, qui répond aux idées de résistance et de lutte chez Adorno et que par ailleurs l'intellectuel spécifique défini par Foucault doit mener à partir de savoirs locaux, régionaux. De ce point de vue, il devient légitime et nécessaire de procéder à une véritable réception de la pensée d'Adorno pour déterminer le statut d'une critique politique ne renonçant ni à la pensée ni à la pratique.

[1] Conférence de 1979 à l'université de Stanford, publiée dans *Le Débat*, 41, sept.-nov. 1986.
[2] Michel Foucault, *Dits et écrits II*, Quarto, Gallimard, 2001, p. 969.
[3] *ibid*, p. 955
[4] *ibid*, p. 980.
[5] Gilles Deleuze, *Deux régimes fous*, Minuit, 2003, p. 226
[6] Theodor Adorno, *Modèles critiques*, Payot, 1989, p. 9.
[7] Theodor Adorno, *Dialectique négative*, Payot, 1992, p. 7
[8] *ibid*, p. 20.
[9] Gesammelte Schriften 6, p. 531, Suhrkamp-Verlag, 1966, non traduit.
[10] voir aussi, *Théorie esthétique*, Klincksieck, 1995, p. 355.
[11] Theodor Adorno, *Dialectique négative*, op. cit., p. 16.
[12] *ibid*, p. 14
[13]*ibid,* pp. 11-12
[14] *ibid*, p 11
[15] i*bid*, p 22
[16] *Notes sur la Littérature*, Flammarion, 1984, p 264.
[17] *Dialectique négative*, op. cit., p 22.
[18] *Ibid*, p 238.
[19] Gilles Deleuze*, Foucault*, Minuit, 1986, p 32.
[20] Michel Foucault, *Surveiller et punir*, Gallimard, 1975, p 34.
[21] *Ibid*, p 31.
[22] *Ibid*, p 163.
[23] *Ibid*, p 24.
[24] *ibid*, p 164
[25] *ibid*, p 166
[26] Gilles Deleuze, Felix Guattari, *Qu'est-ce que la philosophie?* Minuit, 1991, p 95
[27] *Ibid*, p 84.
[28] *Ibid*, p 82.
[29] *Ibid*, p 95.

Variations 18/04/06 13:40 Page 97

[30] *Dialectique négative*, op. cit., p 238.
[31] *Notes sur la littérature*, op. cit., p 279.
[32] *Dialectique négative*, op. cit., p 121.
[33] Theodor Adorno, *L'Art et les arts, Sans paradigme*, Desclée de Brouwer, 2002, p. 31.
[34] *Notes sur la littérature*, op. cit., p 264.
[35] *Gesammenlte Schriften*, Band 1, op. cit., p. 334.
[36] *Ibid*, p. 334.
[37] *Dialectique négative*, op. cit., p 118.
[38] *Ibid*, p 132.
[39] Theodor Adorno, *Trois études sur Hegel*, Payot, 1979, p. 112 et 131.
[40] *Dialectique négative*, op. cit., p 134.
[41] *Ibid*, pp. 118-119.
[42] *ibid*, p 119
[43] *ibid*, p 48
[44] *ibid*, p 177
[45] Theodor Adorno, *Prismes*, Payot, 1986, p 19.
[46] *Ibid*, op. cit., pp 19-20.
[47] *Notes sur la littérature*, op. cit., p 291.
[48] *ibid*, p 295

L'explosion de l'intime. Au sujet de la dramaturge Sarah Kane

Laure Couillaud*

Le 21 janvier 1995, Richard Morrison, chroniqueur, écrit dans le *Times* : « Il y a trois semaines, à la suite de la mort de John Osborne, je déplorais le manque de risque dont fait preuve le théâtre britannique actuel. Comme on a dû rire sous cape au Royal Court en entendant cela! Car là, on savait quelque chose que moi j'ignorais[1]. » Cette chose que Richard Morrison ignorait était la création au Royal Court, le 12 janvier 1995, d'une nouvelle pièce intitulée *Anéantis*, écrite par Sarah Kane, une inconnue de 23 ans. Réactions de malaise, vrai scandale, faux scandale ou « coup de presse », les critiques s'enchaînent et se déchaînent : « Pièce d'une jeune femme sur un viol : l'auteur se cache », *Daily Express*, « Box-office du tonnerre pour la pièce la plus abjecte jamais vue », *Daily Mirror*[2]. La création d'*Anéantis* provoque un choc sur la scène britannique. Pour certains, c'est une pièce scandaleuse et immature, pour d'autres, une pièce forte, porteuse d'un renouvellement très attendu et qui nous force à faire face à une réalité existante et dérangeante : l'horreur de la guerre.

Anéantis, c'est d'abord un homme et une femme dans une chambre d'hôtel de luxe : Ian, 45 ans, journaliste spécialisé dans les faits divers, travaille pour la presse à scandales, et Cate, 21 ans, *« une petite bourgeoise du Sud, de milieu modeste »*. Ian est alcoolique, fumeur, atteint d'un cancer en phase terminale. Il pourrit de l'intérieur. Il pue la mort et la corruption. Cate, elle, est fragile, et sujette à des crises (évanouissement, perte de connaissance), *« elle bégaye quand elle est stressée »*. Ce couple dans cette chambre d'hôtel est un cauchemar de l'intime, Ian a le dessus sur Cate, il joue avec ses peurs, ses émotions, sa pudeur, et cela jusqu'au viol de la jeune fille. Puis la pièce bascule brutalement dans un cauchemar de guerre : fin de la scène 2 et début de la scène 3, une bombe éclate, peu après l'irruption d'un soldat dans la chambre d'hôtel. « *L'hôtel a été frappé par un mortier.* » La chambre d'hôtel se transforme alors en zone sinistrée par la guerre : Ian est violé à son tour par le soldat, ses yeux sont arrachés, le soldat fait le récit des horreurs de la guerre, les viols collectifs et les crimes, un trou dans le plancher se transforme en tombeau pour nourrisson orphelin mort de faim, Cate, quant à elle, se prostitue pour avoir

* Laure Couillaud est doctorante en lettres modernes à l'université Paris 7.

Variations 18/04/06 13:40 Page 99

de la nourriture. Toute l'horreur de la guerre est là, en images ou en récits, sur scène. C'est l'Histoire qui provoque ce glissement brutal « de l'intime à la guerre » : pendant l'élaboration de la pièce il y a la guerre en Bosnie. Sarah Kane s'explique sur ce glissement dans une interview[3] :

« Pour *Anéantis,* je crois qu'il s'est agi d'une réaction immédiate à certains faits alors que la pièce commençait d'exister. Je savais que j'avais envie d'écrire une pièce sur un homme et une femme dans une chambre d'hôtel, et qu'il y avait entre eux un déséquilibre de pouvoir si total qu'il en résultait un viol. J'y travaillais depuis quelques jours lorsqu'une nuit […] j'ai pris le journal télévisé et il y avait le visage d'une très vieille femme à Srebrenica, qui ne faisait que pleurer en regardant la caméra, et elle disait "je vous en prie, je vous en prie, que quelqu'un nous aide […]." Je me suis dit : "C'est absolument horrible, et moi je suis là à écrire cette pièce ridicule sur deux personnages dans une chambre. Ça rime à quoi de continuer?" Donc c'est sur ça qu'il fallait que j'écrive […]. Alors je me suis demandé : "Quel pourrait bien être le lien entre un viol banal […] et ce qui se passe en Bosnie?" Et brusquement, ça a fait tilt et je me suis dit : "Mais bien sûr, c'est évident – le premier est la graine et l'autre l'arbre." Je pense vraiment que les germes d'une guerre de grande ampleur se trouvent toujours dans la civilisation en temps de paix. »

Le viol comme germe de la guerre, *Anéantis* est bel et bien une pièce qui nous livre dans sa structure *scindée,* une logique à la fois inexplicable et implacable; une bombe explose, la chambre d'hôtel explose. La violence de la guerre transforme de façon imprévue l'unité de lieu, comme par effraction. Sarah Kane fait violence à la scène, comme elle fait violence au théâtre. Kane réagit à la violence, qui la hante, en représentant la violence, une violence *amorale et non un commentaire* de la violence comme elle le disait, pour qu'elle n'ait pas lieu ailleurs que sur scène. Antonin Artaud a écrit dans *Le Théâtre et son double* que « quels que soient les conflits qui hantent la tête d'une époque, je défie bien un spectateur à qui des scènes violentes auront passé leur sang, qui aura senti en lui le passage d'une action supérieure, qui aura vu en éclair dans des faits extraordinaires les mouvements extraordinaires et essentiels de sa pensée, – la violence et le sang ayant été mis au service de la violence de la pensée – je le défie de se livrer au-dehors à des idées de guerre, d'émeute et d'assassinat hasardeux. […] Je propose donc un théâtre où des images physiques violentes broient et hypnotisent la sensibilité du spectateur pris dans le théâtre comme dans un tourbillon de forces supérieures. […] Il y a là un risque, mais j'estime que, dans les circonstances actuelles, il vaut la peine d'être couru[4]. » Ce risque, Sarah Kane le prend. Il y a d'ailleurs beaucoup d'Antonin Artaud dans sa parole : « Si nous pouvons, grâce à l'art, faire l'expérience de quelque chose, alors il nous est peut-être possible de modifier notre avenir, car

Variations 18/04/06 13:40 Page 100

l'expérience grave dans nos cœurs des leçons grâce à la souffrance, alors que réfléchir nous laisse intacts… Il est crucial d'enregistrer et de confier à la mémoire des événements jamais vécus – afin d'éviter qu'ils se produisent. Je prendrais plutôt le risque d'une overdose au théâtre que dans la vie[5]. » La théâtralisation de la violence et la nécessité du théâtre ne font qu'un chez Sarah Kane. C'est un théâtre qui dérange, qui bouleverse notre rapport à l'humain, qui nous montre l'inmontrable, qui nous entraîne loin, parfois trop loin, là où l'on ne veut pas aller ; il n'est pas rare de rencontrer des personnes qui détestent l'œuvre de Sarah Kane, mais comment réagir quand on reçoit un coup de poing en pleine figure ? Edward Bond, auteur dramatique que Sarah Kane adorait, explique qu'il y a deux genres d'auteurs dramatiques : les premiers font des jeux théâtraux avec la réalité, les seconds, dont Sarah Kane, changent la réalité.

Changer la réalité, pour Sarah Kane, c'est aller contre le réalisme, absolument, c'est inventer une réalité à partir d'un cri intérieur inaudible pour le monde extérieur, une déchirure, transformer un cauchemar en réalité pour affronter la vérité : l'existence du chaos, l'amour impossible, le manque jamais comblé, le vide. La confrontation avec l'implacable créait les pièces de Kane[6], écrit encore Edward Bond. Affronter l'implacable, faire l'expérience des limites sur scène, c'est provoquer le théâtre lui-même, et donc l'humain. Cette provocation a lieu parce que Kane ne commente rien, mais montre et dénonce la logique destructrice de l'humanité. *Anéantis,* ou quand le conflit de l'intime se transforme en conflit collectif, est une œuvre radicale dont la conclusion, annoncée par le titre même, est sans appel : les murs d'une chambre d'hôtel, qui protègent la violence sexuelle, ne protègent pas les êtres de la violence du monde, de l'humanité, les murs ne sont qu'une illusion de sécurité. L'explosion de ces murs provoque la destruction de l'être, son anéantissement.

Peut-on dire « dire la vérité me tue » et continuer à vivre ? Pour Sarah Kane, la réponse est non. Elle se suicide à l'âge de 28 ans, pendue dans ses toilettes avec ses lacets de chaussures. Elle laisse derrière elle cinq pièces fulgurantes, dont la première fut *Anéantis,* suit *L'Amour de Phèdre,* puis *Purifiés*, *Manque*, et *4.48 Psychose*. La pièce *Manque* marque un changement radical dans le style de Sarah Kane, loin des tortures, des atrocités, des viols, des hommes émasculés, loin de toutes les violences physiques, loin des images visuelles *hard*, des paroles crues, des trois premières œuvres, cette pièce constitue « une expérience délibérée sur la forme et la langue et le rythme et la musique[7] ». Exercice délibérément poétique au service de l'œuvre dramatique, les personnages deviennent des lettres A, B, C, M, les corps ne sont plus corps, ils sont « mots », ils sont « voix », voix de l'intériorité. Le théâtre de Kane se resserre sur la parole de l'intériorité. Elle a écrit cette pièce alors qu'elle

Variations 18/04/06 13:40 Page 101

ne croyait plus à l'amour. C'est une pièce sur le désespoir, alors que dans *Anéantis*, *L'Amour de Phèdre,* ou bien encore dans *Purifiés*, au-delà de l'horreur, il y a toujours de l'espoir, un espoir de réconciliation peut-être. Dans *Manque,* les personnages-voix acceptent ensemble la mort, ils sont comme réchauffés par l'idée d'éternité de la mort. La fin de *Manque* est un poème magnifique : *« tue-moi – En chute libre – Dans la lumière – La blancheur, la splendeur de la lumière – Monde qui n'a pas de fin – pour moi tu es morte – sublime. Sublime. – Et à jamais sera – Heureux – Si heureux – Libre et heureux. »* Les répliques de A, B, C, M, semblent ne faire plus qu'une seule voix.

L'étau se resserre sur la parole solitaire et amorce la dernière, l'ultime œuvre de Kane, *4. 48 Psychose*, une pièce sur le suicide, la souffrance mentale et physique, sur le vide : « *Regardez-moi disparaître – regardez-moi […] C'est moi-même, que je n'ai jamais rencontrée, dont le visage est scotché au verso de mon esprit. »* Son théâtre ne pouvait pas aller plus loin, parce qu'elle-même ne pouvait pas aller plus loin que cette vérité-là, celle qui résonne dans l'immobilité de la mort. Les derniers mots de la pièce sont déconcertants : « *S'il vous plaît, levez le rideau* » : est-ce l'espoir d'une dernière chance? Est-ce que c'est parce que l'on ne peut pas dire « je meurs »? Est-ce le rideau de la vérité que l'on doit « lever »? Est-ce un suicide hors scène, ou bien un suicide sur scène? Est-ce l'absence d'avenir du théâtre, de la société? La scène est-elle vide? Quel spectacle peut bien commencer? Ces derniers mots sont une limite extrême, à la fois la fin de l'homme, de l'auteur et le commencement du théâtre. *4.48 Psychose* est une pièce qui nous entraîne à l'extrême limite de la souffrance, et cette représentation mentale de la souffrance a pour fin le commencement de la représentation théâtrale. C'est aussi un silence effroyablement violent que nous fait entendre Sarah Kane, le silence de la mort. « Le silence a toujours été le fondement du théâtre[8] », a dit Heiner Müller. La fin aussi puissante que désarmante de *4.48 Psychose* est une clôture/ouverture, la fusion de deux forces qui provoque l'explosion de l'intime, l'explosion du corps de l'intime dans la sphère collective, l'intérieur et l'extérieur se mélangent, comme se mélangent nécessairement la fin de l'auteur et le début de la représentation.

L'Amour de Phèdre est une parfaite représentation de cette explosion, qui implique autant une libération qu'une destruction. « *Au large! Éloigne de mon corps chaste ton contact impudique. Mais quoi elle se précipite pour m'étreindre? Dégainons notre glaive […] Voici que de ma main gauche j'ai courbé sa tête impudique en tordant ses cheveux… »* s'exclame Hippolyte dans la tragédie romaine de Sénèque après la déclaration d'amour de Phèdre. Dans *L'Amour de Phèdre* de Kane voilà ce que l'on peut voir : « *Phèdre finit par rejoindre Hippolyte. Il ne la regarde pas. Elle défait son pantalon et lui fait une fellation. Il regarde l'écran tout du long et mange ses bonbons. Au seuil de la jouissance, il laisse échapper un son. Phèdre*

Variations 18/04/06 13:40 Page 102

commence à retirer sa tête – il la maintient dans cette position et jouit dans sa bouche sans quitter la télévision des yeux. » L'écart est saisissant jusqu'à la drôlerie, et pourtant ces deux passages, ces deux mouvements opposés dans leur signification (la tête courbée de Phèdre) illustrent sans doute la même soumission de Phèdre à son amour, la même faiblesse. *L'Amour de Phèdre* est la deuxième pièce de Sarah Kane. Elle l'a écrite en 1996 pour répondre à une demande du Gate Theatre. Elle avait d'abord choisi de réécrire *Woyzeck* de Büchner, puis le *Baal* de Brecht, ces deux propositions lui ont été refusées. Elle s'explique sur la naissance de *L'Amour de Phèdre* dans une interview de Nils Tabert :

« Le théâtre lui-même m'a proposé de me chercher plutôt une tragédie grecque ou romaine. J'avais toujours détesté ces pièces – tout s'y passe hors de scène et les personnages ne font qu'entrer, sortir et parler, à quoi ça rime tout ça. […] j'ai lu *Phèdre* (de Sénèque) et à ma grande surprise ça m'a intéressée. C'est la description d'une famille royale corrompue et dans cette mesure c'était absolument contemporain […]. La seconde raison, c'est que l'Hippolyte de Sénèque, avec sa prétendue chasteté, sa pureté et son puritanisme, n'avait pas le moindre intérêt pour moi, alors qu'il s'agissait plutôt pour moi de mettre en valeur ce qu'il pouvait avoir d'attirant – en le montrant, c'est vrai, sous un jour peu attirant, mais aussi en retournant son puritanisme dans son contraire[9]. »

Sarah Kane voulait écrire une pièce *qui tienne debout absolument toute seule*, une pièce que l'on peut comprendre sans connaître l'original. La pièce s'écrit et s'inscrit dans un désir total d'indépendance et c'est à travers le personnage d'Hippolyte que se joue ce désir. Dans *L'Amour de Phèdre*, Hippolyte est l'exact opposé de l'Hippolyte de Sénèque. Ce dernier est un personnage dont la chasteté fait spectacle : « *Il fuit avec exécration tout le sexe féminin, il voue farouchement sa vie au célibat; il évite l'amour* […][10] » Ce personnage, dont le portrait véhicule à travers un puritanisme forcené une image de perfection contre-nature, réinventé par Sarah Kane devient un hédoniste, au sens psychanalytique, amoral, consommateur, oisif. La scène d'ouverture de l'*Amour de Phèdre* plante le personnage et son décor : « *Hippolyte* […] *regarde la télévision. Il est vautré sur un canapé au milieu de jouets électroniques coûteux, de paquets de chips, de bonbons, et de chaussettes et de sous-vêtements sales éparpillés çà et là.* […]. *Il enfile son pénis dans la chaussette et se masturbe jusqu'à ce qu'il éjacule sans le moindre frémissement de plaisir.* […] *Il entame un nouveau hamburger.* » Destruction sans appel de l'image peut-être anormalement lisse du personnage mythique, Sarah Kane, dans cette réécriture, bouleverse radicalement, autoritairement le mythe. Roland Barthes écrit que « nous voguons sans cesse entre l'objet et sa démystification, impuissants à rendre sa totalité; car si nous pénétrons l'objet, nous le libérons, mais nous le détruisons[11]. » Il y a dans *L'Amour de Phèdre* cette volonté de pénétrer l'objet « Phèdre » et donc de

Variations 18/04/06 13:40 Page 103

lui rendre sa totalité. Cet objet est d'abord libéré puis détruit, libéré par sa résurrection, son actualisation, par l'acte de réécriture et ce même acte de réécriture met en place une mécanique implacable de destruction. Comme si Sarah Kane voulait *en finir* avec le mythe de Phèdre : aucun des personnages de la famille royale ne survit à « l'amour de Phèdre ». La fin de *L'Amour de Phèdre* est un tableau apocalyptique, qui signifie clairement une absence d'après, plus personne ne reste en vie pour excuser ou pour nier les actes et les paroles de chacun. Phèdre est-elle innocente ou coupable ? Hippolyte est-il lui aussi innocent ou coupable ? Le texte de Sarah Kane va au-delà des personnages, parce que le texte même les submerge, il est lui-même un espace de destruction. Quand Strophe, la fille de Phèdre, annonce à Hippolyte la mort de Phèdre, le sujet disparaît : *« Que s'est-il passé? — Pendue. »* Le texte, dans son dépouillement, est une *force active* qui provoque la destruction. Les répliques dans *L'Amour de Phèdre* sont presque minimalistes, réduites pour dire l'essentiel, débarrassées de tout esthétisme. Renaud Cojo, metteur en scène, s'est exprimé à ce sujet : « On peut rapprocher Sarah Kane d'un Beckett ou d'un Kreutz, de ceux qui ont tenté une aventure théâtrale dans l'écriture, dans la radicalité. L'écriture (dans *L'Amour de Phèdre*) se caractérise par des phrases très courtes, l'emploi des pronoms personnels, un caractère très acéré du dire. C'est aussi générationnel : on dit l'essentiel[12]. » Cette expérience théâtrale de l'écriture dans la radicalité va à l'encontre de la fiction poétique du mythe et de toute psychologie. Les personnages semblent piégés par cette réduction délibérée de la parole, par l'urgence d'un vulgaire « pas le temps du détail », sa mécanique et son rythme, jusqu'à l'explosion finale : des actes d'une rare violence, le suicide de Phèdre, le viol de Strophe par Thésée, l'éviscération et l'émasculation d'Hippolyte, etc.

Mais si les personnages sont piégés par le texte, ils le sont aussi par leur rang : ils sont les membres d'une famille royale. L'histoire de Phèdre est fatalement et historiquement emmurée, *L'Amour de Phèdre* est pour cela une crise de l'espace et de l'enfermement. Même si Kane renverse radicalement le mythe de Phèdre, et rejette l'héritage des A*nciens*, elle conserve néanmoins le cœur tragique du mythe et son conflit : l'amour irrésistible de Phèdre pour Hippolyte. Le conflit tragique est une crise d'espace, comme le dit Barthes, en tragédie, « le rapport humain (réduit obstinément à une horrible contrainte spatiale) ne peut s'éclaircir qu'en se nettoyant : il faut que ce qui occupe une place en disparaisse, il faut que la vue soit débarrassée : l'autre est un corps qu'il faut posséder ou détruire. Le radicalisme de la solution tragique tient à la simplicité du problème initial : toute la tragédie semble tenir dans un vulgaire *pas de place pour deux*[13]. » Il n'y a pas d'échange amoureux possible dans *L'Amour de Phèdre,* c'est cette impossibilité qui tue Phèdre, elle ne peut pas posséder son amour, son suicide et son mensonge

Variations 18/04/06 13:40 Page 104

entraînent la chute d'Hippolyte, qui est aussi la chute du pouvoir monarchique. Cette logique d'extension de la chute signifie la destruction de l'homme et de son pouvoir, la destruction de l'homme et de sa représentation. Mais avant cette extension, les indications spatiales de la pièce évoluent dans le sens d'une restriction, d'un resserrement : un palais royal, une chambre, une cellule de prison. Hippolyte dans sa cellule est enfermé dans un espace déjà clos. Comme l'espace est clos, pour paraphraser Barthes, la relation est immobile, on peut parler de *dialectique impuissante.* L'incarcération d'Hippolyte matérialise cette immobilité qui est le noyau de la relation Phèdre-Hippolyte entre oblation et viol. La frustration de Phèdre et la destruction d'Hippolyte sont deux forces qui s'annulent, mais l'extinction totale de la famille royale découle, elle, d'une dialectique puissante, la dialectique intérieur-extérieur. Dans la pièce, l'agitation vient de l'extérieur : « *C'est l'émeute. Mettent le feu au palais* », « *Ça brûle* »… Le scandale qui éclabousse la monarchie provoque une révolution. Le scandale privé devient alors un désastre collectif. Les dernières scènes ont lieu *aux portes de la cour*, la catastrophe finale se produit à la limite de l'espace public et de l'espace privé, c'est là et nulle part ailleurs que la monarchie pouvait s'effondrer. La dialectique intérieur-extérieur est puissante donc, mais elle est aussi impuissante parce qu'elle ne libère pas la vérité, seulement la vérité du chaos. C'est la tragédie de l'intime, de l'amour qui se théâtralise dans l'éclatement chaotique que représente la fin de la pièce, dans l'extension du désastre privé en désastre collectif. Cette articulation du tourment de l'intime et de l'effondrement de la monarchie communique une expérience limite de l'objet « amour ». « La communauté des amants, que ceux-ci le veuillent ou non, qu'ils en jouissent ou non, qu'ils soient liés par le hasard, l'amour fou, la passion de la mort, a pour fin essentielle la destruction de la société[14]. » Cette *fin essentielle* dont parle Maurice Blanchot, c'est exactement ce que Sarah Kane expérimente par le langage et la violence physique ou mentale des rapports entre les sexes, c'est exactement ce qu'elle théâtralise dans cette représentation hyperbolique du conflit tragique. Cette représentation qui est aussi l'anéantissement d'Hippolyte, la mort de l'homme sur fond de barbaries et d'inhumanité, révèle une ultime jouissance et porte en elle l'espoir de la réconciliation de l'homme avec lui-même. La mort peut être une possibilité de compréhension, comme elle peut être toute l'horreur de l'impossibilité, pour paraphraser Blanchot, la mort est dans les deux cas l'ultime ressource de signification, une quête de vérité absolue. La mort semble toujours être chez Kane l'espoir du rideau qui se lève, nous pensons ici bien sûr à la fin de *4.48 Psychose*. Mais elle révèle aussi l'impossible amour.

Il n'y a pas d'amour possible, semble crier Sarah Kane dans *L'Amour de Phèdre*. Phèdre aime Hippolyte, elle ne peut pas résister à ce sentiment, elle dit : « *Impossible d'éteindre ça. Impossible de l'étouffer. Impossible. Me réveille avec, ça me*

Variations 18/04/06 13:40 Page 105

brûle. Me dis que je vais me fendre de bas en haut tellement je le désire. » Hippolyte n'aime pas l'amour, n'aime pas les autres, et ne s'aime pas lui-même. Il dit : « *Je suis gras, je suis dégoûtant, je suis lamentable. Mais on me baise beaucoup.* » Phèdre brûle d'un amour dont elle ne jouira pas, son corps brûlera (sur scène) de cette non-jouissance. Hippolyte et Phèdre ne sont pas amants et elle ne jouira pas de son unique rapport sexuel avec Hippolyte : une fellation. La fellation est dans le texte de Kane le symptôme de l'existence vide de sens d'Hippolyte. Il comble le vide par cette sexualité mécanique, comme une réponse à l'ennui. Hippolyte consomme des chips, des bonbons, la télévision et le sexe toujours de la même façon, avec excès et sans plaisir, il n'est pas libre dans ce *palais royal*. Il dit, entre ironie et lucidité, « *tout le monde court après la queue d'un roi* », pour ne pas dire je suis moi-même un objet, une marchandise. Le mot « marchandise » n'est pas là par hasard. L'acte sexuel échangé entre Phèdre et Hippolyte évoque clairement une scène de prostitution. Il ne s'agit pas de prostitution formelle, mais de soumission. La fellation que Phèdre fait à Hippolyte est l'image significative de la négation de soi, qui implique, entre autres, la négation de l'amour maternel. Elle se propose à Hippolyte, tout en sachant que la fusion n'aura pas lieu, elle se donne comme objet. « Se proposer », comme le dit Georges Bataille dans *L'Érotisme,* est l'attitude féminine fondamentale. Kane fait de cette attitude l'anéantissement de Phèdre : elle n'est plus individualisée, elle est la énième bouche de cet acte asexué, cette bouche pourrait être une chaussette sale, elle n'est plus mère non plus, elle rejette l'idée de maternité par amour (« *ce n'est pas mon fils »; « je ne suis pas ta mère »…*). Mais Phèdre face à Hippolyte sera la mère ou le « même », elle ne sera jamais « l'autre », l'amante. La stérilité de leur amour se joue dans la non-jouissance, dans l'absence de joie, dans l'humiliation qu'Hippolyte inflige à Phèdre. Les dernières répliques de la scène Phèdre-Hippolyte sont déconcertantes. Phèdre demande à Hippolyte : « *Pourquoi est-ce que tu me détestes*? » Il répond : « *Parce que vous vous détestez.* » Cette réponse honnête, lucide, renvoie à Phèdre toute l'énormité de son masochisme, de sa souffrance, dans l'amour sans borne qu'elle ressent pour Hippolyte : au-delà de la soumission physique, il y a la soumission mentale. La haine de soi, conséquence extrême de la condition amoureuse, est une souffrance qui isole le sujet du reste du monde. La tragédie de Phèdre est une tragédie de la solitude constituée exclusivement de souffrance. Il y a dans la souffrance, comme le dit Emmanuel Levinas « une absence de tout refuge. Elle est le fait d'être directement exposé à l'être. Elle est faite de l'impossibilité de fuir et de reculer. Toute l'acuité de la souffrance est dans cette impossibilité de recul[15]. » Phèdre ne peut pas fuir, ne peut pas reculer, elle est piégée par une vérité insoutenable : elle ne jouira jamais de son amour et elle aime trop Hippolyte pour s'aimer elle-même. Les derniers mots d'Hippolyte la conduisent au suicide. Ce

Variations 18/04/06 13:40 Page 106

suicide, qui est le prolongement d'une non-jouissance, d'une érotisation sans joie, n'est pas un acte désespéré, il est plus que le résultat d'une blessure narcissique, il est la seule issue possible pour une brûlure irrémédiable, le seul moyen de briser sa solitude, de se libérer elle-même de sa souffrance. « On ne meurt pas d'amour – voilà l'horreur. On refait l'amour comme on refait sa vie – voilà l'horreur. Si nous survivons à la fin de l'érotisation – alors l'amour n'a pas rang d'absolu[16]. » Ce que Jean-Louis Marion expose ici est l'illustration parfaite de ce qui se fonde dans la mort de Phèdre, l'élévation de son amour au rang d'absolu, pour cela le suicide de Phèdre est le seul acte de la pièce à s'inscrire dans l'ordre tragique. Mais même si Phèdre est prête à mourir pour affirmer cet amour, son suicide est aussi une réaction de dégoût face à la vérité, son amour ne changera pas Hippolyte, face à la *fin du mystère*. « *Voilà. Fin du mystère* », parole abjecte prononcée par Hippolyte après avoir éjaculé dans la bouche de Phèdre.

Pour cela sans doute elle décide de se venger : Phèdre accuse Hippolyte de viol, comme dans la tragédie de Sénèque. Mais dans ce mensonge, n'y a-t-il pas une part de vérité? Au sujet du viol, Sarah Kane dit ceci : « Ce qu'Hippolyte fait à Phèdre n'est pas un viol – la langue anglaise ne comporte aucun terme capable de décrire les ravages émotionnels qu'il inflige. « Viol » est le terme le plus satisfaisant que Phèdre ait trouvé pour cela, le plus violent et le plus efficace[17]. » Hippolyte n'a pas réellement « violé » Phèdre, il y a bien mensonge, mais il ne dément pas le viol. Il sait qu'il est allé trop loin, il mesure la violence de ce qu'il a infligé à Phèdre. Il accepte l'accusation et donc sa condamnation à mort.

Dans *L'Amour de Phèdre,* Hippolyte n'est capable que d'une sexualité passive, la seule chose qui le fait sortir de son immobilité, de son ennui, est son accusation pour viol, il dit : « *Rares sont les gens qui héritent d'une pareille chance. C'est pas de la camelote. Pas du bric-à-brac.* » Son choix de ne pas démentir l'accusation est directement lié à la puissance phallique. Le viol, démonstration la plus extrême de cette puissance, est la forme la plus absolue de l'agression virile. Hippolyte préfère le mensonge à la vérité, car il y a dans ce mensonge une restitution à l'homme de sa puissance phallique, sa mort lui rend sa virilité même s'il meurt dépossédé de ses parties génitales. L'affirmation de sa puissance, c'est aussi ce qui le détruit. Au bord de la mort, à la toute fin de la pièce, après avoir été tabassé par la foule, lapidé et émasculé, Hippolyte *trouve le moyen de sourire* et prononce ces quelques mots : « *Si seulement il avait pu y avoir plus de moments de cet ordre*. » Hippolyte, pour Kane, « reconnaît l'inanité qu'il y a pour lui à trouver un sens et une satisfaction dans l'acceptation d'une mort sanglante et violente… Je ne crois pas qu'il se paye notre tête dans cette dernière réplique, mais je crois qu'il a conscience de sa drôlerie. Il a conscience du paradoxe[18]. » Hippolyte, dans sa dernière réplique, a parfaitement conscience qu'il vit la situation la plus extrême de son existence, et donc

Variations 18/04/06 13:40 Page 107

la plus exaltante, même s'il découvre les limites de son pouvoir, sa faiblesse d'homme, sa finitude et peut-être toute l'absurdité de la mort. Au-delà de l'horreur d'une mort atroce, au-delà de l'angoisse, le sourire d'Hippolyte est l'image d'une délivrance. Nous pouvons reprendre ici Bataille et son *expérience intérieure* : « L'homme que je suis – dont la venue au monde était ce qui peut être pensé comme le plus improbable – enferme cependant l'ensemble des choses. La mort me délivrant d'un monde qui me tue enferme en effet ce monde réel dans l'irréalité d'un moi-qui-meurt[19]. » La délivrance d'Hippolyte, forme suprême de la réconciliation de l'être avec lui-même, est aussi son triomphe, un triomphe sur la folie liée à la scission de la conscience et du corps, un triomphe qui brise son immobilisme lié à sa réification, cette réification qui était aussi sa prison. Pour Sarah Kane, face à cette *déchirure* « on n'a de chance de retrouver ce que l'on appelle son bon sens que si l'on se raccroche à soi-même, du point de vue spirituel, corporel, émotionnel. Hippolyte fait l'expérience de cette unité au moment de sa mort, il se sent soudain comme un être humain qui dispose de toute sa raison. Mais pour accéder à ce sentiment, il faut qu'il meure[20]. »

Hippolyte, homme malsain, profondément nihiliste, profondément destructeur, est humanisé à la fin de la pièce, il n'est plus cet « animal » qui se contente de survivre, et cette humanisation passe par son anéantissement. Sa mort pourrait être l'écho lointain de la fin de la pièce d'Edward Bond *Le Crime du XXIe siècle* : « *La faim de justice nous rend humain* », même si c'est une justice amorale qui émerge d'un bain de sang. C'est la mort de Phèdre qui laisse derrière elle le germe de cette justice, qui est aussi le germe d'un éclatement chaotique, résultat d'un excès de violence à la limite de l'humanité et d'une jouissance souveraine : l'unité de l'être qui n'existe que dans l'impossibilité de pouvoir « être » encore, dans le silence de la mort.

Dans *L'Amour de Phèdre,* Kane nous entraîne au cœur de l'érotisme, pour ne pas dire que dans la pièce il n'est question que d'érotisme. Le texte nous fait entendre une force vitale et un silence mortel. On pense ici à la définition de l'érotisme faite par Bataille : une approbation de la vie jusque dans la mort. Phèdre « femme suicidée », Hippolyte, « anti-héros sacrifié », représentent à travers leur destin tragique la tragédie de l'érotisme, qui est une tragédie où la purgation a lieu sur scène dans le tableau final : le feu brûle le corps de Phèdre, et le sang des autres membres de la famille royale coule. Sarah Kane s'attaque à une vérité *inavouable* : ce qui rapproche les êtres le temps d'une communauté (le désir, la jouissance ou la non-jouissance), c'est aussi ce qui les sépare éternellement.

Vérité que Sarah Kane affronte par le langage, et tente de transcender en explosant les barrières de la tragédie classique, en écorchant le mythe à vif. En désolidarisant l'homme de sa puissance et de son narcissisme jusqu'à la destruction et

Variations 18/04/06 13:40 Page 108

en affirmant la femme et son désir de jouissance jusqu'au suicide, Sarah Kane met en scène la violence de l'affrontement des deux sexes. Et dans cette mise en scène de la violence, dans la mort de Phèdre et d'Hippolyte, il y a l'espoir (romantique) d'une fusion universelle, et le désir d'unité (forme absolue de l'amour). Quand Nils Tabert demande à Sarah Kane pourquoi sa pièce est plus une pièce sur Hippolyte que sur Phèdre, sa réponse est troublante :

« Je ne sais pas. Je crois que je voulais écrire une pièce sur les dépressions parce que cela correspondait à mon état à ce moment-là. Dans cette mesure, il était inévitable que Hippolyte devienne de plus en plus central. En même temps, il s'agissait de la coupure dans ma propre personnalité, le fait que je suis à parts égales Hippolyte et Phèdre. Ils sont les deux faces d'une même personne, le cynisme affiché, absolument blessant, et l'amour aveugle sans réserves, pour quelqu'un qui est tout sauf aimable. À chaque scène que j'écrivais, je me déplaçais en conséquence dans des états contraires, pour dégager ce qui se passe quand ces deux personnes se rencontrent. *L'Amour de Phèdre* était la tentative de relier deux extrêmes dans ma tête. Et à la fin ce n'était pas seulement une expérience déprimante, mais aussi une expérience libératrice[21]. »

Cette réponse en dit long sur la création de la pièce, sur la souffrance de l'auteur et ce qui la hante. Sarah Kane s'affronte, elle affronte sa propre schizophrénie en la théâtralisant. Elle se plonge en elle-même et se projette hors d'elle-même en faisant parler les autres, les personnages que sa conscience produit et imagine, et cela jusqu'à la libération, jusqu'à la scène finale, jusqu'au viol, jusqu'au meurtre. Sarah Kane extériorise une dialectique intérieure jusqu'à l'explosion, l'explosion de ce que son corps enferme, jusqu'à la guérison. Nous entendons par guérison la réunion des « deux extrêmes ». *L'Amour de Phèdre,* en exposant le désastre de l'érotisme, en l'élevant au rang d'universel grâce à l'éclatement chaotique qu'est le désastre collectif, explose les limites de l'intime, explose le corps : prison organique de l'esprit, espace intraduisible.

Quête d'identité construite sur les contradictions de son propre esprit et de son propre corps, quête de vérité construite sur les contractions de son monde et du monde qui l'entoure, le théâtre de Sarah Kane dans son urgence est toujours la rencontre précipitée et explosive de l'espace intérieur et de l'espace extérieur. Il porte pour cela en lui une destruction immanente. Mais s'il y a dans *L'Amour de Phèdre* l'espoir d'une fusion au-delà de la destruction, cet espoir disparaît dans *Manque,* et encore plus radicalement dans *4.48 Psychose.* Dans *L'Amour de Phèdre* (histoire de l'amour impossible d'une femme et de son beau-fils), dans *Purifiés* (histoire d'amour incestueuse entre un frère et une sœur dans un univers concentrationnaire), comme dans *Anéantis,* le langage théâtral de Sarah Kane est l'expression poétique d'une schizophrénie « androgyne »; dans le mouvement des

Variations 18/04/06 13:40 Page 109

corps et de la parole, il y a de l'espoir d'une survivance, même si le cadre est un romantime dévasté. Dans le langage, par le langage, elle met en scène la violence de sa vie interne et sa rage de vivre, plutôt de survivre. Dans *Manque* et dans *4.48 Psychose* cette violence se referme sur elle-même. La parole naît de l'immobilité des corps, du corps, et cette parole nous dit « je ne peux pas vivre ». Dans *4.48 Psychose,* elle dit : « *J'ai connu une nuit où tout me fut révélé. Comment je peux encore parler? L'hermaphrodite brisé qui ne se fiait qu'à ille-même découvre qu'en réalité ça grouille bien dans la pièce et implore de ne jamais se réveiller du cauchemar* ». « Ille-même », sexe impossible non viable dans le monde tel qu'il existe. Elle écrit plus loin dans le texte : « J*e suis un échec total sur le plan humain.* » Nous aimerions lui dire, au-delà de l'absurdité du « trop tard », que l'image de soi, l'image « ennemie » que l'on découvre dans le miroir, n'est pas toujours un instant de vérité.

Sarah Kane est peut-être *l'ange du désespoir* de *La Mission* de Heiner Müller et son théâtre sa voix : « Femme/Voix : *Je suis l'ange du désespoir. De mes mains je distribue l'ivresse, la stupeur, l'oubli, jouissance et tourments des corps. Mon discours est le silence, mon chant le cri. À l'ombre de mes ailes habite la terreur. Mon espoir est le dernier souffle. Mon espoir est la première bataille. Je suis le couteau avec lequel le mort force son cercueil. Je suis celui qui sera. Mon envol est le soulèvement, mon ciel l'abîme de demain*[22]. » Il y a dans *Mon ciel l'abîme de demain* un espoir d'être toujours, l'espoir d'un devenir éternel. L'espoir, « dernier souffle », « première bataille », est peut-être l'expression du vide, ce vide nécessaire à la création. L'espoir de la mort, l'espoir de la *lumière,* qui n'est en aucun cas un désir de mort, est le seuil du théâtre de Sarah Kane, comme celui de l'amour est la destruction.

Lire ou voir une œuvre de Sarah Kane, c'est se retrouver au cœur du tourment de l'intime, voir des corps livrés à l'implacable, des images insoutenables. Le théâtre est le lieu exceptionnel où l'imaginaire et le réel se retrouvent face à face. Pour Sarah Kane, ce « face à face » était un affrontement jusqu'à la brûlure irrémédiable. Jouer avec le feu est peut-être une provocation de jeunesse, mais ce jeu provoque le théâtre lui-même. Feu destructeur, feu purificateur, la violence de son théâtre est certes une utopie, une construction purement imaginaire, mais une utopie à notre portée. C'est sans doute ce qui effraye. C'est sa force aussi. Incontestable. Le théâtre de Sarah Kane s'écrit au sommet de l'urgence et redonne un sens à cette question de « vie ou de mort ». Il dérange, il met le spectateur dans une position inconfortable, mais touche l'Homme dans ce qu'il a de plus profond, de plus intime : sa souffrance, son enfermement, sa jouissance. Il y a toujours dans la création un espoir de révélation. Dans cette voix-là, Sarah Kane s'est engagée totalement. « *S'il vous plaît, levez le rideau* »… L'intime explose à la face du collectif, par nécessité, pour la vérité. Il est difficile, peut-être même impossible, de se protéger face à une telle explosion.

Variations 18/04/06 13:40 Page 110

Bibliographie

- Sarah Kane, *Anéantis*, traduction Lucien Marchal, L'Arche, 1995.
Sarah Kane, *Manque,* traduction Évelyne Pieiller, *L'Amour de Phèdre*, traduction Séverine Magois, L'Arche, 1996.
- Sarah Kane, *Purifiés*, traduction Évelyne Pieiller, L'Arche, 1998.
- Sarah Kane, *4.48 Psychose,* traduction Évelyne Pieiller, L'Arche, 2000

[1] Cité par G. Saunders, dans *« Love me or Kill me » Sarah Kane et le théâtre*, L'Arche, 2004, p. 17.
[2] *Ibid.*
[3] Interview de Dan Rebellato, 1998, citée par G. Saunders, *op. cit.,* p. 73.
[4] A. Artaud, « En finir avec les chefs-d'œuvre », *Le Théâtre et son double*, Gallimard, 1964, pp. 127-129.
[5] Dans Langridge and Stephenson, *Rage and raisons*, cité par G. Saunders, op. cit., P. 45.
[6] « Sarah Kane et le théâtre », extrait de Edward Bond, *The secret Plot*, dans Lexi/textes 3, L'Arche, 1999, p. 203.
[7] Sarah Kane citée par G. Saunders, *op. cit.,* p. 163.
[8] Conversation avec Ute Scharfenberg (1995), dans *Théâtre/Public* 160-161, « Heiner Müller, Généalogie d'une œuvre à venir », 2001, p. 10.
[9] Interview de Nils Tabert dans la revue *OutreScène,* numéro consacré à Sarah Kane, 2003, p. 68.
[10] La nourrice dans *Phèdre* de Sénèque, vers 229-231.
[11] R. Barthes, « Le mythe aujourd'hui », dans *Mythologies,* Seuil, 1957, p. 223.
[12] Renaud Cojo a mis en scène *L'Amour de Phèdre* en 2000, interview, dans la revue *Cassandre,* décembre 2000, p. 39.
[13] R. Barthes, *Sur Racine*, Seuil, 1963, p. 37.
[14] M. Blanchot, *La communauté inavouable*, Minuit, 1983, p. 80.
[15] E. Levinas, *Le temps et l'autre*, Quadrige/Puf, 1983, p. 55.
[16] J.-L. Marion, *Le Phénomène érotique,* Grasset, 2003, p. 242.
[17] Cité par G. Saunders, *op. cit.*, p. 131.
[18] Interview de Nils Tabert, *op. cit.*, p. 68.
[19] G. Bataille, *L'Expérience intérieure*, Gallimard, 1954, p. 90.
[20] Interview de Nils Tabert, *op. cit.,* p. 67.
[21] *Ibid.*, p. 68-69.
[22] Heiner Müller, *La Mission,* Minuit, 1982, p. 13.

L'Internationale situationniste : dynamiques de récupération et d'appropriation dans l'exposition Destruction de RSG-6

Mikkel Bolt-Rasmussen *

Le 22 juin 1963, l'exposition *Destruktion af RSG-6* (*Destruction de RSG-6*) s'est ouverte à la galerie *Exi* à Odense. La galerie était située dans la cave du premier collectif au Danemark, la *Maison*, fondée par Mogens Amdi Pedersen, qui s'est fait connaître plus tard comme directeur de l'expérience pédagogique progressiste Tvind. La *Maison* était au cœur de nombreuses activités politiques et culturelles, comme par exemple une campagne contre l'Afrique du Sud. Dans la cave, se trouvait donc une galerie d'art moderne, et c'est dans cette cave que l'*Internationale situationniste*, petit groupe postsurréaliste et quasi-marxiste, a mis en scène l'exposition *Destruction de RSG-6*. Cette exposition fut annoncée comme « manifestation collective de l'Internationale situationniste » qui, dans les années 1957 à 1972, s'efforçait d'unir l'avant-garde politique et artistique dans une forme d'activité révolutionnaire postartistique au cours de laquelle les représentations sociales se trouvaient détournées.

L'exposition *Destruction de RSG-6* était organisée en l'honneur des Anglais anonymes qui, en avril de la même année, 1963, sous le nom de « Spies for Peace », avaient révélé la construction secrète par le gouvernement britannique d'un abri anti-atomique appelé RSG-6. L'exposition comprenait trois parties : la première, « Abri », était une pièce aménagée comme un abri anti-atomique, avec des matelas suspendus le long des murs, des bouteilles d'eau et des boîtes de conserve dans un coin. Sur les matelas, on avait installé des mannequins dans des sacs pour cadavres. La pièce était plongée dans l'obscurité ; une seule ampoule électrique brillait par intermittence. Le mur portait l'inscription « RSG-6 ». Une forte odeur emplissait l'espace et l'on entendait hurler des sirènes. Deux assistants circulaient dans cet espace et distribuaient des pilules aux visiteurs. Dans la deuxième partie, « Révolte », on avait accroché des cibles à l'effigie des leaders politiques de l'époque : le président américain Kennedy, le premier secrétaire du PC d'URSS Nikita Krouchtchev, le président français Charles de Gaulle, le dictateur espagnol Francisco Franco, le chancelier allemand Konrad Adenauer et le ministre danois des affaires étrangères Per

* Mikkel Bolt-Rasmussen est situationniste.

Variations 18/04/06 13:40 Page 112

Hækkerup. Là, les visiteurs se voyaient distribuer des fusils de chasse pour tirer sur les cibles. On avait aussi accroché aux murs une série de toiles blanches sur lesquelles le situationniste Guy Debord avait écrit plusieurs slogans : « Abolition du travail aliéné », « Dépassement de l'art », « Réalisation de la philosophie », etc. Dans la troisième partie, « Exposition », les spectateurs se voyaient offrir un cocktail qu'ils pouvaient siroter en regardant un ensemble d'images placardées au mur, tout en feuilletant le catalogue de l'exposition. L'une de ces séries d'images était les « Cartographies thermonucléaires » du situationniste Jeppessen Victor Martin, des peintures qui représentaient différentes parties du monde après le déclenchement de la IIIe guerre mondiale. L'autre série était les reliefs de la situationniste Michèle Bernstein « Les victoires du prolétariat », qui dépeignaient les défaites historiques de la classe ouvrière présentées comme des victoires.

Grâce à ces quelques éléments, l'Internationale situationniste entendait scandaliser non seulement le monde de l'art, mais le monde entier. Les situationnistes tentaient de faire le lien avec une situation politique explosive et, dans le même temps, de se distancier de la production artistique et de la rhétorique politique de leur époque. L'exposition était conçue comme un élément dans une critique radicale et totale de la société, qui s'inspirait des théories révolutionnaires du socialisme comme le communisme des conseils et l'anarchisme. Les situationnistes puisaient dans ces théories une vaste critique de l'ordre économique et politique du monde, particulièrement du pouvoir étatique et monétaire, ainsi que la critique d'une critique qui se borne à revendiquer des aménagements de cet ordre, et non l'abolition pure et simple de l'État et du travail salarié. Les situationnistes combinaient ce socialisme hérétique à la critique de l'art formulée par l'avant-garde artistique de l'entre-deux-guerres [1]. D'après eux, Dada et les surréalistes avaient, entre 1916 et 1930, respectivement nié et réalisé l'art. Dada avait remplacé l'œuvre d'art traditionnelle par le canular, alors que le surréalisme, lui, avait utilisé l'art comme instrument privilégié de libération de la puissance créatrice. Chacun de ces groupes s'était montré sceptique à l'égard de l'autonomie du modernisme qui permettrait à l'art de thématiser des questions politiques et sociales, sans que pour autant cette thématisation amène un effet social quelconque. Le statut autonome de l'art fonctionnait comme réservoir pour un imaginaire qui avait été détruit partout ailleurs au cours du processus de modernisation de la société. Les avant-gardes de l'entre-deux-guerres entendaient libérer cet imaginaire dans une société qui, selon eux, se caractérisait par la raison instrumentale. Les situationnistes entendaient poursuivre le projet de Dada et des surréalistes, ils aspiraient à rejeter le monde de leur époque afin de trouver la réalité et

Variations 18/04/06 13:40 Page 113

l'authenticité qui s'exprimaient dans la subjectivité radicale, c'est-à-dire dans les révoltes contre les institutions de ce monde et dans l'auto-organisation indépendante du prolétariat révolutionnaire.

Dans le catalogue de l'exposition *Destruction de RSG-6*, le chef de file de l'Internationale situationniste Guy Debord écrivait : « Le mouvement situationniste apparaît à la fois comme une avant-garde artistique, une recherche expérimentale sur la voie d'une construction libre de la vie quotidienne, enfin une contribution à l'édification théorique et pratique d'une nouvelle contestation révolutionnaire. Désormais, toute création fondamentale dans la culture aussi bien que toute transformation qualitative de la société se trouvent suspendues aux progrès d'une telle démarche unitaire[2]. » Ces phrases rappellent un temps où il était encore possible de lier art et politique. L'avant-garde artistique devait être l'avant-garde politique. Il s'agissait de changer le monde contemporain, et les artistes avaient un rôle central à jouer dans cette transformation. Il fallait rejeter la société en bloc. Debord et les situationnistes avaient la vision d'une autre vie, c'est pourquoi la société devait être rejetée et transformée. L'Internationale situationniste se mettait au service de la révolution. Debord écrivait ces lignes au moment où les sociétés ouest-européennes connaissaient des changements sociaux et historiques violents, qui eurent des répercussions sur l'art. Ces phrases sont le produit d'une époque où l'art était impliqué dans l'apparition de nouvelles forces et de nouvelles relations productives qui, à long terme, semblaient compliquer, voire empêcher l'union de la pratique artistique et de la réflexion politique au sein d'une seule et même action[3]. Or c'était précisément ce que souhaitait Debord. Avec les situationnistes, il cherchait donc fébrilement à s'ajuster à ces nouvelles conditions dans l'espoir de participer à l'élaboration d'une pratique politico-artistique alternative et « d'avenir ». Bien que nous soyons aujourd'hui encore – particulièrement au cours de la dernière décennie – les témoins de pratiques artistiques qui se rapportent explicitement à des événements sociaux et historiques[4], les phrases programmatiques de Debord nous paraissent très étranges. Lorsqu'on cherche aujourd'hui à relier l'art et la politique, cela ne va pas de soi, contrairement aux assertions de Debord, qui, elles, ne laissent planer aucun doute quant au but final. Les situationnistes souhaitaient unir l'engagement politique et l'expérimentation artistique, ce qui signifiait que, pour Debord et les Situationnistes, l'art n'avait de valeur que pour autant qu'il agisse sur deux plans : qu'il ait une démarche critique, mais aussi une démarche révolutionnaire à l'égard de la société environnante. Une telle exigence envers l'art, une telle confiance dans son pouvoir paraissent, sinon mal placées, du moins inattendues à un moment où plus personne ne doute du pouvoir et de la portée de

Variations 18/04/06 13:40 Page 114

l'art en tant qu'institution, et où peu de gens contestent la capacité du capital à se réformer lui-même, voire questionnent le caractère bénéfique de la démocratie libérale et de l'économie de marché[5].

Au milieu des bouleversements sociaux et économiques de l'après-guerre, il n'était plus possible, selon les situationnistes, de prendre une position « réaliste » comme les minimalistes ou les artistes pop le faisaient à l'intérieur du monde de l'art, ou bien comme le faisait la gauche établie dans le champ politique. À l'image des moments révolutionnaires qui fascinaient tant les situationnistes, c'était tout ou rien. Ils n'entendaient pas se satisfaire de réformes mineures, et choisissaient « tout », même si ce grand bond forcé en avant dans le futur devait les laisser avec « rien ». Bond forcé, parce que les situationnistes vivaient leur époque comme un théâtre où de fausses représentations avaient arrêté l'histoire et annoncé sa fin. Les situationnistes n'acceptaient pas cette fin de l'histoire et refusaient de se contenter d'accompagner formellement cette évolution en créant de petits objets bizarres, à l'instar des minimalistes ou des représentants du pop art, qui acclamaient ironiquement les nouvelles marchandises et les objets de la société de consommation en cherchant à brouiller la logique culturelle qui sous-tendait la production et la circulation des marchandises.

L'Internationale situationniste se considérait comme l'avant-garde de la nécessité historique et elle opérait en plein territoire ennemi, dans ce qu'elle appelait la société du spectacle. Les situationnistes niaient la réalité contraignante de ce monde qu'ils rejetaient au profit de l'auto-organisation indépendante du prolétariat. La visibilité du contexte politique était proche de zéro : la guerre froide avait réduit le spectre politique à une question de fidélité au capitalisme de consommation des États-Unis ou à la dictature du capitalisme d'État soviétique, et l'art avait abandonné tout rapport avec son projet révolutionnaire d'avant-guerre. Dans ce contexte, les situationnistes tâchaient de garder en vie le projet des avant-gardes de l'entre-deux-guerres en insistant sur l'effort que représentait un tel défi et sur la nécessité des changements drastiques auxquels il faudrait soumettre le projet des avant-gardes dans cette nouvelle situation historique. Celle-ci était en effet caractérisée par une construction capitaliste inouïe du « sujet », qui exigeait de l'avant-garde qu'elle invente des formes possibles de résistance à cette construction et qu'elle analyse les implications de l'invasion et de la restructuration du quotidien, une sphère qui naguère échappait à la domination de la marchandise. C'était précisément cette « colonisation du quotidien » qui, pour les situationnistes, rendait la question de l'art et de l'esthétique si centrale pour la formulation de toute politique alternative. La société, disaient-ils, utilise des images pour créer une représentation d'elle-même, une surface esthétique par laquelle toute identité commune est rempla-

Variations 18/04/06 13:40 Page 115

cée par une psycho-sociologie généralisée qui absorbe toute critique et toute représentation ironique. La société du spectacle a esthétisé le quotidien. Les images qui assurent la cohésion de la société en appellent aux sens des gens, mais elles les écrasent. La société du spectacle est esthétique au sens d'anesthésique, elle casse les sens du corps. Pour faire face à ces représentations trompeuses, les situationnistes préconisaient l'imagination de la subjectivité radicale mise en acte dans le quotidien. Dans le quotidien, ici et maintenant, l'avant-garde artistique fusionnerait avec l'avant-garde politique : dans la négation de l'art et de la politique comme phénomènes séparés, et dans leur réalisation comme une seule activité esthétique menée par une conscience révolutionnaire. Les situationnistes voulaient inverser l'anesthésie du spectacle et effectuer une esthétisation positive avec, comme point de départ, le désir réprimé par le capitalisme spectaculaire.

L'exposition d'Odense était conçue comme exemple d'une telle critique de l'art et de la politique. C'était dans un contexte politique particulièrement tendu, au moment où planait la menace d'un anéantissement total du monde, que les situationnistes ont choisi de « dédier » leur unique exposition en sept ans aux militants anglais, les « Spies for Peace », et à leur action au cours de laquelle des militants masqués liés au mouvement pacifiste avaient pénétré dans l'abri anti-atomique du gouvernement anglais[6]. Ce bunker faisait partie d'une série d'abris que le gouvernement anglais avait construits en secret au cours des années cinquante. Les dits RSG (Regional Seats of Government) étaient donc des abris prévus pour accueillir les élus locaux et les membres du gouvernement en cas de guerre atomique. La construction de ces abris avait eu lieu sans que l'opinion publique anglaise en soit informée, jusqu'à ce que des militants pacifistes réussissent à forcer l'entrée du bunker RSG-6 à Reading et à le photographier, y compris les documents secrets qui s'y trouvaient et les soldats qui y travaillaient. Les militants avaient ensuite reproduit les documents qu'ils avaient trouvés, et rédigé un petit pamphlet qui s'intitulait : « DANGER! OFFICIAL SECRET RSG-6 », et dans lequel ils rendaient publics les plans secrets du gouvernement anglais en cas de guerre atomique. Le pamphlet fut alors envoyé aux agences de presse et aux journaux, et la nouvelle fit la une des journaux et mit le gouvernement dans l'embarras. Ainsi, l'une des plus grandes manifestations contre le gouvernement britannique eut lieu devant le bunker RSG-6 trois jours après la révélation par les « Spies for Peace » de l'intention du gouvernement de se réfugier dans un abri secret en cas de guerre nucléaire.

L'Internationale situationniste prit cet événement comme point de départ. Bien que l'histoire de l'art soit remplie d'exemples d'artistes qui ont utilisé des événements politiques comme matériau et ont laissé le politique transparaître

Variations 18/04/06 13:40 Page 116

clairement dans leur œuvre[7], le travail des situationnistes était différent. Alors que Rubens ou Titien transformaient les événements politiques, les purifiaient de leur contingence et les allégorisaient, les situationnistes étaient contraints de maintenir le contingent et le chaotique dans la dynamique politique, sous peine de la réduire à l'esthétique. Il leur était impossible de transcender la situation politique. Ils ne pouvaient transformer les événements politiques quotidiens et chaotiques en miracles cosmologiques, comme le firent Rubens et Velázquez. Cette métamorphose, qui permit à ces deux artistes de rendre la politique miraculeuse, était interdite aux situationnistes, qui s'étaient voués à lutter pour ce monde-ci, à transformer la société du spectacle. Il n'y a pas d'autre monde à disposition que celui que la société du spectacle a occupé et exproprié.

Ainsi, les événements en Angleterre ont constitué le matériau de l'exposition des situationnistes, qui eut lieu un mois et demi seulement après que les « Spies for Peace » eurent forcé le bunker secret et informé l'opinion publique des intentions du gouvernement anglais en cas de guerre nucléaire. Il va de soi que le contenu de l'exposition avait été créé en toute hâte et n'était pas le fruit d'un lent travail artistique dans le laboratoire habituel de l'artiste, l'atelier[8]. Il s'agissait donc d'objets fabriqués à la va-vite qui ne devaient pas uniquement se référer aux événements anglais du mois précédent, mais clairement les réécrire. Pour les Situationnistes, une telle réécriture s'avérait nécessaire dans la mesure où il s'agissait de replacer dans son contexte l'action que les « Spies for Peace » avaient accomplie contre l'État anglais. Cette action n'était en effet qu'*un* exemple du début d'un mécontentement global et d'une protestation contre l'ordre social de l'époque, où la menace de la guerre atomique était instrumentalisée comme chantage contre des gens qui vivaient dans la peur constante de l'anéantissement. Les Situationnistes voulaient réécrire l'opération de dévoilement de l'abri secret à l'aide de moyens d'expression « artistiques » et dans une galerie d'art. Le matériau de l'œuvre d'art consistait donc en un événement social. Cette substitution du matériau artistique traditionnel par un matériau inédit, à savoir des événements sociaux et politiques, entraînait une accélération du processus de production artistique, désormais contraint à évoluer au même rythme que les dynamiques et les événements politiques. Contrairement à la pratique artistique traditionnelle, centrée sur l'éternité et l'absence, l'usage de l'art par les Situationnistes se caractérisait par l'immédiateté et la présence. Dans leurs actions, on remplaçait les matériaux de la nature par une autre matière, le discours social, alors que les problèmes formels de la plasticité se réduisaient à une question de visibilité et d'efficacité de l'action.

Si une expression « artistique » devait pouvoir approprier et détourner un énoncé politique, il fallait alors mettre en suspens, voire rejeter toute considéra-

Variations 18/04/06 13:40 Page 117

tion pour la tradition artistique. Il s'agissait en fait non seulement de se substituer au matériau et au geste artistique traditionnels, mais de les éliminer, dans la mesure où les Situationnistes s'appropriaient les événements politiques. Le matériau et l'acte artistiques devaient apparaître comme anachroniques dans leur confrontation avec l'appropriation situationniste, qui rendait ainsi visible le caractère passé de l'œuvre d'art et se proposait d'aboutir à une destruction de l'art en tant que sphère séparée dans la vie. Ce qui importait était que l'action d'Odense réussisse à présenter une critique des conditions politiques, et la critique de l'art comme une totalité, comme une critique cohérente. Les situationnistes cherchaient à pratiquer ce que nous pouvons appeler un « holisme local », où la proposition plastique est non seulement l'expression d'un discours artistique, mais encore synthétise la totalité des discours au sein de la société. Autrement dit, les situationnistes s'efforçaient de créer une forme de contexte-texte total dans lequel l'engagement politique et l'investissement artistique seraient unis dans l'énonciation concrète et provisoire d'un propos détourné. Comme l'écrivait Debord dans le catalogue de l'exposition, la manifestation d'Odense constituait une célébration et une contribution au combat contre l'organisation dominante de l'espace social, mais elle était aussi « son extension à un autre front, à l'aspect artistique de la même lutte globale. La création culturelle que l'on peut appeler situationniste commence avec les projets d'urbanisme unitaire ou de construction des situations dans la vie, et les réalisations n'en sont donc pas séparables de l'histoire du mouvement de la réalisation de l'ensemble des possibilités révolutionnaires contenues dans la société présente[9]. » Or les potentialités révolutionnaires de cette époque étaient, selon les situationnistes, employées de manière contre-révolutionnaire, pour en fait renforcer le monde capitaliste bourgeois.

La contre-révolution n'était pas seulement pour eux une répression violente ou un rétablissement d'un ordre social déchiré par des conflits ou des révoltes. En référence à la tradition marxiste, dont ils se considéraient à ce moment-là comme un prolongement, la contre-révolution était considérée comme la révolution « sur la tête[10] ». Elle impliquait un développement massif des modes de production, des formes de vie et des relations sociales qui, loin d'abolir l'ordre capitaliste, le consolidaient. Les situationnistes considéraient donc la contre-révolution comme le mouvement qui avait relayé la dynamique politique de la rupture qui s'était produite dans le monde occidental au début du XXe siècle. Cette rupture, ou état de fait révolutionnaire, avait été canalisée en direction d'une substitution contre-révolutionnaire qui ne remettait pas en question l'organisation capitaliste de la société. Ainsi, la révolution était déviée et les conditions historiques qui l'avaient rendue nécessaire participaient à présent à

Variations 18/04/06 13:40 Page 118

l'organisation du capitalisme. En un mot, les espoirs égalitaristes des masses avaient été déçus. C'est ainsi que les situationnistes se trouvaient face à une évolution où les potentialités économiques, sociales et culturelles, qui auraient dû être consacrées à la révolution, étaient mises au service de la consolidation et du développement du capitalisme. Mais, selon les situationnistes, la contradiction entre usage capitaliste et usage rationnel des nouvelles forces productives s'accentuait constamment, et le retour d'un mouvement révolutionnaire puissant était par conséquent imminent. Ils devaient, à cette échéance, faire en sorte que le mouvement révolutionnaire ne se contente pas de réformes. Pour eux la révolution absolue s'imposait et elle seule pouvait permettre la réalisation des besoins et désirs nouveaux qui étaient apparus.

Seule une critique sociale totale et sans reste avait un sens pour les situationnistes, dans la mesure où ils étaient convaincus que des concessions progressives et partielles aux exigences radicales ne feraient que renforcer la dynamique contre-révolutionnaire. Dans sa tentative d'occulter la contradiction entre les nouvelles potentialités et l'organisation capitaliste de la société, la contre-révolution cherchait à poursuivre les formes culturelles et idéologiques à la base de la révolution afin d'éviter l'opposition radicale et de lui substituer une égalisation plus douce et progressive. En même temps, elle espérait ainsi semer la confusion dans les esprits des sujets potentiellement révolutionnaires : « Le but principal de l'idéologie de la classe dominante est donc la confusion[11] », écrivaient les situationnistes dans leur style caractéristique qui privilégiait la confrontation et ne tolérait ni ambiguïté, ni compromis. S'ils voulaient éviter de soutenir l'ordre dominant, il leur fallait l'attaquer de front. La substitution contre-révolutionnaire prenait en effet la forme d'annexions partielle des nouvelles valeurs.

Contrairement à ce qui s'était passé dans les sociétés précédentes, où l'art expérimental et l'activité des intellectuels critiques avaient été simplement censurés, les situationnistes et le mouvement révolutionnaire étaient aux prises avec une société qui donnait à ses critiques une place en haut de l'affiche afin de les rendre inoffensifs et de les cantonner à un scepticisme interne au système et à des propositions de réformes mineures qui ne changeaient rien à la structure de la société. C'est ainsi que, pour les situationnistes, la classe bourgeoise intégrait et faisait dérailler la culture d'avant-garde. Les membres de cette classe déformaient tout simplement les productions culturelles du mouvement révolutionnaire, les banalisaient, et les mettaient ensuite en circulation par fragments stériles sans rapport aucun avec leur dimension et leur intention critiques. Cette opération, nommée par les situationnistes « récupération » rendait toute critique diffuse et séparait tout énoncé potentiellement révolutionnaire de son contexte

Variations 18/04/06 13:40 Page 119

social. La société capitaliste essayait d'intégrer toute critique en l'individualisant, en isolant quelques « critiques » bien visibles qui servaient d'exemple de sa tolérance et de sa capacité d'autocritique. Cette société se caractérisait par ce qu'on pourrait appeler aujourd'hui un pluralisme hégémonique, où la critique n'est ni interdite ni censurée et où l'art expérimental n'est pas enrôlé directement dans les mécanismes de l'État. Au contraire, tout est fait pour qu'on dispose d'une abondance de styles et de formes d'expression différents. On crée ainsi une fragmentation des goûts qui rend impossible la liaison des expressions entre elles et avec la société. Dans une telle situation, la représentation de l'avant-garde était à la fois suspecte et indispensable. Suspecte, parce que la société collait l'étiquette d'avant-gardiste sur presque toutes les productions qui se contentaient de répéter des expérimentations déjà faites auparavant. Indispensable, parce qu'une conscience subversive et une critique sociale pouvaient apparaître seulement grâce à une conscience de la situation historique. Sans une analyse sociale préalable, tout geste dans la sphère culturelle contribue au conformisme. En partant des représentations situationnistes de la philosophie de l'histoire – la communauté avait été détruite par le capitalisme qui, à présent, assurait faussement la cohésion du monde – l'avant-garde se présentait comme le produit d'une évolution historique ayant donné lieu à de nouvelles potentialités, qui pourtant restaient enfermées dans des structures capitalistes vieillies. L'avant-garde devait alors, et malgré elle, révéler et dépasser ce blocage historique.

Selon l'Internationale situationniste, l'art moderne était mort – il n'était désormais plus possible de créer des œuvres d'art particulières sans une théorie préalable et une analyse de l'évolution historique et de l'organisation sociale. C'est pourquoi l'art et la politique, deux discours autonomes et séparés, devaient être à la fois détruits et réalisés, fusionner dans la critique révolutionnaire de cette société du spectacle dont les situationnistes niaient si farouchement le caractère de réalité. Ils proclamaient que la société, par le biais de la culture, de la publicité, des médias de masse et du journalisme, s'était muée en une société du spectacle à force d'aliénation et de mise en scène. Les hommes ne faisaient qu'y « survivre » et en contemplaient passivement les images. Culture et capital avaient fusionné pour produire une marchandise spectaculaire à travers quoi la société vendait des images et des représentations de la « liberté » ou de la « démocratie », ersatz d'une imagination authentique, substituts d'images vraies. Les situationnistes considéraient que leur tâche, la tâche de l'avant-garde, consistait à définir et développer une théorie qui relierait la critique de l'économie politique avec celle de la vie quotidienne, dans l'objectif avoué de repérer une réalité ou une originalité qui ne seraient pas dévoyées par les images de la société du spectacle.

Variations 18/04/06 13:40 Page 120

Examinons à présent comment l'action d'Odense a tenté concrètement de synthétiser une critique des conditions politiques et une critique de l'art.

L'exposition *Destruction de RSG-6* était divisée donc en trois parties. La première pièce dans laquelle les visiteurs entraient était « l'abri », équipé de façon à ressembler à un véritable abri. La transformation de l'espace de la galerie en un abri anti-atomique sinistre doit être comprise en prolongement direct de la crise des missiles cubains, lorsque le monde avait évité d'extrême justesse l'apocalypse d'une guerre nucléaire. L'installation était, selon les situationnistes, une image de la société de l'époque qui, par peur de la guerre atomique, avait transformé l'existence humaine en un maintien minimal de la vie[12]. Ils n'auraient pas pu dépeindre plus brutalement la peur de la bombe atomique dans la société qui les environnait, une peur qui selon eux cachait le projet commun des grandes puissances : réduire la vie humaine à la simple survie. Selon les situationnistes, les deux combattants de la guerre froide soumettaient la population mondiale à un double chantage : si l'on s'abstenait de prendre position, on restait en sécurité dans le monde occidental où l'on pouvait choisir librement ; si l'on dénonçait les effets suspects du capitalisme, on ne manquait pas d'apparaître comme partisan du communisme soviétique. La position cohérente des situationnistes était de refuser cette alternative même. Leur compréhension hegeliano-marxiste de l'histoire les rendait capables de lire cette situation complexe comme une totalité : il n'y avait aucun choix possible entre les deux positions, toutes deux étaient unilatérales et fausses. Les deux côtés n'étaient pas réellement opposés, ils constituaient une partie de la même fausse réalité qu'il s'agissait d'affronter dans une action révolutionnaire consciente.

Dans la deuxième partie, le public devait tirer sur des cibles représentant les dirigeants politiques. Le spectateur de l'œuvre d'art, qui d'habitude contemple passivement les peintures, était invité à être actif et à attaquer les images des différents politiciens, tous, d'après les situationnistes, coresponsables de l'état du monde, eux qui avaient réduit l'existence humaine à une triste vie dans un abri anti-atomique. Il fallait traquer la simple survie, à quoi la peur réduisait la vie, à travers l'action hypericonoclaste consistant à tirer sur des images. La galerie, lieu érigé pour la contemplation d'œuvres d'art, se transformait en un champ de bataille où l'on visait et détruisait les images dominantes. En accrochant les portraits des dirigeants politiques au mur comme des cibles, les situationnistes exposaient le culte de la visibilité de l'*establishment* politique, le fait que la politique concernait plus l'image des politiciens sur le petit écran que leurs opinions respectives. En affichant côte à côte Krouchtchev et Kennedy, les situationnistes dénonçaient le discours de la guerre froide qui les présentait comme deux ennemis irréductibles, entre lesquels il fallait choisir. Les situationnistes soulignaient

Variations 18/04/06 13:40 Page 121

surtout le projet à l'ordre du jour commun des deux super-puissances : la réduction de la vie à une simple survie. Les représentations de la société du spectacle, qui transformait l'homme en spectateur de sa propre existence, se trouvaient métamorphosées par un seul geste – tirer sur les images-cibles de politiciens – en un argument pour une activation de l'homme. Les spectateurs participaient activement à la critique de l'ordre social. En outre, l'accrochage des cibles avec les politiciens impliquait, à n'en pas douter, une allusion au surréalisme et au mot d'ordre d'André Breton énonçant que l'action surréaliste par excellence était de descendre dans la rue et de tirer dans la foule[13]. Chez les situationnistes, l'action radicale n'était plus seulement une métaphore, elle était devenue réelle ; les situationnistes avaient quitté le monde de l'imaginaire et s'étaient donné un objectif clair : tirer sur les têtes de la contre-révolution, sur les représentants politiques de la société du spectacle. Il ne s'agissait plus de tirer au hasard dans la foule, mais plutôt de tourner les armes contre dirigeants et représentants de la société du spectacle. Si l'on tirait sur ces représentants, si les cibles tombaient, trouées, la société du spectacle tomberait aussi.

Dans la même partie de l'exposition, on pouvait lire les slogans de Guy Debord. Quatre de ces mots d'ordre étaient de longues toiles vides portant des inscriptions à la peinture noire. Les textes avaient apparemment été écrits à la hâte directement sur les toiles. Les lettres n'étaient pas toutes de la même grandeur, pas très harmonieuses, mais elles semblaient basculer, trembler. Les toiles étaient accrochées à différentes hauteurs sur le mur et étaient censées rappeler, selon le texte du catalogue, les graffitis et les slogans qu'on pouvait lire sur les murs de la ville. Avec ces inscriptions, Debord réduisait la peinture à une ardoise ou à un mur et détruisait son statut privilégié. C'était une façon de proposer une sortie de l'art en même temps qu'une entrée dans le monde. Ces toiles blanches couvertes d'inscriptions un peu bâclées empêchaient tout désir de contemplation de la part du spectateur. On n'avait aucun plaisir à regarder leurs phrases brutales. Les expérimentations de la peinture moderne avec les couleurs, les formes, les figures étaient remplacées par l'agitation. La communication d'une théorie avait remplacé la consommation visuelle. Ni fenêtre, ni surface, mais espace d'affichage ou bien mur. Impossible de se perdre dans un monde intérieur artistique, dans une représentation subjective, il n'y avait aucune présence artistique dans ces mots d'ordre. Seule s'affichait une objectivité impersonnelle. L'art moderne cachait le monde et ses possibilités sous une épaisse couche de peinture qui devait être dissoute comme dans un bain d'acide pour laisser apparaître une conscience révolutionnaire.

Le cinquième mot d'ordre était une peinture de l'artiste italien Pino Gallizio, sur laquelle Guy Debord avait inscrit « Abolition du travail aliéné ». L'objectif

Variations 18/04/06 13:40 Page 122

était de généraliser la créativité incluse dans la pratique artistique, de transcender l'art comme représentation d'une vie de jeu et de passion. Comme n'importe quel autre travail, l'art était une activité aliénante dans la mesure où il était séparé du quotidien. Être artiste consistait donc à faire obstacle à la créativité inhérente au précédent concept d'*art*. La peinture de Gallizio était une *pittura industriale* (peinture industrielle), fabriquée à la chaîne sur de longues bandes de 70 à 90 mètres. Le morceau exposé était un morceau de 73 cm sur 105 cm, aspergé de peinture noire qui formait des taches plus concentrées en plusieurs endroits. La peinture avait été projetée sur une toile très longue, puis coupée en morceaux. Les couleurs avaient pu s'écouler librement sans suivre un tracé ni chercher à figurer des formes. L'œuvre se donnait comme trace d'un processus artistique paradoxal où technique et spontanéité se conjuguaient en une unité plus haute de production et d'automatisme. La peinture de Gallizio constituait l'arrière-plan du mot d'ordre de Debord qui, à son tour, faisait obstacle à la contemplation. Au caractère informe de la peinture de Gallizio se substituait un énoncé politique fort. La parole de Debord empêchait brutalement le spectateur de s'absorber dans l'image. En accord avec l'aversion des situationnistes pour l'art-marchandise, la valeur affichée de cette toile était de 300 couronnes alors que la fabrication de la peinture sans texte avait coûté 6 000 couronnes.

Dans la troisième partie, les spectateurs se voyaient servir un cocktail, regardaient les peintures de J. V. Martin du monde après la IIIe Guerre Mondiale et les reliefs de Bernstein sur les victoires du prolétariat. Les « Cartographies thermonucléaires » de J. V. Martin consistaient en des plaques d'aggloméré recouvertes de pâte à modeler, de peinture, de cheveux, de morceaux de fer, de moisissures, de telle sorte que les différents continents étaient reconnaissables. Les images ressemblaient à des mappemondes agrandies qui auraient été modelées, puis peintes afin d'apparaître en trois dimensions. Comme sur les cartes de géographie traditionnelles, les parties qui représentaient les mers, les lacs et les fleuves étaient en bleu alors que les zones qui représentaient la terre étaient en vert. Sur les parties vertes, J. V. Martin avait projeté et laissé goutter de la peinture noire, des cheveux, des bouts de fer et de bois, de sorte que les continents paraissaient brûlés ou bombardés. Comme les titres l'indiquaient, la série d'images reproduisait le monde après l'éclatement de la IIIe Guerre Mondiale : *Deux heures après l'éclatement de la IIIe Guerre Mondiale, Deux heures et quart après l'éclatement de la IIIe Guerre Mondiale, Le deuxième jour, ils disent qu'il y aura 82 mégacadavres, Deux heures et demie après l'éclatement de la IIIe Guerre Mondiale, Le crématoire de RSG-6 : l'Angleterre, Deux heures et quarante minutes après l'éclatement de la IIIe Guerre Mondiale, Qu'importe qui a gagné la guerre – nous l'avons perdue*. Avec son humour noir, Martin avait pris au mot toutes les

Variations 18/04/06 13:40 Page 123

images d'horreur de son temps et mis le feu au monde entier. On ne pouvait être plus clair : les États-Unis, l'Angleterre, l'Europe et l'Union soviétique étaient ravagés par les bombes à hydrogène – les traces « sanglantes » des peintures de Martin critiquaient simultanément le comportement politique contemporain des grandes puissances et l'une des pratiques artistiques dominantes, l'*action painting*.

Dans la même pièce que les cartographies thermonucléaires de Martin, on trouvait une série de reliefs de Michèle Bernstein. Les reliefs étaient faits de plâtre, sur lequel Bernstein avait fixé différentes sortes de jouets. *Victoire des Républicains Espagnols* était une grande plaque de plâtre blanc avec cinq blindés en plastique. L'image était brute comme une surface rectangulaire entièrement blanche avec quelques « arrêts » où le plâtre avait pu former des irrégularités ou bien se dilater. Ce relief rappelait des toiles monochromes comme celles qu'Yves Klein et Piero Manzoni avaient créées quelques années auparavant. La grande différence était évidemment que Michèle Bernstein y avait collé les cinq tanks noirs et transformé ainsi la surface sèche et poussiéreuse en un champ de bataille. Les monochromes de Klein et de Manzoni étaient, d'après leurs créateurs, des exemples d'un art « immatériel » qui ne traitait pas du « visible » dans l'image. Cette représentation d'un art immatériel qui exposait une présence affective au-delà de la peinture figurative était détournée par Bernstein avec les cinq tanks en plastique. L'univers mythique et cosmogonique de la peinture monochrome, où l'influence affective exercée sur le spectateur offrait la perception d'une « réalité absolue », était selon Bernstein et les situationnistes un recours à une forme d'art quasi-religieux. Il ne pouvait être question d'abandonner cette réalité, celle du quotidien concret, en faveur de la représentation d'une autre réalité. Cela ne ferait qu'accréditer les promesses de bonheur éternel de la société du spectacle pour l'achat de la dernière marchandise sur le marché. La critique de la société du spectacle devait se faire *à l'intérieur de* la société du spectacle. Pas de place pour des utopies, mais seulement pour des alternatives concrètes dans cet espace. C'est pourquoi il importait d'interroger l'histoire de la société du spectacle et de l'écrire du point de vue de la conscience révolutionnaire. C'est ce que Bernstein tentait avec ces reliefs qui mettaient l'histoire à l'envers et transformait les défaites des révoltes et des révolutions en victoires.

Les deux autres reliefs, *Victoire de la Commune de Paris* et *Victoire de la Grande Jacquerie en 1358* n'étaient pas aussi simples que la *Victoire des Républicains Espagnols*. Bernstein y avait fait couler de la peinture claire et foncée et avait laissé le plâtre se concentrer dans de nombreuses petites irrégularités en travers des reliefs. Des soldats en plastique se tenaient en rang en travers du relief sur la *Victoire de la Commune de Paris*. La peinture était disposée sur le

Variations 18/04/06 13:40 Page 124

plâtre et sur les soldats formant de petites lignes et des blocs, de sorte que deux fronts se détachaient clairement. Le relief sur la révolte des paysans était aussi parsemé de peinture et de soldats en plastique, mais en plus, il y avait une série de camions en plastique fixés ici et là dans le plâtre. L'utilisation de soldats et de camions en plastique se voulait une critique de l'utilisation des objets quotidiens par des artistes du Nouveau Réalisme comme Arman. L'usage par ces artistes d'objets de tous les jours était considéré par les situationnistes comme un signe d'indifférence, voire de jouissance par rapport aux marchandises et objets nouveaux de la société de consommation. Face à la célébration par le Nouveau réalisme du quotidien moderne, les situationnistes proposaient le détournement volontaire de ces objets. Les jouets, tout sauf innocents, de la société du spectacle étaient alors mis au service d'une révision ludique, mais délibérée de l'histoire. Le jeu et la conscience étaient ramenés à une synthèse plus haute d'activité révolutionnaire qui n'était plus de l'art. Les situationnistes désignaient eux-mêmes ce non-art comme « nouvel irréalisme ». Dans cette perspective, il n'était plus possible de produire un art réaliste au sein d'une société marquée par l'aliénation, puisqu'une telle tentative ne ferait que renforcer les fausses représentations. Dans un monde qui tenait sur de fausses représentations, les situationnistes créaient des images fragmentées et non-réalistes qui rendaient virtuellement possibles d'autres représentations.

Le parcours à travers les trois parties était planifié avec précision, et les situationnistes présentaient la manifestation comme un projet commun où tout, des thèmes aux titres des peintures et des reliefs accrochés, avait été discuté collectivement avant d'être réalisé. Dans le catalogue, on pouvait lire : « Une manifestation collective de l'Internationale situationniste ». Les objets de la manifestation n'étaient donc pas le fruit de l'individualité d'un seul artiste, mais les instruments d'une expression orchestrée de bout en bout et intelligible, dans laquelle les objets particuliers fonctionnaient dans la totalité. La figure de l'artiste génial était dépassée par la destruction collective à laquelle les spectateurs participaient en tirant sur Kennedy, Krouchtchev ou le Pape. Non seulement le spectateur était arraché à son rôle de récepteur passif d'expériences esthétiques, mais il était forcé de prendre position sur les questions politiques du moment. Le geste créateur isolé disparaissait pour laisser place à l'objectivité et à l'impersonnalité. Dans le catalogue, les objets de l'exposition étaient certes reproduits, mais sous le label : « travaux exposés » et non pas : « œuvres d'art ». Un autre symptôme de ce rejet de la catégorie de l'œuvre était le fait que le pamphlet écrit par les « Spies for Peace » fît partie de la liste entre les cartographies thermonucléaires de J. V. Martin et les mots d'ordre de Debord. Ce faisant, les situationnistes entendaient nier la différence entre

Variations 18/04/06 13:40 Page 125

pamphlet politique et productions visuelles du groupe lui-même, qui étaient, l'un et les autres, ramenés à une unité plus haute de communication révolutionnaire.

L'important dans ces différentes expressions, pamphlet politique ou reliefs, était leur effet, à savoir leur critique de la société du spectacle. Il fallait que cette critique soit totale et radicale : elle devait aller aux racines des problèmes de la société de l'époque. Elle n'épargnait rien et c'est pourquoi il s'agissait bien entendu de la diriger aussi contre les médias qui, pour ainsi dire, portaient et promouvaient la critique. Rien ne devait échapper à la critique de l'aliénation généralisée de la société du spectacle. C'est pourquoi, selon les situationnistes, il ne s'agissait pas d'une exposition artistique au sens habituel, mais d'une manifestation, où la négation de la politique se trouvait couplée avec la négation de l'art. La revendication de cette manifestation était de replacer l'affaire anglaise du RSG-6 dans la perspective sociale et historique plus vaste des insurrections révolutionnaires et d'élargir le combat contre la bombe nucléaire au domaine de l'art où il s'agissait d'accomplir une destruction complète de l'art et de ses formes dépassées. En effet, la protestation contre les abris anti-atomiques secrets et la négation de l'art étaient, selon les situationnistes, les deux faces de la même médaille. Les formes et les pratiques de l'art avaient perdu leur crédibilité, non pas à la suite d'événements individuels et éthiques, mais de conditions économiques et politiques de la société du spectacle. C'est la totalité de la société de l'époque qu'il fallait critiquer. Une critique qui aboutissait à la destruction de la pratique artistique désormais récupérée à l'instar des spécialités techniques et des marchandises culturelles. Les formes obsolètes, achevées ou fragmentées de l'art devaient être dépassées au profit de l'action révolutionnaire dans laquelle on pouvait mettre en œuvre des media « artistiques » comme la peinture ou l'architecture, mais sous une forme détournée. La révolution virtuelle de l'art devait avoir lieu ici et maintenant, dans cette vie. Il ne plus suffisait plus que l'art soit une révolution *in absentia* – qu'il compense l'absence de la révolution en donnant forme à ses promesses. Il fallait à présent faire la révolution à travers la destruction conjointe de l'art et de la politique.

Les cartographies thermonucléaires de Martin, les mots d'ordre de Debord et les reliefs de Bernstein n'étaient donc pas de l'art selon les situationnistes. Ils étaient une forme d'« anti-tableaux » politiques, au-delà de toute beauté plastique. C'était seulement à travers la négation des formes esthétiques contemporaines qu'un art contemporain pourrait voir le jour. Les moyens de l'art avaient une efficace, moyens par lesquels les situationnistes pouvaient critiquer d'autres artistes, ridiculiser leurs œuvres et scandaliser le monde. Le mépris

Variations 18/04/06 13:40 Page 126

dirigé contre les artistes en exercice ainsi que la critique totale de la société avaient remplacé la création d'œuvres d'art. Les étudiants révolutionnaires du Venezuela, qui, le 16 janvier 1963, avaient jeté des bombes sur un transport d'art comprenant des peintures de Gauguin et de Van Gogh, reçurent les félicitations de Debord dans le catalogue de la manifestation d'Odense : « C'est manifestement là une manière exemplaire de traiter l'art du passé, de le remettre en jeu dans la vie, et sur ce qu'elle a de réellement important[14]. » La tâche que les situationnistes s'était fixée était d'analyser très rigoureusement les contradictions réelles de l'art, et non pas de produire de l'art situationniste. La critique de l'art ne pouvait prendre la forme de la création de nouvelles œuvres d'art, quel que fût leur caractère expérimental ou fragmentaire. Il fallait que la critique réelle de l'art fût une révolution sans images. Le problème de l'Internationale Situationniste était qu'à chaque fois que l'image communiste de l'avenir s'approchait, elle perdait son caractère de réalité alternative et devenait la nouvelle image du spectacle. L'appropriation se révélait finalement récupération. Plus les situationnistes combattaient la fausse réalité de la société du spectacle, plus le caractère prophétique de leur vision devenait évident.

[1] Pour une introduction à la théorie de l'Internationale situationniste, voir par ex. Anselm Jappe, *Guy Debord* (Pescara : Edizioni Tracce, 1993), trad. fr. de Claude Galli, *Guy Debord* (Marseille : Via Valeriano, 1995), Mario Perniola, *I Situazionisti. Il movimento cha ha profetizzato la 'Società dello spettacolo'* (Roma : Castelvecchi, 1998), Peter Wollen, « Bitter Victory : The Art and Politics of the Situationist International », Elisabeth Sussman (sous la direction de), *On the Passage of a Few People though a Rather Brief Moment in Time : The Situationist International 1957 – 1972* (Cambridge, Mass. & London : MIT Press, 1989), pp. 20-61.
[2] Guy Debord : « Les situationnistes et les nouvelles formes d'action dans la politique ou l'art », *Destruktion af RSG-6* (Odense : Galerie Exi, 1963), p. 15.
[3] Cf. Perry Anderson : « Modernity and Revolution », *A Zone of Engagement* (London & New York : Verso, 1992), pp. 25-55, Peter Bürger : *Theorie der Avantgarde* (Frankfurt, Suhrkamp, 1974).
[4] Cf. Paul Ardenne : *L'art dans son moment politique* (Bruxelles : La Lettre Volée, 1999), Holger Kube Ventura : *Politische Kunst Begriffe in den 1990er Jahren im deutschsprachigen Raum* (Wien : Selene, 2002), etc.
[5] Cf. Slavoj Zizek : *Did Somebody say Totalitarianism? Five Interventions in the (Mis) use of a Notion* (London & New York : Verso, 2001), trad. fr. de D. Moreau et J. Vidal, *Vous avez dit totalitarisme? Cinq interventions sur les (més) usages d'une notion* (Paris : éditions Amsterdam, 2004).
[6] Cf. « Spies for Peace and after », *The Raven. Anarchist Quaterly*, n° 5, 1988, pp. 61-96.
[7] L'opposition entre l'art « politique » d'artistes précédents et les actions volontairement postartistiques et politiques des situationnistes est tirée de la brève discussion de T. J. Clark de la

Variations 18/04/06 13:40 Page 127

différence entre le modernisme et l'art plus ancien. Cf. *Farewell to an Idea : Episodes from a History of Modernism* (New Haven & London : Yale University Press, 1999), pp. 21-22.

[8] Cf. les lettres de Guy Debord à J. V. Martin le 8 mai, à Raoul Vaneigem le 8 juin, à Ivan Chtcheglov le 8 juin et à Rudi Renson le 21 juin 1963. Ces lettres sont publiées in Guy Debord : *Correspondance, volume 2, Septembre 1960 – Décembre 1964* (Paris : Fayard, 2001), pp. 222-225, pp. 231-237, pp. 242-244.

[9] G. Debord : « Les situationnistes et les nouvelles formes d'action dans la politique ou l'art », p. 17.

[10] Comme nous l'avons déjà écrit, l'Internationale situationniste s'est inspirée du communisme des Conseils, et de philosophes comme Georg Lukács et Karl Korsch. C'est dans cette tradition, particulièrement chez Korsch, que les situationnistes trouvaient une théorie développée de la contre-révolution. Pour une présentation des théories politiques des situationnistes en rapport avec le surréalisme, le Parti communiste français, le trotskisme et le communisme des conseils, voir Mikkel Bolt Rasmussen, « The Situationist International, Surrealism, and the Difficult Fusion of Art and Politics », *Oxford Art Journal*, vol. 27, nr. 3, 2004, pp. 365-387. Pour l'usage par Debord de Lukács, voir Jappe, *Guy Debord*.

[11] Guy Debord : « Rapport sur la construction des situations et sur les conditions de l'organisation et de l'action de la tendance situationniste internationale », Gérard Berreby (éd.) : *Documents relatifs à la fondation de l'internationale situationniste* (Paris : Allia, 1985), p. 609.

[12] La menace de guerre nucléaire était un thème récurrent chez les situationnistes au début des années soixante. En 1962, Asger Jorn (qui à ce moment avait pourtant quitté l'Internationale situationniste) et Guy Debord projetaient de créer une nouvelle revue qui s'intitulerait *Mutant* et qui devait critiquer les défenses atomiques des deux blocs de l'Est et de l'Ouest aussi bien que la civilisation qu'elles étaient censées protéger. Dans le texte « Géopolitique de l'hibernation » (*Internationale situationniste*, n° 7, 1962, pp. 3-10), les situationnistes analysent l'équilibre de la terreur et l'idéologie de l'abri anti-atomique.

[13] Cf. André Breton : *Second manifeste du surréalisme*, *Manifestes du surréalisme* (Paris : Gallimard, 1992), p. 74.

[14] Debord : « Les situationnistes et les nouvelles formes d'action dans la politique ou l'art », p. 16.

Jacques Rancière. *La Haine de la démocratie**

Julien Bordier

Alors que le gouvernement utilise les moyens constitutionnels lui permettant de passer outre la démocratie formelle, la lecture du livre de Jacques Rancière est fort à propos. Si l'on ne trouve pas dans cette centaine de pages un manuel de militance démocratique, on y découvrira une réflexion riche sur l'idée de démocratie et l'usage qui en est fait aujourd'hui.

Comme le rappelle le philosophe, différentes « haines de la démocratie » ont existé et sont diamétralement opposées. C'est d'abord celle des Pères fondateurs américains, par exemple, qui à travers leur Constitution se protégeaient de la plèbe en sanctifiant la propriété privée. C'est aussi celle du jeune Marx qui voit dans l'élaboration des républiques bourgeoises, la démocratie formelle comme le vernis d'un système d'exploitation. Or, l'ouvrage de Rancière ne traite ni de l'une ni de l'autre, même s'il les évoque, mais de la manière dont le peuple souverain, base théorique même de la démocratie, est soumis à la méfiance et à la condamnation d'une oligarchie. L'ouvrage ouvre un espace de réflexion sur la question démocratique et condamne un usage dévoyé de la notion.

Ce commentaire s'attachera à mettre en valeur les moments essentiels de la réflexion de Rancière en espérant faire comprendre à quel point elle est incontournable dans le contexte actuel. Il n'aura pas la prétention de montrer les limites du livre, mais cherchera à enrichir certaines des idées qui y sont exposées par quelques références absentes de l'ouvrage.

Pour commenter le texte, suivons le raisonnement en quatre points de Rancière. Dans un premier temps, l'on s'attachera à comprendre la définition et l'usage dominant de la terminologie « démocratie », et, dans un deuxième temps, l'on verra comment l'auteur pose la question du politique par rapport à cette première définition. On verra ensuite comment l'auteur arrive à mettre en lumière l'idée paradoxale d'un régime « démocratique » et/mais oligarchique. C'est enfin l'actualité de la haine de la démocratie qui sera abordée.

---

* La Fabrique, Paris, 2005.

Variations 18/04/06 13:40 Page 130

L'usage dominant de la démocratie

Pour Rancière, une définition dominante du mot « démocratie » peut se résumer à l'exemple contemporain de l'intervention militaire américaine en Irak. C'est bien sous prétexte d'établir la « démocratie » que l'administration Bush a choisi d'intervenir autoritairement, outrepassant les règles de médiations internationales. Rancière ne précise d'ailleurs pas, sans doute pour ne pas interférer avec la suite de son raisonnement, que les preuves exhibées à la population américaine pour légitimer le recours à la guerre se sont révélées falsifiées.

Cette manière de présenter et de représenter la démocratie, que l'auteur appelle « nouveau discours antidémocratique », trouve selon lui sa racine dans les années quatre-vingts chez François Furet notamment. Il paraît important de rappeler quel rôle a pu jouer Furet dans le « discours antidémocratique ». En effet, cet historien était un des piliers de la fondation Saint-Simon. Faut-il rappeler le rôle assez particulier de ce *think-tank*[1] ? Issue des milieux anti-communistes de la guerre froide, elle a discrètement rassemblé en France dans les années quatre-vingts et quatre-vingt-dix, des personnalités politiques, économiques, culturelles et médiatiques comme par exemple Pierre Rosanvallon, Alain Minc, Francis Mer, Serge July, Laurent Joffrin, Luc Ferry, Alain Finkielkraut, ou encore Christine Ockrent. Membre du Club de La Haye, un réseau international atlantiste[2], la fondation Saint-Simon a éclipsé les intellectuels de la gauche non atlantiste et imposé une forme de pensée unique en France[3].

Le « nouveau discours antidémocratique » est celui qui utilise les grilles d'interprétation et d'analyse – ou plutôt de critique – du totalitarisme construites pendant la guerre froide pour combattre l'influence du bloc de l'Est. Ces grilles d'analyses sont désormais appliquées aux « sociétés démocratiques » et aux *illimitations* (Rancière) qu'elles impliquent.

Pour Rancière, il s'agit d'un processus historique de long terme. Ce processus s'engage avec la « réduction de la démocratie à un état de société » et se poursuit dans la construction d'un discours universaliste qui vient masquer l'idéologie du communautarisme dominant[4].

L'illimitation individualiste propre à la démocratie est bonne pour les élites, mais est une catastrophe quand elle tombe entre les mains de l'ensemble de la population. On trouve ici une réflexion chère à Rancière – sur laquelle nous reviendrons plus loin – et dans une certaine mesure l'opposition entre civilisés et barbares (bourgeoisie contre prolétariat) que mettait en évidence Louis Chevalier dans *Classes laborieuses, classes dangereuses*[5].

Variations 18/04/06 13:40 Page 131

Le politique et la démocratie

Pour appuyer la seconde partie de son raisonnement, le philosophe utilise les écrits de Platon pour définir la conception antique de la démocratie, et notamment la question du tirage au sort des « élus ». On laissera le futur lecteur apprécier la pertinence du jeu de références de l'auteur. C'est à partir de cette politique du hasard que l'auteur définit démocratie et politique. (p. 47 et 50)

Voilà donc le thème essentiel de Rancière : le politique[6]. Pour l'auteur, le politique signifie une ouverture de l'espace des possibles. La démocratie est une condition au politique et vice versa. Elle est une ouverture sur l'expression du politique et celle-ci permet l'existence de la démocratie. Le philosophe insiste : la démocratie ne peut se construire que sur « l'absence de titre à gouverner » que sont les titres de naissance (nature et origine) et de richesse (capital et propriété). « C'est cela d'abord que démocratie veut dire. […] Le pouvoir du peuple n'est pas celui de la population réunie, de sa majorité ou des classes laborieuses. Il est simplement le pouvoir propre à ceux qui n'ont pas plus de titre à gouverner qu'à être gouverné. » (p. 54) Le philosophe en profite pour écharper les prises de position travaillistes des autoproclamés progressistes.

Politique et démocratie sont donc étroitement liées. Toutes deux reposent essentiellement sur l'absence de titre à gouverner et sur le dernier – et fondamental – recours qu'est le pouvoir du n'importe qui, c'est-à-dire le pouvoir du peuple pris dans sa signification la plus simple : les gens. Cette irréductibilité des individus peut se nommer égalité, ce qui permet à Rancière d'écrire que l'égalité est loin d'être une fiction dans la mesure où « tout supérieur l'éprouve, au contraire, comme la plus banale des réalités. » (p. 55) En d'autres termes : la lutte de classes n'est pas morte, mais elle a tendance à être davantage pratiquée par les dominants que par les dominés. S'il y a une égalité à combattre, cela signifie qu'il y a égalité de fait.

Absence de titre à gouverner, pouvoir du n'importe qui, expression du politique : la démocratie ne peut être qu'« anarchique » (p. 48 et 53) ou plutôt anarchique, sans pouvoir. Le philosophe écrit que le candidat à la recherche du pouvoir ne peut l'acquérir en démocratie, puisque ce système écarte du pouvoir ceux qui l'aiment et le recherchent. On s'étonnera de ne pas trouver de références directes à la pensée libertaire qui a largement travaillé la question d'une société sans pouvoir. Il aurait été intéressant d'avoir quelques traces historiques de formes de gouvernement tendant à limiter l'amour du pouvoir[7]. Rancière répondrait peut-être qu'il n'est ni militant, ni partisan, ni sociologue, mais philosophe ; mais surtout que « la démocratie ne s'identifie jamais à une forme politico-juridique. » (p. 62)

Variations 18/04/06 13:40 Page 132

De la situation actuelle : les régimes démocratiques oligarchiques

Si la démocratie ne peut être ni une société ni un gouvernement, comment appeler alors la forme de « pouvoir démocratique » que nous subissons ? L'oligarchie. Cette « démocratie oligarchique » s'illustre à travers ses modalités de fonctionnement et en particulier le gouvernement représentatif. Le philosophe n'est certes pas le premier à l'énoncer, mais il ne présente pas la représentativité électorale simplement comme un vernis – une « peinture fantaisie », écrit-il – mais comme un espace de tension. « Le suffrage universel est une forme mixte, née de l'oligarchie, détournée par le combat démocratique et perpétuellement reconquise par l'oligarchie qui propose ses candidats et quelquefois ses décisions. » (p. 61)

On observe aujourd'hui une mobilisation populaire, et/mais médiatique, pour inciter à l'inscription sur les listes électorales. On peut se demander à la lecture de *La Haine de la démocratie*, quelle place ce mouvement, si honorable soit-il, laisse à une telle réflexion. Rancière rappelle d'ailleurs que si la « démocratie représentative » est aujourd'hui admise, cette expression « a d'abord été un oxymore [8] ». (p. 61)

Il s'agit alors de comprendre qui forme cette oligarchie et comment son pouvoir s'exerce. On laissera le lecteur trouver la réponse à la première question. Quand au pouvoir, il est celui de la « logique *naturelle* des titres à gouverner, qui est une logique de l'indistinction du public et du privé ». La question de l'homme et du citoyen permet de distinguer théoriquement l'homme privé de l'homme public. Cependant, Rancière montre bien que cette indistinction constitutionnelle, en régime oligarchique, n'est mentionnée que pour être mieux contredite dans les faits et instaurer une double domination. La sphère publique est de fait « réservée au jeu des institutions et au monopole de ceux qui les font marcher », la sphère privée est soumise à « l'empire de la loi d'accroissement de la richesse ». (p. 64) Le citoyen n'est donc pas un sujet politique en l'état, écrit Rancière. Ceci rappelle dans une certaine mesure le refrain revendicatif d'un groupe de hip-hop français [9] qui scande : « Citoyen, tu sers à rien ! »

Comment définir alors le processus démocratique ? Ce n'est certes pas « l'illimitation » consumériste, mais la remise en question permanente et sur un mode polémique de « l'universel » censé exprimer l'égalité des hommes et des citoyens. Le processus démocratique est le « mouvement qui déplace sans cesse les limites du public et du privé, du politique et du social. » (p. 70) Et c'est précisément cela que rejette l'idéologie républicaine, qui, elle, fige l'universel.

Le philosophe pose alors une question qui intéressera le sociologue : répu-

Variations 18/04/06 13:40 Page 133

blique et sociologie ne défendent-elles pas toutes les deux un même projet politique, celui d'un corps social homogène, un et indivisible ? Evoquant la IIIe République, Rancière écrit que « la république naissante souscrit au programme sociologique ». C'est-à-dire qu'elle prône le rassemblement d'une « communauté » déchirée par les révolutions, agitée par des intérêts antagonistes et marquée par la préoccupation bourgeoise de la république définitive. L'ouvrage nous permet donc de poser la question de la sociologie dans la république en général, et en particulier de savoir si la république défend un projet sociologique, si la sociologie défend un projet républicain, ou si cet ensemble doit se penser dans un système dynamique de va et vient permanents. C'est bien la question *science paria* – perspectives d'émancipation – contre *science d'accompagnement* – analyse des dominations – qui est ici posée [10].

Pour conclure cette partie de sa réflexion, Rancière montre dans quelle mesure la « haine de la démocratie » existe et s'exprime dans et par la république. C'est principalement dans la « haine de l'égalité » qu'on la trouve de la manière la plus représentative. Le philosophe donne d'ailleurs un exemple simple : quand les oligarques dénoncent la faillite d'un « modèle social » et son manque d'égalité, leurs solutions sont d'abord des remises en cause de l'égalité. Les débats sur – et les réformes de – l'Ecole sont à ce titre sans équivoque.

« Les grandes proclamations républicaines du retour à la politique dans les années quatre-vingt-dix ont, pour l'essentiel, servi à soutenir les décisions des gouvernements, là même où elles signaient l'effacement du politique devant les exigences de l'illimitation mondiale du Capital, et à stigmatiser comme arriération *populiste* tout combat politique contre cet effacement. » (p. 78)

Rebondissements

Ici, nous ne dévoilerons pas le propos de la dernière partie de ce petit livre, qui est pour sûr la plus délectable dans la mesure où le lecteur y est invité à poursuivre lui-même la réflexion.

L'oligarque condamne le gouverné, responsable du déclin. Ce dernier est « le coupable absolu d'un mal irrémédiable. Pas un petit coupable, mais un grand coupable qui cause […] la ruine de la civilisation et de l'humanité » (p. 98). Si les gouvernants haïssent les gouvernés, c'est parce qu'ils les craignent. Prenons un exemple d'actualité. Pour ne pas charger toute la jeunesse violemment et ne pas risquer le débordement politique ou démocratique, le gouvernement actuel a reporté le vote de la loi sur le téléchargement via Peers 2 Peers pour imposer d'abord le « Contrat Première Embauche ».

Mais bien sûr, cette crainte ne peut être exprimée ouvertement par les oligarques ; elle prend donc différentes formes. Celle qui paraît la plus facile à

Variations 18/04/06 13:40 Page 134

démasquer est celle qui consiste à dénoncer le « populisme ». Dénoncer le populisme signifie tracer une frontière entre les savants et les ignorants[11]. Les ignorants sont le peuple, puisque adhésion au populisme signifie ignorance. On est alors assez proche dans la configuration décrite par Louis Chevalier. Le peuple ignorant est « la vile multitude qui a perdu toutes les républiques » et « la tourbe de nomades » comme le disaient respectivement Thiers et Haussmann[12]. Aujourd'hui cette haine est celle d'un directeur de « journal de gauche » qui insulte ses lecteurs au lendemain d'un référendum qu'il a « perdu ». C'est aussi celle, exprimée à la même occasion, d'un éditorialiste satirique converti en disciple de la société médiatique, qui hurle sur un plateau de télévision qu'il représente la minorité bafouée, une minorité allant du PS au Medef…

Philippe Val n'avait toutefois pas complètement tord : il est minoritaire. Comme l'écrit Rancière, nos gouvernements (politiques, médiatiques, salariaux, scientifiques…) sont toujours le visage du pouvoir d'une minorité sur la majorité. Enfin, cette « haine », avant d'être celle des médias, est surtout celle envers les plus défavorisés s'exprimant à travers l'état d'urgence, le couvre-feu et les bavures policières qui restent impunies[13].

Cette « haine », le peuple la rend bien : des révoltes de novembre 2005 à la baisse des ventes de la presse écrite, en passant par le référendum du 29 mai 2005. Rancière l'écrit différemment. Selon lui ce que le gouvernement oligarchique n'arrive pas à canaliser se retrouve dans le vote d'extrême droite, dans « la multiplicité des combats » qui refusent le diktat économique et dans le détournement électoral (p. 87). Est-ce un hasard si le titre d'un des rares films français qui traite de la vie dans les quartiers populaires ghettoïsés, et que leurs habitants se sont appropriés, est *La Haine* : haine contre haine, « jusqu'ici tout va bien[14] ».

On pourrait continuer à développer les idées de Rancière, et c'est d'ailleurs le principal atout de ce livre. Si, comme nous le disions pour commencer, ce n'est pas un manuel de combat démocratique, c'est un passage essentiel dans une réflexion sur le monde actuel et les masques derrières « nos » gouvernements « démocratiques » se cachent. Par extension, c'est aussi le début d'une réflexion à mener sur la manière dont s'organisent les luttes, le politique et la tension démocratique[15].

Jacques Rancière renvoie dos à dos les militants de bords opposés. Ce qui les rassemble, c'est la foi. Or, il faut s'en détacher pour penser la démocratie et le politique. C'est bien ça, entre autres, que nous apporte le philosophe et sa philosophie. Pour vivre l'égalité – et donc la démocratie – on ne peut selon l'auteur miser sur les formes contemporaines du système. Ceux qui ont la foi dans

Variations 18/04/06 13:40 Page 135

le marché, tout comme ceux qui ont la foi dans le socialisme, ne peuvent préfigurer leur monde parfait à l'intérieur de celui-ci. « La société inégalitaire ne porte en son flanc aucune société égale » (p. 106).

L'échange, le débat véritable, l'égalité des intelligences et la prise de conscience de l'individualité humaine : là se trouve la démocratie. « Chez ceux qui savent partager avec n'importe qui le pouvoir égal de l'intelligence, elle peut susciter du courage, donc de la joie. » (p. 106)

[1] Littéralement « citerne à penser », on traduit ce terme en français par « boîte à penser ».
[2] Halimi, Serge, 2004. *Le Grand Bond en arrière, comment l'ordre libéral s'est imposé au monde*. Paris, Fayard, 620 p.
[3] Ceci n'est mentionné qu'à titre d'exemple concret. On peut se reporter à : Saïd, Edward W., 1996 (1994). *Des intellectuels et du pouvoir*. Paris, Seuil.
[4] Sur cette idée voir l'article : Geisser, Vincent, 2005. « Ethnicité républicaine versus République ethnique ? », in *Mouvements*, n° 30, mars-avril 2005, pp. 19-25.
[5] Chevalier, Louis, 2002 (1958). *Classes laborieuses et classes dangereuses*, Paris, Perrin.
[6] On lira à ce sujet avec intérêt les autres livres de Jacques Rancière comme par exemple *La Mésentente* (1995, Galilé) ou *La Nuit des prolétaires* (1981, Fayard), ou encore avec une approche esthétique *Le Partage du sensible* (2000, La Fabrique).
[7] Guerin, Daniel, 1999 (1970), *Ni Dieu ni maître, anthologie de l'anarchisme. Tome I et Tome II*. Paris, La Découverte.
[8] Pour se redonner une idée, à titre d'exemple, on peut facilement trouver sur Internet le fameux texte d'Octave Mirbeau, *La Grève des électeurs (1888)*.
[9] *L'Ennemi à l'Intérieur*, 2005, autoproduction.
[10] Concernant ces sujets (sociologie et république), on trouvera une réflexion de sociologue : Cingolani, Patrick, 2003. *La République, les sociologues et la question politique*. Paris, La Dispute/Snédit.
[11] Jacques Rancière a déjà écrit sur la question de l'ignorance : *Le Maître ignorant*, Paris, Fayard.
[12] Cité dans Chevalier, Louis, 2002 (1958). *Opus Cité*.
[13] Lire Rajsfus, Maurice, 2002. *La Police et la peine de mort, 1977-2001 : 196 morts*. Paris, L'esprit frappeur.
[14] Pour ceux qui n'auraient pas vu le film de M. Kassovitz, c'est sur cette phrase que s'ouvre ce long métrage.
[15] On trouvera page 63 une réfutation intéressante du terme de « mouvement social ».

Mike Davis, *Au-delà de Blade Runner : Los Angeles et l'imagination du désastre**

Philippe Maingault

L'essai *Au-delà de Blade Runner,* écrit par Mike Davis en 1998 sous l'ère Clinton, traduit en français par Arnaud Pouillot, vient de paraître aux éditions Allia. Ce livre est l'extrait d'un des chapitres de *The Ecology of Disaster.*

Ce texte, qui décrit une situation urbaine catastrophique à Los Angeles, « glace le sang ».

Paradoxalement, cette situation est cependant moins spectaculaire que la vision apocalyptique, dans *Blade Runner,* d'un Los Angeles dévasté. Moins spectaculaire, mais plus effrayante, car l'inhumanité du quotidien paraît moins pire que la brutalité des émeutes périodiques.

Mike Davis analyse et décrit une Los Angeles devenue au fil du temps non plus seulement un lieu où règne la ségrégation socio-spatiale, comme dans nombre de villes du monde capitaliste, mais aussi un lieu où la peur reconfigure tout l'espace urbain.

Dans les années vingt, l'école de sociologie urbaine de Chicago présentait une ville hiérarchisée où les classes sociales, mais aussi les composantes ethniques, s'ordonnaient dans des espaces concentriques successifs à partir du centre historique. Des lieux de croisement des différentes couches de la population existaient néanmoins.

Aujourd'hui, il faut ajouter au célèbre diagramme de Burgess un facteur nouveau et décisif : la peur. Cette « écologie de la peur » superposée aux ségrégations socio-spatiales et ethniques nous fait découvrir une ville à la dérive, avec des quartiers riches « bunkerisés » et des quartiers pauvres soumis aux gangs. Un véritable apartheid apparaît avec des séparations physiques et mentales croissantes entre quartiers.

Les outils technologiques modernes ultrasophistiqués permettent une surveillance généralisée dans un monde où progressivement la possibilité d'échapper au contrôle devient impossible.

* Allia, Paris, 2006.

Variations 18/04/06 13:40 Page 137

Enfin, à l'extérieur de la ville, s'érigent dans la « ceinture du goulag » des prisons toujours plus nombreuses, conférant à la Californie le statut peu enviable de troisième État pénitentiaire du monde, derrière la Chine et les États-Unis considérés dans leur ensemble. Tandis que ces prisons accueillent des détenus de plus en plus nombreux et recrutent massivement en conséquence, les établissements d'enseignement supérieur perdent de nombreux postes.

Cet univers étouffant entre périodiquement en ébullition et les émeutes successives, dont les manifestations sont même visibles de l'espace, renforcent à chaque fois la ségrégation, l'apartheid, les mesures ultra-sécuritaires et répressives…

L'univers urbain semble se dissoudre, les possibilités de rencontre qu'offre le milieu urbain s'estompent. Quant aux relations interindividuelles banales, elles sont de plus en plus empreintes de méfiance et d'agressivité.

Si la privatisation et le confinement de l'espace public créent une atmosphère accablante, les désirs de foule, de lieux publics piétons ressurgissent, mais se réalisent de façon totalement artificielle à travers d'étranges ghettos « touristico-récréatifs » simulant la ville fantasmée.

Ce livre laisse l'étrange impression d'une dislocation de la notion de ville. N'est-elle plus que simulacre, enfer, lieu d'enfermement et/ou irréel, fantôme d'un passé révolu ?

Cette décadence apparaît sans fin et la cité semble inexorablement se rapprocher du gouffre.

L'auteur, hyperpessimiste, n'entrevoit « aucune sortie par le haut », car la peur, tout comme les clivages sociaux et raciaux, fournit une assise « citoyenne » suffisante à ces politiques ultra-sécuritaires où les individus s'épient entre eux, jouent de la délation, forment des milices privées en complémentarité avec la police.

La seule issue est-elle l'implosion ?

Une fois refermé ce livre, une question cruciale et existentielle se pose à nous. Sommes-nous en France, en Europe, à l'abri de telles dérives ? Les ingrédients de cette décadence ne sont-ils pas en marche aussi dans la vieille Europe, même si l'urbanité européenne reste encore une référence ? Les émeutes récentes dans certaines banlieues et les contre-réactions de peur qu'elles peuvent susciter ne marquent-elles pas une nouvelle époque, lourde de dangers ?

Gardons cependant l'espoir, car ces dérives ne sont pas inéluctables dans des villes et des pays où des formes politiques et culturelles renouvelées émergent. Soyons toutefois vigilants, car une course de vitesse entre dérives à la Los Angeles et renouveau progressiste semble bien engagée.

Variations 18/04/06 13:40 Page 139

Variations
Revue internationale de théorie critique
automne 2006

Subjectivités libres et critique de la répression

Les formes de résistance se déploient aujourd'hui face à un adversaire tenace : un ordre des choses qui cherche à accentuer sa domination par le renforcement du contrôle, de la menace et de l'asservissement économique des êtres. *Variations* se propose de poursuivre une réflexion s'inscrivant au cœur de son sujet : la question de la subjectivité et celle de la critique de la répression. Il s'agit de faire retour et de faire aussi une avancée sur les courants de pensée qui se sont intéressés à cette thématique de la subjectivité et à l'analyse critique de la violence, pour ainsi pouvoir nouer résistance et travail conceptuel. Freud et la psychanalyse, Adorno/Horkheimer et la critique de la personnalité autoritaire, le freudo-marxisme, la pensée de Foucault, de Lacan ou de Deleuze seraient ainsi des brèches à investir tout en cherchant à les confronter à un présent qui apparaît comme insupportable.

Le Hors-champ, quant à lui, s'offre à tous les cheminements critiques.

Le comité de rédaction de Variations.
Pour toute proposition de contribution : variations_abonnement@yahoo.fr

Abonnements

Nom & prénom
Adresse, code postal, ville

Abonnement annuel (2 numéros) : 24 euros
Numéros printemps et automne 2005 : 14 euros
Règlement par chèque à l'ordre de : Éditions Vs – 31, rue de Brest – 69002 Lyon
Commandes : florence.curt@wanadoo.fr

Disponible

Barbaries, résurgences, résistances

Variations
Revue internationale de théorie critique
Printemps 2005

Denis Berger / Alex Neumann. *Penser la libération. Pour Jean Marie Vincent*

Dossier
Jean-Marie Vincent. *La barbarie dans les rapports sociaux*
Jean-Marie Vincent. *Guerre sociale, mouvement social, mouvement sociétal*
Bertrand Geay. *Désordres scolaires et rappel à l'ordre social*
Alain Bertho. *La banlieue dans la Guerre globale*
Jean Claude Paye. *Une construction impériale : la coopération policière et judiciaire entre les États-Unis et l'Union Européenne*
Entretien avec Gilbert Achcar. *Mondialisation, ordre mondial et mouvement pour la paix*

Débat : Relire *Le Capital*
Jean-Marie Vincent. *Introduction*
Dialogue d'Antoine Artous avec Tran Hai Hac. *Une correspondance en trois temps*

Hors-champ :
Maria Eleonora Sanna. *Images du double. Notes sur Michel Foucault*
Emmanuel Valat. *Idéologie et utopie*
Gérard Da Silva. *Le portrait de Rabelais, un enjeu idéologique*

Notes de lecture :
Lucia Sagradini et Denis Berger

Parangon/Vs

ISBN 2-84190-137-8
144 pages, 14 €

Disponible

La Théorie critique
Héritages hérétiques

Variations
Revue internationale de théorie critique
Automne
2005

Dossier

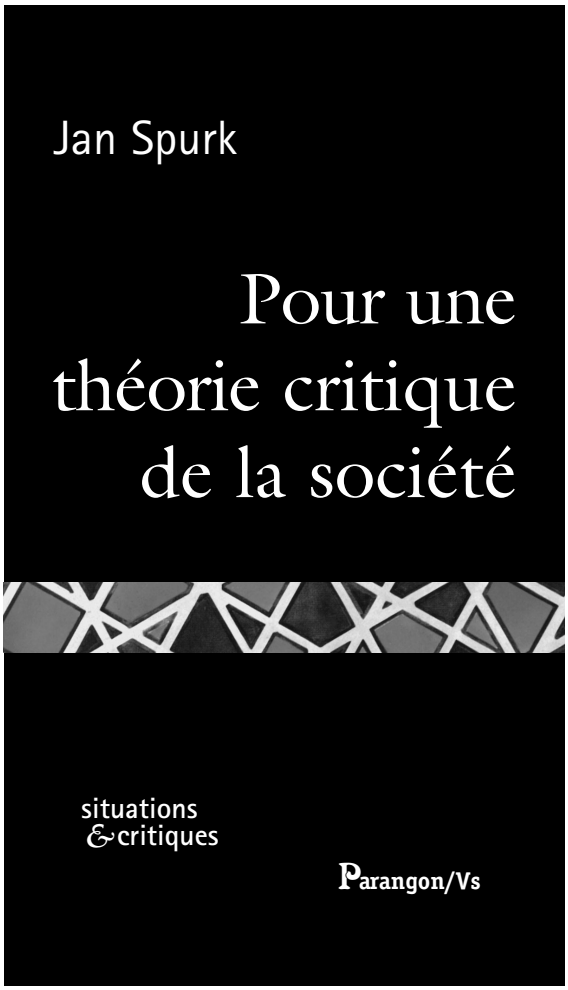
Alex Demiroviç. *Liberté et humanité*
Miguel Abensour. *Malheureux comme Adorno en France ?*
Jan Spurk. *Sur l'avenir des théories critiques. Propos héritiques pour en finir avec la doxa*
Jean-Marie Vincent. *La Théorie critique n'a pas dit son dernier mot*
Alex Neumann. *Conscience de casse. Théorie critique, expérience sociale et abolition du marxisme doctrinaire*
Estelle Ferrarese. *La reconnaissance : le tort et le pouvoir*
Lucia Sagradini. *La Théorie critique : une pensée qui fait désordre*
Michael Löwy. *Sept thèses sur Walter Benjamin et la Théorie critique*
Claudine Haroche. *L'appauvrissement de l'espace intérieur dans l'individualisme contemporain*
Jean-Claude Besson-Girard. *La nuit sauvée*

Hors-champ :

Denis Berger. *Pour une critique de la social-démocratie européenne*
Martin Dieckmann. *L'Allemagne à un moment charnière : entre deux républiques*

Parangon/Vs

ISBN 2-84190-148-3
144 pages, 14 €



Comment comprendre notre société et notre époque déchirée et fragmentée ?

Se donner les moyens de cette compréhension nécessite de forger une théorie critique de la société.

Partant d'une réflexion sur la manière de constituer le lien social, Jan Spurk brosse quelques traits essentiels du tableau de nos sociétés au sein d'une Europe émergente. Il en explore les images et l'hétéronomie, se penche sur le déclin des classes sociales et l'apparition de l'individualisme sériel, revient sur la mobilisation de la subjectivité dans la constitution du lien social, s'interroge enfin sur l'héritage de l'École de Francfort, de Pierre Naville, Jean-Paul Sartre et Pierre Bourdieu.

ISBN 2-84190-151-3
18 €

Variations 18/04/06 13:40 Page 143

L'Après développement

Sous la direction de
Bernard Guibert
et Serge Latouche

Antiproductivisme altermondialisme décroissance

Parangon/Vs

Sommes-nous prêts à sacrifier la croissance, le productivisme et l'emploi pour la sauvegarde de la planète ? La critique de la mondialisation libérale – l'altermondialisme – peut-elle échapper à ce dilemme ? Existe-t-il une politique économique de l'altermondialisme compatible avec l'écologie politique ?

ISBN 2-84190-
150-5

Variations 18/04/06 13:40 Page 144

Achevé d'imprimer en mai 2006
sur les presses de
l'imprimerie Chirat
à Saint-Just-la-Pendue – France
Dépôt légal 2e trimestre 2006